

## GRANDE-BRETAGNE

Le boy-scout de la politique anglaise

(Page 5)

CANADA

Votez pour moi I speak french...

(Page 4)

MALAISIE

Le paradis d'Allah (Page 4)

**MONNAIES** 

Les tyrans du F.M.I.

(Pages 6 et 7)

JUSTICE

Les sept crimes de J.-T. Recco

MÉDECINE

Le coût de la réanimation (Page 12)

ENTREPRISES

Le droit à l'expression

(Page 17)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision **DERNIÈRE ÉDITION** 

QUARANTIÈME ANNÉE - Nº 11929

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

# Le gouvernement est décidé à « matraquer » les policiers séditieux

Les manifestations organisées vendredi 3 juin à Paris par deux syndicats de policiers, dont les mots d'ordre étaient très politisés, ont provoqué une très vive réaction de la part du gouvernement. Le préfet de police de Paris, M. Périer, a dèmissionné, et le directeur gènèral de la police nationale, M. Cousseran, a été relevé de ses fonctions, M. Mauroy accuse M. Chirac de mettre de l'huile sur le feu. A Matignon, on se déclare disposè à «matraquet» les fonctionnaires de police se livrant à une opération de déstabilisation. Pour sa part, M. Defferre n'a pas tenu, le samedi 4 juin, la conférence de presse prévue. Le ministre de l'intérieur a exigé que les conclusions des deux enquêtes administratives demandées à propos des manifestations soient remises dès lundi soir. Ces enquêtes devront notamment déterminer si certains responsables ont joué un « rôle sèditieux ».



# La relève du contingent français à Beyrouth

Le ministre français de la défense. M. Charles Hernu, a prévu de se rendre, avant la mi-juin, au Liban pour inspecter, notamment, le contingent français de la force multinationale de Beyrouth, qui vient d'être relevé. De son côté, le ministre des relations extérieures. M. Claude Cheysson, a indiquê qu'il n'était pas question, pour le moment, de renforcer ce contingent, même si la France était prête à négocier, en accord avec tous les partenaires, une extension geographique de la mission confiée, par mandat international, à cette force de cinq mille sept cents hommes.

## Des « légionnaires-gendarmes » dans un nœud de vipères

Beyrouth. - . Mot petit chef, lui big boss i » Avec une pointe d'accent germanique, le sergentchef de la légion étrangère présente à une famille palestinienne du quartier de Chatila le général de brigade Jean-Claude Coullon, commandant la légion étrangère et la 31º brigade.

Une section du 2º régiment

étranger d'infanterie vient tout juste de prendre possession de son poste d'observation dans l'ancien camp, à l'intérieur de la ville de Bevrouth, où périrent, le 17 septembre dernier, un millier de réfugiés palestiniens. La 31° brigade. composée de légionnaires et de marsonins > (1), a remplacé, cette semaine, dans le Grand-Beyrouth, des éléments de la 9º division d'infanterie de marine qui, depuis quatre mois, formaient le contingent français de

Autour des parents, les huit enfants de la famille palestinienne de Chatila ne font pas la différence entre les « bérets verts » de la relève et les • bérets noirs » qui s'en retournent en France. Pour cux, qui offrent le thé an général Coullon et qui ont accepté la tranformation de leur échoppe désaffectée en poste militaire, c'est la même armée française qui - avec ses trois postes répartis dans l'ancien camp - va assurer la sécurité de ce quartier où grouillent trente milie personnes, dont 90 % de Palestiniens, revenues a près les massacres.

Entre les Palestiniens, qui baragouinent l'anglais, et les légionnaires, pins vrais que nature, on parle par gestes, mimiques ou petit-nègre. Signe que l'usage de la langue française cède du ter-rain : les gamins disent • hello •

De notre envoyé spécial la force multinationale d'interpo-sition dans la capitale libenaise. jeté un attaché-case dont la découverte venzit de mettre en émoi les ruelles voisines et qu'un des légionnaires a ouvert, avec d'infinies précautions, pour le trouver vide.

Deux mille légionnaires du 2º régiment étranger d'infanterie (en Corse), du 1º régiment étranger de cavalerie (dans le Vaucluse) et « marsouins » du 21º régiment d'infanterie de marine (dans le Var) vont, désormais, vivre jusqu'au mois d'octobre dans le Grand-Beyrouth, aux côtés de deux mille « marines » américains, de seize cents bersaglieri italiens et cent cinquante dragons de la Reine britanniques.

> JACQUES ISNARD. (Lire la suite page 3.)

(1) Un = marsoum > est un soldat de

## Le « coup de sang » de M. Mauroy

Pour indécente qu'elle fût, l'exploitation par l'opposition de l'émotion provoquée chez les poli-ciers par la mort de deux des leurs relevait des mocues politiques habi-tuelles. Sa seule singularité semblait tenir, depuis deux jours, e des outrances verbales que la gauche avait généralement plus de scrupules à éviter, pour sa part, quand alle incernait l'opposition,

Les débordements auxquels cette exploitation a donné lieu, vendredi 3 juin, à Paris, après la cérémonie officielle en hommage aux deux victimes, ont pris, en revanche, une tonelité politique inquietante. Le pouvoir ne pouveit pes ne pas la sanc-

C'est la premiere tois, sous la Ve République, que des policiers manifestent en aussi grand nombre, à Peris, en réponse à des mots d'ordre purement partisans et avec des arrière-pensées strictement politiques. A la fin de la IVº, les manifestetions du 13 mers 1958, qui avaient provoqué una crise au ministère de l'intérieur et la changement du préfet de police, evaient rassemble beaucoup plus de monde. puisqu'il y eut, ce jour-là, près de sept mile policiers devant le Palais-Sourbon, meis ses motivetions étaient essentiellement elimentaires.

Pour la première fois depuis le ciers et des C.R.S. en tenue et en service, chargés d'assurer le meintien de l'ordre sur le voie publique, exprimer estensiblement leur solidarité avec des manifestants qu'ils étaient censes contrôler et qui ont reçu à la fois l'eppui direct de l'extrême droite, en le personne du président du Front netionel, M. Jean-Marie Le Pen, et l'appui moral du principal parti de l'opposition, le

Les conséquences de ces manifes tations, qui ne font pas, loin de là, l'unanimité parmi les policiers, ne doivent pas être exagerées. Conduite par des fonctionneires dont le rôle est d'assurer le respect du régime légitime et dont la tradition republicaine exige un devoir de reserve superieur à calui des autres membres de l'administration de l'État, cette fronde a néanmoins provoque une très vive réaction du premier minis-

## Un « double jeu »

M. Pierre Mauroy en e attrapé, selon ses collaborateurs, un véritable coup de sang ». Les choses n'ont pas traîné. Convoqué è l'hôte! Matignon elors que la manifestation de l'après-midi n'était pas encore terminée aux abords mêmes de l'Élysée, le ministre de l'intérieur s'est entendu demander sans délai deux « têtes » : celle du préfet de police et celle du directeur général de la police. Ces deux démissions ont été annoncées dès le retour de M. Gaston Defferre à la place Beauvau. D'eutres sanctions seront prises contre les instigateurs

des deux manifestations du vendredi matin et du vendredi après-midi.

Tel est l'objectif de l'anquête administrative ouverte à la demande du premier ministre. M. Mauroy est décidé à faire preuve de la plus grande fermeté, « On va matraquers, dit-on dans son entourage. Le chef du gouvernement s'est même montre très vif à l'égard du secrétaire d'État chargé de la sécu-rité publiqua, M. Joseph Franceschi, qui se montrait compréhensif à l'égard des policiers en colère,

Publiquement, le courroux de M. Pierre Mauroy vise uniquement M. Jacques Chirac qui rend le gouvernement responsable de creer eune sorte de climat qui favorise la délinquance » (le Monde du 4 juin). Le premier ministre souligne qu'une telle assertion relève uniquemnt de la polémique. Il n'y e pas, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, plus de policiers tués dans l'exercice de leur mission ou'il n'y en evait euparavant. L'Hôtel Matignon a diffusé un tableau statistique visant à rappeler les données de la réalité.

De même. M. Mauroy pense que le président du R.P.R. contribue luimême par ses déclarations à entretenir le « climar » qu'il dénonce. M. Mauroy y voit une illustration du « double jeu » et du « double langage > de l'opposition, dont le démerche consiste, selon lui, à « semer le trouble et le doute » parmi les Français sur la capacité de

le geuche à diriger le pays. On paut, certes, relever que le Jacques Chirac qui joue actuellement sur la psychose d'insécurité n'est pas le même que celui qui affichait une extrême moderation, le 5 mei derallant jusqu'à souligner que « l'opposirion ne doit pas erriser les

Mais le premier ministre se tromperait, essurément, s'il estimeit qu'une polémique sur ces thêmes que, si justifiée qu'elle apperaisse, permettrait d'occulter les responsabilités de la majorité dans le désenchantement général qui sert de terreau aux extrémismes.

En regerd de cet evertissement politique du 3 juin, les divergences qui lézardent le parti socialiste à l'epproche du congres de Bouraen-Bresse n'en deviennent-elles pas que plue suicideires pour le couvoir ? Reçu è l'hôtel Matignon quelques heures event le ministre de l'intérieur - pure coıncidence 1 - M. Edmond Maire notait, vendredi, que la coherence interne de la mejorité constitue la condition sine qua non de la reussite de la politique de gauche. « Il ne faut pas, disait-il, que cette politique soit minée de l'intérieur. » Le fait que le secréteire général de

le C.F.D.T. n'en pas toujours été le plus zélé en ce domaine ne diminue pas la valeur de ce conseil.

ALAIN ROLLAT. Lire nos informations pages 9 à 11.1

## La cohérence et la cohésion

ES policiers qui mani-festent dans la rue, jusqu'aux portes de l'Elysée, qui s'en prennent nommément au ministre de la justice, qui transforment une émotion légitime en menace symbolique mais, par lè même, très significative contre le pouvoir en place, c'est, déjà, très inquiétant.

Qu'en face d'eux les forces chargées de maintenir l'ordre et de prèserver les institutions de la République et les hommes qui les incarnent transigent, si peu que ce soit, c'est encore plus grave. Ce n'est pas tolèrable.

A moins de laisser se développer une entreprise de déstabilisation, qui prend aujourd'hui cette forme-la et qui en trouvera d'autres demain, le président de la République, le gouvernement, doivent réagir.

Encore faut-i) qu voir et ceux qui le soutiennent retrouvent un credit, rétablissent une confiance, qu'ane absence de cohérence et de cohésion réduit chaque jour. Il ne suffira pas de changer quelques hauts fonctionnaires.

La gauche au pouvoir n'a pas reussi, malgré quelques efforts méritoires, à traiter de manière satisfaisante le problème de la police.

Choisi pour sa réputation d'homme de caractère, le ministre charge du maintien de l'ordre a paru s'intéresser d'abord à la décentralisation. On lui a adjoint un secrétaire d'Etat qui, comme - ministre de la police », a fait une autre politique ou, du moins, a infléchi celle qui s'amorçait. Dans le même temps, le pouvoir, au plus haut niveau, a donné la préférence aux corps militarisés du maintien de l'ordre et de la sécurité. Tout cele n'est pas très cohèrent.

On pourrait en dire autant de plusieurs autres domaines de l'action gouvernementale, ci, il n'en feut pas plus pour alimenter la critique de l'opposition, laisser le champ libre a tous les corporatismes et redonner espoir à ceux qui rêvent de rejeter la gauche outrement que par les suffrages.

Fait aggravant, les fluctuations dans l'exercice du pouvoir s'accompagnent au sein de la majorité d'une singulière absence de cohésion. La préparation du prochain congrès du parti socialiste semble l'emporter sur toute autre considération.

A. L. (Lire la suite page 11.)

DIMANCHE CHANTILLY PRIX DU

JOCKEY CLUB



The Samuel Samuel

Branch W. . V

Frague ---

enter. E

the marine and the

Section 19 and 19 a

Single Francisco Mr.

water and lawn to be a design to

The street of the street

Appendix with the control for

Mark Cont.

Madefall William MENT HIS

Programme and the second of the second

to them in the second

there are the state of the

SERVICE TO A CONTRACT

derso de estados de es

Name of the second of the seco

Carried Control

Arran and Mr. S. College

The state of the second second

man Arter Street Cont.

表 编 明初的 计二十分 (1)

Minds to the said of the said

pechs are as

A PRINCIPAL AND A STATE OF THE STATE OF THE

MARGERIA CO.

GENERAL CONTRACTOR

Tradition do to the most at the second secon

PEC 100 CONTROL OF THE PEC 100 CONTROL OF THE

to delive. The state of the s

W Marine

RESERVED AND THE STREET

74 40

2.00.77

## RENDEZ-VOUS

5 juin. Montréal : Conférence mondiale sur l'indépendance de la justice (jusqu'au 10). Centième anniversaire du premier vnyage de l'Orient-Express.

6 juin. Pékin: Session de l'Assemblée nationale populaire pour élire le président de la République.

Chili: Journée d'action des commerçants contre la politique économique du gouvernement. Espagne: Grève des trans-

ports aériens. Addis-Abeba : Ouverture du dix-neuvième sommet de l'O.U.A. (jusqu'au 11). Belgrade: Sixième conférence des Natinns unies sur le commerce et le dévelop-

7 juin. Visite à Paris du secrétaire d'Etat américain M. Sbultz (jusqu'au 10).

8 juin. Genève : Reprise des négociations START. Paris : Réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique (jusqu'au 10). Inde: Début d'une tournée de M= Indira Gandhi en

9 juin. Paris : M. Mitterrand reçoit le premier ministre australien M. Bob Hawke. Grande-Bretagne: Elections générales

Europe (jusqu'au 18).

10 jain. Maroc : Elections 16gislatives et municipales. Danemark: Session de printemps de l'OTAN (jusqu'au 13).

## SPORTS

11 juin : Finale de la Coupe de France de football au Parc des Princes.

## Le Monde

Service des Abonnements C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 980 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 634 F 887 F 1 140 F IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine an moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

Veuillez avoir l'obligeauce de

## IL Y A DIX ANS, LE CHANCELIER BRANDT EN ISRAEL

# La « paix morale » de l'Allemagne avec l'Etat des survivants

Le 7 juin 1973, pour la pre-mière fois, un chef de gouverne-ment allemand – à ce titre héritier juridique du Reich nazi même s'il en avait été l'un des adversaires les plus courageux mettait le pied sur le sol de l'Etat créé par les survivants de l'holocauste. Evénement symbolique d'une ennsidérable portée, s'inscrivant dans l'un des rapports internationaux les plus difficiles qu'on puisse concevnir : non pas une - réconciliation » au sens plein du terme, inconcevable en la matière, mais une normalisation fondée sur la condamnation par Bonn d'un passé monstrueux.

Cette visite n'aurait pu, en effet, se concevoir sans l'effort du premier chancelier de la République fédérale, Konrad Adenauer. La date essentielle à cet égard aura été le 10 novembre 1952, inur où fut signé, à Luxembourg, entre le chancelier et M. Moshe Sbarett, ministre israélieu des affaires étrangères, un traité por-tant sur des réparations matérielles de la République fédérale à l'Etat hébreu pour le génocide de six millions de juifs. La République fédérale s'engageait à verser, en douze ans, 3 milliards de deutschemarks à Israël et 450 millions à des organisations juives.

En outre, la R.F.A versait à titre individuel des réparations à des citoyens israéliens qui avaient souffert du nazisme. Celles-ci ont atteint, à elles seules, un montant annuel total de 250 millions de dollars, pour diminuer ensuite peu

L'Allemagne occidentale est le seul des deux Etats allemands à avoir consenti un tel effort. La R.D.A., pour se series refusé, justifiant cette attitude paradoxale par l'absence d'un traité de paix global avec une Allemagne unifiée. Les Allemands de l'Est avaient, en revanche, payé de très importantes réparations pendant de longues années à l'U.R.S.S. pour dommages de

## La « souillure du nom allemand »

Les négociations entre Israël et la République fédérale furent longues et pénibles, bien que l'atmosphère, glaciale au début, se soit progressivement améliorée. Elles avaient été préparées par l'un des principaux collaborateurs d'Adenauer, M. Blankenhnrn, qui noua des contacts avec un dirigeant du bureau européen du Congrès juif

mondial à Londres, M. Noah Ba- conclues le 10 novembre suivant

Ce dernier exigea d'abord que le ebancelier Adenauer reconnaisse publiquement devant le Bundestag « lo responsabilité de sa nation dans les actes du régime nazi contre les juifs ». Le chancelier devrait également promettre que l'Allemagne de l'Ouest réparerait les pertes matérielles subies par les juifs. Le ebancelier fit droit à ces exigences dans une déclaration devant le Parlement le 27 septembre

Tont en affirmant que la grande majorité des Allemands avaient « abhorré les crimes perpétrés contre les juifs et n'y avaient pris oucune part » et même que « beaucoup d'Alle-mands, au mèpris des dangers encourus sous le régime nationalsocialiste, avaient porté secours à leurs compotriotes juifs par conviction religieuse et poussés par leur conscience et par la honte de lo souillure infligée au nom allemand .. Adenauer admit que des crimes inqualifiables avaient été commis au nom de ce peuple, • ce qui exigeait une réparation morole et matérielle ».

## **Manifestations** à Jérusalem

Dans l'intervalle, le gouvernement israélieu avalt adressé, le 12 mars 1951, dans une note aux puissances d'occupation une demande d'indemnisation s'élevant à 1,5 milliard de dollars, somme qui était censée représenter les. frais occasionnés par la réinstalla-tion en Israël de 500 000 juifs entre 1933 et 1950. Mais l'État juif n'existant pas encore à l'époque hitlérienne, sa requête n'était pas juridiquement recevable. La Ré-, publique fédérale devait danc prendre l'initiative d'une procédure de gré à gré. Les Allemands se déclarèrent incapables de payer une telle somme. Ils proposèrent de la réduire et de l'acquitter en marchandises et en équipements, non en devises, dont, à

On s'entendit finalement sur un total de 821 millions de dollars payables à Israël en douze ans et en marchandises. Sur cette somme, 107 millions seraient reversés par l'Etat juif à la Jewish Claim Conference. Les négociations engagées le 20 mars 1952, près de Luxembourg, furent furent complétées ensuite par un

l'époque, ils étaient très dé-

non sans que la Knesset, appelée à approuver leur ouverture, ait été assiégiée à Jérusalem par une foule de manifestants. L'un des grands animateurs de la campagne contre toute négociation avec

accord de coopération militaire qui témoignait à lui seul de la profonde modification des situations respectives des deux partenaires. Au début, la conclusion de l'accord de réparation tenait au désir de remplir une obligation morale l'Allemagne fédérale n'était autre à l'égard des juifs, mais aussi que M. Menahem Begin. Lorsque d'établir dans le monde le prestige



L'Allemagne se débarrassant du . juif Einstein.

l'accord fut conclu, Ben Gourion, chef du gouvernement israélien, remarqua: • C'est un grand jour, : la catastrophe de 1945. mais les Allemands ne paieront jamais. »

En fait, la République fédérale respecta scrupuleusement ses engagements. Son activité économique bénéficia du paiement de ces réparations acquittées essentiellement sous forme de livraisons de son industrie.

Entre autres réalisations dues largement à l'aide allemande, on peut citer la ligne de chemin de fer reliant Tel-Aviv à Beersheba. capitale du Néguev. Une flotte de commerce fut livrée à l'Etat juif.

## Un accord militaire

Un grand paquehot, le Théodore-Herzl, appareilla de Hambourg pour Israël, tandis que, sur les quais du port, une chorale d'ouvriers des chantiers navals saluaient le départ du navire en chantant l'hymne national israélien.

Ces livraisons de marchandises

d'une nouvelle Allemagne démocratique surgie des décombres de

Le geste avait suscité à l'éporael. Au contraire, l'accord militaire fut conclu d'abord, en 1957, de façon secrète et à la demande des Israéliens, entre MM. Shimon Pérès, directeur général de la défense israélien, et Franz Josef Strauss, ministre allemand de la défense. L'Allemagne fédérale livrerait des tanks et des camions, et Israël, déjà producteur d'armes, fournirait de son côté à la R.F.A. des mitraillettes et des lance-grenades.

Cet accord fut-il confirmé ensuite lors du célèbre entretien entre le chancelier Adenance et Ben Gourion, le 14 mai 1960, à New-York, dans un appartement de l'bôtel Waldorf Astoria? Ce point d'histoire est encore aujourd'hui controversé. Mais l'aide allemande, qui devait venir à expiration en 1964, fut sans doute prolongée et vraisemblablement clargie, au moins sur le terrain

civil. Cette entrevue devait entralner la rupture entre Bonn et dix Etats de la Ligue arabe, dont l'Egypte, qui reçut, en février 1955, en grande pompe, au Caire, Walter Ulbricht. Le gouvernement israélien consentit alors à avoir des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale (mai 1955), dont le premier ambassa-deur fut M. Pauls, diplomate de grand talent et au passé irréprochable, qui arriva en Israel en août 1955. Toutefois, lors de sa visite, le chancelier Brandt dut encore affronter des manifestations d'hostilité irréductible.

ine unar

wieth) u

A CONTRACT

god in the rate

and the second

1 -- 1--- 1 m

23 - 25 2

Water of M. Late

urrt ... 145 3

生物 一种人种灌

tan villa e e e e e e e

ar in . white yes

the same of the

27.2

Like . . . . . . . . . . . . .

20.21: 1. K.2

A training of the second

Trye . . . . .

·雪·维特纳 (1) (4) (4)

Treven 🕫 🗷

Strategic College (1987)

2 2 24

21 - B

The first of the state of

Car time carrier

The Commission

ويورد ويواد

The second of the

A PART HAVE BE

يران والمعطورين

the same of

8-21 THE PERSON

The state of the state of the

• : -Ben town and

in the second second 780 1 State of the state

NEW THE PROPERTY.

Triff our reasons 2

A 200 1 2 2

T-23. --

Sec. 15.

N = max.

Congression

Contract of the same

ALCO TO JONE

WTOF -

· 100 100 100 100

## Une « honte collective »

Les Allemands de l'Ouest n'ont jamais reconnu la notion de culpabilité collective, mais, tout au plus, pour reprendre l'expression dn premier président de la République fédérale, Théodore Heuss, celle d'une « honte collective ». « La formule « culpabilité collective - est une simplification primaire, avait-il déclaré le 7 décembre 1949, au conrs d'une cérémonie de la Société pour la coopération judéo-chrétienne de Wiesbaden. C'est une déformation de ce genre que les nazis avaient l'habitude d'appliquer aux juifs, le fait d'être paf contenant déjà en soi le phénomène de culpabilité. Mais quelque chose ressemblant à une honte collective a grandi à partir de cette période et est resté. Le pire méfait de Hitler a été de nous contraindre à cette house d'avoir eu en commun avec ses complices et lui le nom d' Allemands ». ....

chancelier Adenauer, la volonté de l'Allemagne fédérale de réparer dans toute la mesure du possible ne serait-ce qu'une partie de l'énorme crime commis en son nom, puis la visite à Jérusalem d'un chancelier Brandt, opposant irréductible au nazisme, qui n'avait pas hésité à s'agenouiller sur les marches du mémorial aux vitimes du ghetto de Varsovie, avant de se recueillir au mémorial de Yad Vachen, auront profondément modifié la conscience collective des Israéliens et leur attitude à l'égard de l'Allemagne.

Scule cette « paix morale » pouvait permettre à des millions de jeunes Allemands de se peneher sur le sinistre passé de leur pays avec le sentiment que celuici avait reconquis le droit an respect dans la communanté des na-

ROLAND DELCOUR.

## 7 juin 1982

pourvus.

# Hissène Habré s'empare de N'Djamena

Le lundi 7 juin 1982, à l'aube, les commandos de M. Hissène Haquelques centaines d'homme des Forces armées du Nord (FAN). pénétrant dans N'Djamena qua laura edversaires partisana de M. Goukouni Oueddei ont évacuée en catastrophe. La plupart des fuyards travarsent le Chari qui forme la frontière avec la Camernun. Une cinquantaine de milliers d'habitants ont également trouvé un refuge provisoira sur l'autre berga du fleuve. Les FAN n'auront qu'à réduire quelques noyaux de combattants, souvent abandonnés par leurs chefs, pour contrôler une ville qui afficha las cicatricea béantes laissées par les très dura combats de 1980. M. Hissène Habré, le plus opiniâtre et la mieux organisé des chefs de guerre tchadiens, a gagné son pan : quand la nouvelle de la chute de N'Djamena fait le tour du monda, en fin de matinée, il n'y a pee eu d'effusion de sang, et la population demeurée sur

Deux moia plus tard, les FAN occuperont l'ensemble du Sud, partia la plus peuplée du pays, que le fieutenant-colonel Kamougué, figura la plus en vue de cette région, quitté à la demière minute. M. Hissène Habré s'imposera en-suite sur la scène internationale, puisqu'il participera au sommet franco-africain, siégera aux Nations unies en attendant que ses repré-sentants occupent, le 8 juin prochain, à Addis-Abebs, le fauteuil du Tchad au sommet annoncé da

Lorsque tombe N'Djamena, on savait deouis de longs mois que M. Hissène Habré était en train de 1981, la colonel Kadhafi avait donné l'ordre à ses hommes de se replier sur l'extrême nord du pays la bande d'Aozou - occupé depuis une dizaine d'années par la Li-

bye. Le coût de l'entretien d'un corps expéditionnaire de plus en plus démoralisé, l'incapacité à réduire les repaires des FAN dans l'est du pays frontalier du Soudan ennemi et un isolement diplomatique croissant expliquaient cette marcha arrière. Ella laissait la champ libre à la petite troupe bien organisée de M. Hissène Habré.

En l'espace de quelques mois, ce demier allait marquar plusieurs points, s'emparant d'Abeché - la principale agglomération de l'est, remontant sur Faya-Largeau, imposant rapidament ses troupes comme la principale force militaire du pays, en dépit des fournitures d'armes, notamment par la France, à M. Goukouni Oueddei et de la présence d'une inefficace Force interafricaine de paix installée à Ati, dans le centre du pays, à N'Djamena et au nord de la capitale.

M. Hissène Habré devait ensuite suffisamment consolider ses positions dans le nord et dans l'est du Tchad pour que l'Organisation de l'unité sfricaine invite, en février, M. Goukouni Oueddel à négociar avec le rival puissant. Devant le refus du président tchadien, les FAN allaient continuer feur progression, faisant alterner des coups de main bien préparés et de longues palabres avec des chefs traditionnels. Les opérations montées par la coalition alors en place à N'Diamena pour tenter d'enrayer ces progrès allaient se solder par des échecs, ne laissant plus guère de

doute sur l'issue du conflit.

Fin mai, alors que la coalition au pouvoir à N'Djamena se désorganise ouvertement, plusieurs tions mettant en cause l'autorité de M. Goukouri Oueddei, les FAN estiment que la situation peut leur permettre de s'emparer de la capitale sans effusion de sang. Pour M. Hissène Habré, agir promptement offre la double attrait d'imposer son autorité avant la réunion du sommet

annuel de l'O.U.A., prévu début août à Tripoli, et le sommet francoafricein, qui se réunira début octo-bre à Kinshasa. Ses émissaires à travers le continent sont, entretemps, parvenus à raffier à feur cause la plupart des États dits « modérés ».

La victoire de M. Hissène Habré, tournant capital dans l'histoire tu-multueuse du Tchad, ne signifieit pas pourtant que le paix fût acquise. La Libye appuie, en sifet, depuis neuf mois, dans le nord du pays, une rébellion qui a formé, à Bardet, au cœur du Tibesti, un « gouvernement » au sein duquel on retrouve les principaux partenaires de l'ancienne coalition de N'Djamena, autour de M. Goukouni Oueddei. Autre sujet d'amertume pour le nouveau chef d'État tchadien : ruiné par des années de guerre, son pays souffre depuis plusieurs mois d'une tres grave séche-

JEAN-CLAUDE POMONTI.

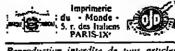
# A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Marce, 3,50 dr.; Tunkie, 300 m.; Allemagne, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Beigique, 26 fr.; Canada, 1,10 \$: Côte d'Ivoire, 340 f. CFA; Danemark, 8,50 kr.; Espagne, 100 pes.; E.-U., 55 c.; G.-B., 50 p.; Grèce, 65 dr.; Irlande, 80 p.; Isase, 1,200 L; Liben, 350 P.; Libye, 0,360 DL; Luxanbourg, 27 f.; Norvège, 2,00 kr.; Paye-Bas, 1,75 f.; Portugal, 50 sec.; Sérégel, 325 f. CFA; Soède, 7,75 kr.; Saise, 1,40 f.; Yougoslevia, 65 d.

LES TARIFS DU MONOE

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THEX MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

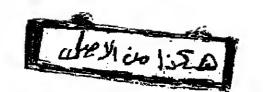
Edité par la S.A.R.L. le Monde André Leurens, directeur de la pui Anciens directeurs . Jacques Fauvet (1969-1982)



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n. 57 437. ISSN: 0395 - 2037.

Page 2 - Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 •••



## LA LIBERATION DU DOCTEUR AUGÒYARD

## Une grâce soviétique

de et Colle entrette deralie

ast to the second

Essis de Line de de

Estate on contract and the second of the sec

Market Caracter Consults to

and the second deposite the second se

Service of the servic

seer, in the Brand of

tine chante collective

Les Allement de l'Ousile

heart a terror of a metion of the

print print service for length

Be Brenires benicest que per

Brance redeme. Theodore les

· La francis suipabilitées

fine - est une complification

Merce avarel declare le les

bre . Tai. . v cours de

perentana de la Succie per

entered on successful

Waster Continue delay

the de se verer que de

was paids or and divine safety

more dans on the le photomer.

Canada to the family and the

presentation of the home of

Blee & grand, a contracte

PARTY POR TO THE LA PINE

Mitter a transferten

Committee of the second

Seren te, Contente

Change of Assessed As

Ar fill the mount of the tage at

Marie Carata de la mentra de

the me area this under the

Careere and the second

Market Court of the State of James

# Am umphalatier feringt, emm

Burker and the land commit

Statements du l'et un tent

white the second of the motor

**ಹಾದ್ದರ್ ಕ್ರಾಮ್ ಕ್ರಾಮ್ ಕ್ರಾಮ್** 

Searce octor octor and

And the fact of the said

de gauter a em en er ar ar

when was no to the park the

Sein anen in inn einer bat mit

ನಕ್ಕ ಕಡಿತ್ರದ ಸ್ವಾಪ್ರಸ್ಕಾನಿ ಕ್ರೀ ತೆಗುವ ಮತ್ತ

FOLAND DELCOR

The second section of the second sections and the second sections are sections as the second section of the second sections and the second sections are sections as the second section section section sections are sections as the second section sec

British Committee of the Committee of th

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

SHOWING AN ECREPANDED AND WHILE

mega, surveyed to the time

(A. M. W. Joylan, 1995, 1995, 25

4.4 tegetiere de 5° majorine magné.

MARINER LACTOR CONTROL OF STREET

THE STREET, ST

Printed that allower statement of the district of the statement of the sta

The second second second second

Marie de proposition de la company de la com

Fine water to be a second

Mar 18 responde the

THE RESERVE OF SOME PROPERTY OF

Description of the State of the

Mary days of the same

MAN CLAUDE POMICNTE

the last affine state of the state of

CONTRACTOR S

To the

Tab Vas Vaster, susum prizi

A. Man data figte and in constitution

... & Figurd de . Lucria re

g mining and the contractions.

Commence of the second

We were a single property

west afficiency des manifests

Charles areductible

Les circonstances dans les-quelles intervient la grâce du docteur Augoyard assombris-sent un événement dont chacun ue voudrait que se réjouir. Les diplomates afghans énoncent une contre-vérité quand ils affirment que le gouvernement français n'avait pas « officielle-ment » demandé la libération du jeune médecia. Veut-on mettre en vedette l'intervention - efficace peut-être, mais parallèle de M. Georges Marchais?

Mais qui se laissera tromper par cette mise en scène « a posteriori » surtout parmi ceux qui avaient entendu, de leurs propres oreilles, des personnalités soviétiques annoncer, quelques jours à peine après le procès de Kaboni, que le docteur Augoyard « pourrait » être libéré fin

Les menaces proférées à l'adresse de quiconque - médecin, mais sans doute aussi journaliste - oserait encore prendre le risque de pénêtrer « illégale-ment » en Afghamistan ne penvent que faire craindre un repliement un peu plus acceatué encore de ce pays sur hil-même - et sous la main de fer d'un occupant soviétique de moius en moins tolérant.

Telle est la réalité dont il faut tenir compte. Tout est bien, sans donte, qui finit bien, et il faut esperer que le docteur Angoyard regagnera effectivement la France dans les jours prochains. Mais tous les témoignages dont on peut disposer indiquent que, s'il a été arrêté, jugé dans les conditions que l'on sait et condamné, c'est beaucoup moins sur l'initiative, du régime cu place, à Kaboul, que sur celle de ses protecteurs soviétiques. Et il y a tout lieu de penser que s'il est gracié avec plus d'un mois de retard par rapport à ce qui avait été officiensement annoncé, c'est parce que Moscon a voulu rectement mais saus ambiguité - l'expulsion, su début du mois d'avril, d'une cinquantaine de ses diplomates.

Doit-on considérer qu'une page est ainsi tournée ? Dans le contentieux franco-soviétique peut-être, même si le sort du docteur Augoyard n'eu était qu'un des éléments et si le geste humanitaire qui vient d'être enfin consenti ne saurait être considéré autrement que comme uu retour à uu minimum d'équité, nou comme une faveur.

Plus douteuses sont les intentions de PU.R.S.S. concernant un pays qu'elle considère comme faisant partie de son glacis. Les signaux en provenance de Moscon sont sur ce point contradictoires et si l'on parle volontiers, au Kremlin, de la recherche d'une « solution politique », rien n'indique que M. Andropov et ses partenaires envisagent sérieusement, à Kaboul, d'autre issue que le maintien du régime qu'ils y out imposé.

- (Publicité) -

Association pour le développement des Libertés Fondamentales et le Centre Rachi-CUEJ :

**COLLOQUE INTERNATIONAL JUDAISME** ET DROITS DE L'HOMINE > DU 6 AU 12 JUIN 1983.

avec la participation nombreuses personnalités du monde universitaire et politique.

CENTRE RACHI 30, bd de Port-Royal 77005 PARIS - 331-98-20

## Paris rappelle les multiples démarches effectuées en faveur du médecin français

Le docteur Philippe Angoyard era expulsé dans deux ou trois jours, a annoncé le vendredi 3 juin le chargé d'affaires d'Afghanistan à Paris, M. Abdullah Keshtmand, confirmant en même temps que le médecin français emprisonné à Ka-boul avait été gracié.

Le dennième conseiller de l'ambassade, M. Hamid Nezam, a pour sa part déclaré que - l'intervention de M. Georges Marchais a joué un rôle déterminant dans la libéra-tion - du jeune mèdecin français. M. Nezam a en outre affirmé qu'à aucun moment la France n'a de-mandé officiellement la libération du docteur Augoyard ».

· Il n'y a jamais eu de nêgociatons entre le gouvernement français et l'Afghanistan », a poursnivi M. Nezam. La libération du docteur Augoyard constitue - un geste de bonne volonté envers le peuple français -, a déclaré M. Nezam, qui a ajoute: . A aucun moment, les Soviétiques ne sont intervenus dans cette affaire.

« Le docteur Augoyard sera très certainement directement transféré de sa prison à l'aéroport sans passer par l'ambassade de France à Ko-boul », a encore déclaré M. Nezam, qui a enfin lancé un avertissement aux confrères du docteur Augovard : Nous aurons une approche plus severe pour ceux qui rentreront à l'avenir - en Afghanistan.

Le ministère français des relations extérieures a indiqué qu'il avait été informé le même jour par le chargé d'affaires afghan de la me-sure de grâce dont bénéficiait le

parole a rappelé les précédentes dé-clarations du ministère au sujet des interventions effectuées, des l'annonce de l'arrestation du docteur Augoyard, afin qu'il puisse être remis en bberté.

Rappelons que le médecio francais, qui effectuait une mission humanitaire dans des zones contrôlées par la résistance afghane pour le compte de l'organisation Aide médi-cale internationale, avait été fait prisonnier le 16 janvier dernier. Le 13 mars, on tribunal de Kaboul l'avait condamné à buit ans de prison pour être . entré illégalement . en Afghanistan et - avoir collaboré avec des éléments contrerévolutionnaires ».

De nombrenses organisations se sont félicitées de la grace accordée au docteur Augoyard. L'association Médecins sans frontières y voit une « victoire de l'opinion publique » mais réaffirme son « droit imprescriptible d'apporter des soins à ceux sa part, le Comité de désense des lipréside M. Georges Marchais, secrétrès vivement que les autorités af-ghanes aient tenu compte de la demande qu'il leur avait adressée au sujet de Philippe Augoyard ».

## République Sud-Africaine

## La Cour suprême de justice autorise des travailleurs noirs à résider dans les « zones blanches »

De notre correspondant

Johannesburg. - Cinq juges sudafricains de la plus haute instance judiciaire du pays ont décidé cette semaine d'ouvrir une brèche dans l'apartheid. Et quelle brèche l'En quelques jours, plusieurs dizaines de familles noires s'y sont engouffrées et, à partir de lundi 6 juin, des milliers d'aotres vont tenter leur chance afin d'obtenir le très rare privilège de pouvoir résider légalement, à vie, en famille, en « zone blanche », plus exactement dans les townships réservées aux Africains à la lisière des

villes qui s'y trouveut. Cette mesure remet en cause la politique gouvernementale qui consistait à limiter ao maximum l'urbanisation des Noirs. La législation en vigueur depuis 1945 prévoyait ainsi que sculs les salariés ooirs ayant vécu au mioimum quinze ans dans la même township ou travaillé dix ans sans discontinuer pour le même employeur pouvaient; à condition qu'ils aient un logement · légal », prétendre à l'obtention d'un permis de résidence perma-

Soumise à des autorisations spéciales, la construction de maisons nouvelles dans les townships cessa virtuellement à partir des années 60. Ce fut la première parade des fonctionnaires chargés du contrôle des Noirs dans les villes. En 1968, une seconde mesure, plus surprenante encore, fut décrétée par le gouverne-ment : dès lors, tous les Africains en fait l'immense majorité de la population noire - démanis du fameux permis permanent devaient rentrer chaque année dans . leur . bantoustan (1) pour y faire renouveler leur

contrat de travail. Aux Noirs qui remplissaient les conditions de stabilité d'emploi et de résidence exigées par la loi, on ré-pondit désormais qu'ils - ne pou-vaient pas - avoir été employés dix ou quinze ans . sans discontinuer . que le nouveau texte leur faisait obligation de rentrer - chez eux - au moins une fois l'an! Pour les cinq juges de la Cour suprême, un contrat de travail même renouvelé dix fois est continu par nature, et le mécamicien noir, M. Tom Rhikito, qui eut l'excelleme idée de les saisir, sur le conseil d'une organisation fé-

minine blanche anti-apartheid, s'est enfin vu octroyer le fameux permis. Saisissant la balle ao bond, les plus grandes organisations patronales, désireuses de stabiliser leur maind'œuvre, ont décidé de demander l'Agence France-Presse dans le des landi que tous leurs travailleurs | ceotre de Beyrouth se trouvant dans la situation de M. Rhikito puissent abtenir des permis.

Les administrations concernées sont d'ores et déjà sobmergées de demandes. Pour l'instant, celles qui acceptent la jurisprudence de la Cour suprême - dans certaines regions, les fonctionnaires s'y refusent ouvertement - délivrent les coups de tampon convoités au comptogouttes. La décision du gouverne-ment est attendue dans les jours pro-

PATRICE CLAUDE.

(1) An terme de la politique des entonstans, tons les Noirs sud-africains appartiennent à un · homeland · qui leur est attribué en fonction de leurs origines ethniques. La majorité des Noirs urbanisés n'y avaient jamais véen aupa-

## —Le Monde-WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Wockly et vendue par mi dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF (Abonnement d'un an)

1 an e Tous pays (sauf U.S.A. et 

e Moyen-Orient, Afrique du : Nord ..... 328 a Amériques, Canada, Afrique, Inde, Pakietan, Sri-Lanks, Hongkong, Malaisie, Antilles, Extrême-Orient,

SERVICE DES ABONNEMENTS 5, rus des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 - C.C.P. 4207-23 Paris < Weekly English Section > < Le Monde > .

Australia ...... 357 f

## LA RELÈVE DU CONTINGENT FRANÇAIS A BEYROUTH

## Des « légionnaires-gendarmes » dans un nœud de vipères

(Suite de la première page.)

Enfermês sous la tente, dans docteur Augoyard. Interrogé sur la leur camp proche de l'ancienne déclaration de M. Nezam, le porte-parole du Quai d'Orsay a cependant nent en alerte uoe treotaine souligné que le gouvernement fran- d'auto-mitrailleuses pour l'iotercais n'avait cessé d'- effectuer des vention rapide, on dans leur poste démarches - afin d'obtenir la libéra- de garde, qui sont des maisons ou tion du jeune médecia. Se refusant à des immeubles publics abao-tout aurre commentaire, le porte-donnés en pleine ville, les soldats français devront s'habituer à vivre un peu en vase clos derrière leurs saes de sable ou leurs chevaux de

> Quatre mois sans grande distraction, ni permisicos, ni contacts profonds avec la population. De leurs cantonnements, ils ne s'éloignent que de quelques centaines de mêtres pour les emplettes habituelles. La nuit venue, ils se replient dans le poste, à l'exception des patrouilles qui par-courent les sues de cette zone de 40 kilomètres carrés, où vivent 700 000 Beyrouthins sous protection française.

La 9º DIMa, avant la 31º brigade, a ainsi tenu pendant quatre mois, sans incident notable, n'hésitant pas à mettre des appelés, volontaires pour un service al-longé, dans des postes comme à Chatila même. Tous les jours se sont ressemblés, coovient ce lieuqui en ont un besoin urgent ». Pour tenant du régiment d'infanterie de chars de marine (R.I.C.M.) beries et des droits de l'homme, que | qui s'en retourne à Vannes. Ce qui rythmait la semaine, c'était le taire général du P.C.F. . se félicite lundi opres-midi lorsque nous recevions l'oumônier qu'on partagealt, du reste, avec les - casques bleus . français de la Force intérimaire des Nations unies au Li-

> A Beyrouth, la légion débarque avec l'été. Ce sero dur si on ne peut pas sortir le soir, et il y oura des désertions», prédit, avec uo sourire, ce jeuoc légionoaire d'Aubagne, qui se dit originaire de la Sicile. Il termine au Liban son engagement de cinq ans et Il o'a toujours pas eu l'occasion de rencontrer soo frère cadet du 2º R.E.J., duquel il est séparé depuis un ao et dont il vient d'apprendre, par un camarade, qu'il garde, ce jour-là, les locaux de

## Désœuvrement

Le commandement sait que le sentiment de désœuvrement peut naître de ces missions statiques de représentation chez des soldats de métier cotraînés à se battre et transformés en gendarmes ou en officiers des affaires indigènes, comme du temps de l'ancienne administratioo coloniale. . 11 foudro les fotiguer, dit le général Coulion de ses légionnaires, par des exercices ou des échanges avec les autres contingents de la force d'interposition - A compter du le juillet, la solde de ces hommes-là sera alignée sur celle des militaires français servaot à l'étraoger (soit 1,74 fois la solde en France). Mais, jusqu'à présent, la rémunération était celle du - plonqué de La Courtine -, dit un officier supérieur, agrémentée d'une prime quotidienne de

Malgré l'austérité de leur service, les - marsouins - ou les - bigors. (2) de la 9 DlMa, ainsì que les cent quarante .sapeurs. du 17º régiment du génie aéroporté, oe sont pas demeurés inac-

Eotre le 24 janvier et le 31 mai, ils ont eu le temps de récupérer ou de détruire un stock impressionnant d'armes diverses : 2 000 abus, 460 roquettes, 300 grenades, 82 mines antichars ou antipersonnel, 130 bombes à fragmentation, et jusqu'à 5 bombes de 250 kilogrammes et une bombe d'une tonne avec un mécanisme américain inconnu à ce jour. Après buit années de guerre civile, Beyrouth est pleine d'armes dissimulées, et, à Chatila même, il se pourrait que seulemeot la moitié des armes palesti-

niennes aient pu être restituées à l'armée régulière libanaise.

Le général de brigade Michel Datin, qui commandait avant l'arrivée du général Coullon, est sans illusions. A Chatila, il montre du doigt l'ouverture de ces tunnels. encore inexplorés ou inondés, qui devaient être autant de caebettes d'armes palestiniennes, y compris pour des armements lourds, et où il est difficile de s'aventurer. Des tunnels de 600 mètres de long, qui serpentent sous les ruelles de Chatila. Un capitaine de la légion, précédé de sa torche électrique, les fait visiter, de nuit, à son général après avoir tente d'apaiser une querelle entre familles proches de son poste de garde, tandis que des agents de renseignement de l'armée libanaise contrôlent, revolver à la ceinture et en civil. l'abattage publie des bœuss importés de Yougoslavie.

## Armistice ambigu

Lorsque le général Coullon est arrivé à Beyrouth à la tête de ses légionnaires, des Libanais en ont déduit que e était la preuve, indi-recte, que la France redoutait de nouveaux affrontements. Colonel. membre du cabinet militaire du ministre français de la défense à l'époque, Jean-Claude Coullon a été, précisément, l'officier chargé de préparer l'arrivée du 2º régimeot étranger de paraebutistes qui, cotre le 21 août et le 13 septembre 1982 a fait évaeuer les forces de l'O.L.P. de Beyrouth. Son retour dans la capitale libanaise o'a pas manqué d'être interprêté, par certains, comme l'in-dice qu'il fallait peut-être s'attendre à un regain de la ten-

Pourtant, à voir ces chantiers de reconstruction qui se sont ou-verts ici ou là et la frénésie du commerce qui agite la ville, Beyrouth donne le sentiment, sans doute trompeur, que la populatioo croit à cet armistice ambigu, parfois interrompu par le canon qui toone dans le lointain ou par quelques tirs épars d'obus ou de roquettes à proximité de l'a tenu par les Américains.

· Des soldats de l'armée libanaise, dans la tourelle de leurs blindés M 113 américains à l'abri derrière des saes de sable, veillent aux carrefours. Ils sont réapparus eo même temps que les agents de police qui règlent une circulation parfaitement anarebique. Au large, le ballet des bateaux de guerre français ou américains n'attire plus l'attention et pas davantage le survol des plages par des Huoter ou des Fouga de l'aviation libanaise. A la fin de juin, les courses reprendront à l'bippodrome de la ville.

(2) un - bigor - est un soldat de l'ar-

## Un étau

Il y a quelques semaines, néanmoins, cette activité économique s'est ralentie. Comme si les Beyroutins ne croyaient plus à l'évaeuation du Liban par les forces étrangères au pays et constataient que l'étau militaire autour de la capitale n'avait malheureusement

Le dispositif français sera probablement modifié, sinon allégé. Moins en raison de cette apparence de paix, menacée par la moindre étiocelle, que parce que le général Coullon dispose de trois régiments, au lieu des quatre de son prédécesseur. Autant d'hommes au total, mais moins de - pions - à déplacer et à manipuler sur le terrain.

Des quarante postes répartis actuellement dans la zone frangaise du Grand-Beyrouth, il ne pourrait en être mainteou qu'une trentaine. De la taille de la section - soit une trentaine d'hommes ou de deux sections au maximum, de manière que ehacun des postes de combat - qui sont en même

temps des lieux de vie - ne soit iamais une cible trop vuloérable ou uo abcès de fixation comme l'aura été, en fin de compte, l'ambassade américaine détruite récemment par l'explosinu d'une voiture piégée. Le dispositif sera done progressivement condensé. avec, cependant, le souci de ne pas aller trop vite, de crainte de donner à la population l'impression - fausse - qu'elle scrait sous peu abandonnée

D'iei à la fin de l'année, l'armée régulière libanaise devrait se renforcer. La conscription aidant, la formation par la France de deux cent cinquante cadres stagiaires se développant, ses effectifs seront alors de 30 000 hommes, et son armement, pour l'essentiel, viendra des Etats-Unis. Il ne serait pas hors de propos que cette armée régulière, reprenant confiance en elle, occupe, dans le contrôle de la capitale, la place qui lui revient de droit.

## Un pays bioqué

On n'en est pas encore là. Loin s'eo faut, tant cette armée libanaise paraît convalescente.

En revanche, ce qui fait l'objet, aujourd'bui, de ces propos de · popotes ·. dont on dit qu'ils soot aussi libres que révélateurs de l'état d'esprit de leurs auteurs, c'est l'éventualité d'un appui du contingent français à l'armée régulière libanaise dans les montagnes du Chouf, le fief de M. Wa-lid Joumblat, où s'affrontent druzes et ebrétiens. Pour que l'expedition reussisse, il faudrait sans doute plusieurs conditions préalables : que le président Amine Gemayel soit en mesure de le décider, que l'armée libanaise cesse de oe pas vouloir bouger d'un pouce, que les autres partenaires de la force multinationale approuvent un mandat clair donné à la France de désarmer les antagonistes, et que, surtout, les Israéliens y mettent de la bonne volonté en amorçant un retrait. Ce qui ne semble plus être le cas.

En septembre dernier, observe avec philosophie l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul-Marc Henry, la force d'interposition a été aceucillie comme un corps de - pacificateurs ». Depuis, et plus spécialement après l'assassinat du président Bechir Gemayel, cette force s'est enterrée dans Bevrouth, et tout le monde au Liban, a paru se satisfaire de la situation. Le Liban s'est, de nouveau, bloqué sur luimême. Le nœud de vipères s'est referme, sans que l'on puisse dire, aujourd'hui, quelle nouvelle initiative parviendra à le démêler.

JACQUES ISNARD.

Iran **DES CONTACTS SONT PRIS AVEC PLUSIEURS PAYS** OCCIDENTAUX aueune chance de se desserrer.

L'Iran a pris contact récemment avec plusieurs pays européens et le Japon en vue d'améliorer ses relations hilatérales dans les domaines économique, politique et culturel, et sortir ainsi de son isolement. Téhéran a effectué des démarches diplomatiques auprès des pays industrialisés reunis à Williamsburg, à l'exception des États-Unis et de la Grande-Bretagne, a declaré, vendredi 3 juin à Takyo, un porte-parole

du ministère des affaires étrangères. Selon le porte-parole, l'initiative iranienne a été discutée par les ministres des affaires étrangères à Williamsburg, qui ont décidé de ne pas la repousser. M. Hossein Ardehili, vice-ministre iranien des affaires étrangères, doit d'ailleurs se rendre à Tokyo le 14 juin. - (A.F.P., Reu-

## **CANADA**

# «Votez pour moi, I speak french...»

Le parti conservateur canadien va élire son nouveau chef le 11 juin. Après des décennies de frencophobie, les candidats découvrent l'intérêt de parler français. Ou du moins d'eller ostensiblement chez Berlitz. Car la bataille est âpre et. pour avoir l'oreille des électeurs francophones, il faut faire des sacrifices...

De notre correspondant

Montréal. - Même les dirigeants conservatours les plus récalcitrants ne manquent pas une occasion de déclarer publique-ment qu'ils « vont suivre des cours », qu'ils ont « toujours eu beaucoup d'admirotion pour la culture française - ci qu'une fois au pouvoir . ils . tiendront compte des besolns particuliers des six millions de froncophones », dont cinq millions vivent au Québec.

Cette sollicitude soudaine n'est pas désintéressée. Les conservateurs, éternels perdants aux élections depuis près d'un demi-siècle (sauf de 1957 à 1963 et pour quelques mois en 1979-1980). espèrent ainsi faire une hrèche dans le monopole qu'exercent les libéraux sur le vote francophone. Aux élections fédérales de février 1980, le parti libéral de M. Pierre Elliott Trudcau a remporté soixante-quatorze des soixantequinze sièges du Québec. Seulc exception dans l'histoire récente, le conservateur John Diefenbaker, qui ne parlait pas un traître mot de français, avait obtenn l'appui des électeurs québécois co 1958 après avoir conclu une alliance tout à fait circonstancielle avec Maurice Duplessis, le toutpoissant chef du gouvernement québécois.

Le retour des libéraux au pouvoir en 1963 et surtout la mise en place, à partir de 1967 sous la direction de M. Trudeau, de ce qu'on a appelé le French power allaient de nouveau faire du parti que exclusivement canadienne anglaise. Pour les lihéraux, le vote francophone - 25 % de l'électorat - constitue uo atout essentiel pour rester au pouvoir. Pour les conservateurs, c'est en revanche

rester dans l'opposition, à moins d'obtenir près de 70 % du vote anglophone dans l'ensemble du

## Du baragouin au purisme

Malgré son impopularité croissante an Canada anglais, en particulier dans les trois provinces de l'Ouest, où il n'a pas un scul député depuis les dernières élections, le parti de M. Trudeau reste fort dans la province la plus peuplée, l'Ontario. A moins d'un raz de marée, qui n'est pas à exelure dans les neuf provinces anglaises, les conservateurs n'out pas d'autre choix que de tenter de séduire l'électorat francophone s'ils veulent parvenir au pouvoir.

Depuis l'élection de M. Joseph Clark à la tête de leur parti en 1976, les conservateurs ont danc décidé de faire un effort en direction des francophones. Au moment de son élection, M. Clark baragouinait un français à peine compréhensible. Aujourd'hui, il s'exprime couramment et ne manque pas une occasion de le faire. insistant même auprès des journalistes francophones pour répondre dans leur langue à toutes les questions. Il utilise tour à tour les deux langues officielles à la Chamhre des communes, comme M. Tru-

A vrai dire, il est le seul député important vraiment hilingue. Hélas! il ne dirige plus le parti conservateur, ayant démissionné avec éclat le 29 janvier. Contesté défaite aux élections de février 1980, M. Clark a estimé, lors d'un congrès tenu à Winnipeg (Manitoba), que les délégués ne lui avaient pas accordé une majorité assez nette - il avait obtenu 67 % uo handicap qui les condamne à des voix - pour refaire l'unité du



parti. Aussitôt a près sa démission, il annonçait qu'il serait candidat à sa propre succession. Comment s'étonner après ce genre de péripéties que les conservateurs ne soient pas toujours pris très au sérieux! En fait, ils ont fait pis

Dès la début, le latte pour la conquête du parti conservateur a pris un tour très dur. Lors des primaires » qui ont permis de sélectionner les quelque trois mille délégués qui choisiront le nouveau chef au congrès d'Ottawa (du 8 au 12 juin), on a assisté à des scènes étonnantes ici, hien que familières sous d'antres latitudes oil l'on a des conceptions plutôt folkloriques de la démo-

## Un « électeur » de huit ans

Ainsi, on a vu des enfants de dix à douze ans participer à des assemblées pour la désignation de délégués. Les deux plus jeunes « électeurs » filmés par la télévi-sion avaient buit et neuf ans. Les protestations de cértains candidats et la mauvaise impression créée auprès de l'opinion publique par ces manipulations ont fini par convainere les dirigeants conser-vateurs qu'il fallait mettre un terme à ces pratiques. Ils ont donc pris une mesure très sévère: pour avoir le droit de vote aux assemhices, il fallait désormais être âgé d'au moins... quatorze ans.

Pour attirer ces petits électeurs, les organisateurs leur offraient des œufs en chocolat. Les clochards, que l'on est allé parfois chercher en aotohus, avaient droit

à de la bière. Des immigrés de fraîche date, ne parlant ni français ni anglais, sont devenus du jour au lendemain des militants conservateurs, le temps de désigner des délégnés dont ils n'avaient jamais entendu parier. En quelques semaines, les rangs du parti se sont gonflés de plusieurs milliers de membres. Par dérision, on les a surnommés les Instont Tories, « les conservateurs instantanés ...

S'il est vrai que sur les huit candidats en lice deux seulement, ont eu recours à ces pratiques peu reluisantes, il reste qu'il s'agit des principaux, MM. Clark et Brian Mulroney. Après avoir regretté que ses partisans aient cru bon de recourir à des méthodes aussi contestables, M. Clark a préféré prendre les choses avec philoso-phie: « Vous savez, a-t-il déclaré, la politique n'est pas une affaire d'enfants de chœur. .

Par ces propos désahusés, l'ancieo et éphémère premier ministre - de juin 1979 à mai 1980 - se montrait sous son vrai jour : son physique d'adolescent attardé et tout en rondeurs cache un redoutable politicien dévoré d'amhition.

Son principal adversaire, un homme d'affaires quéhécois, M. Brian Mulroney, a le même et se donne des airs de don Juan. Jouant de sa voix grave et d'un charme certain, il esquive les questions des journalistes et des militants conservateurs qui veulent en savoir davantage sur le financement de sa campagne ou

sur ses positions en matière constitutionnelle. Pour conquérir les délègués francophones sans s'alié-ner les anglophones, M. Mulroney joue sur deux registres.

Il rappelle aux premiers qu'il est né dans une famille québécoise modeste et qu'il a passé toute son enfance dans la petite ville industrielle de Baie-Comeau, située au bord du Saint-Laurent, à plusieurs centaines de kilomètres au nord-est de la ville de Québec. Aux autres, il raconte ses succès professionnels. A ceux qui mettent en doute ses compétences de gestionnaire à la suite de la fermeture des installations de la ville minière de Schefferville (nord du Québec) – il était président de la société Iron Ore, qui exploitait le minerai de fer dans la région, - il rétorque qu'on ne peut pas le tenir pour responsable de la crise économique. Le «p'int gars de Baie-Comeao » a réponse à tout mais, il ne convainc guère.

Abasourdis, les commentateurs politiques se sont demandé si les conservateurs seraient vraiment condamnés à choisir entre M. Clark et M. Mulroney. C'est alors qu'entra en scène on troisième larron, qui était déjà candidat mais que personne ne sem-blait vouloir prendre au sérieux, bien qu'il ait été ministre des finances dans le gouvernement Clark.

## Un couac révélateur

A cinquante-deux ans, M. John Croshie est un personnage hant en conlenr. Originaire de la province insulaire de Terre-Neuve, c'est un orateur hors pair, dont les discours, féroces pour ses adversaires politiques, sont d'une truculence plutôt rare à la Chambre des communes. Bien vu dans les milieux d'affaires, M. Crosbie n'est pas resté assez loogtemps aux inances pour être impopulaire.

Compte tenn du phénomène de rejet dont pourraient être victimes MM. Clark et Mulroney, M. Crosbie pourrait apparaître finalement comme le candidat du compromis. Mais, contrairement à ses deux principaux adversaires, il ne parle pas français. Après avoir pris à la lôgère ce handicap, il a compris au cours des dernières semaines qo'il valait mieux ne pas trop exercer son sens de l'humour sur un thème anssi délicat.

langues officielles, déclarait-il d'abord, mais il n'a pas résolu pour autant les problèmes du poys ni en fronçois ni en anglais. . Il ajoutait, d'un ton provocant, qu'il valait mieux un premier ministre - stucère et unilin-

gue qu'un chef de gouvernement bilingue qui serait un escroc ou un imbécile «.

Depuis, M. Crosbie s'en tient à des déclarations moins brutales, affirmant que sa méconnaissance du français ne signifie pas qu'il « ne respecte pas le peuple quèbécois » et qu'il n'apprécie pas sa culture. Non, il n'exclut pas d'apprendre la langue; mais « vous savez, il me faudrait six mois à temps plein, peut-être même un an, pour être en mesure de comprendre des questions en français et d'y répondre. Et je 'ai vraiment pas le scmps ».

L'un des candidats les plus étomants de cette campagne, le millionnaire Peter Pocklington, fait preuve de la même bonne voienté. Plus à droite que ses rivaux, il s'en prend surtout à la bureoucratie socialisante ». qu'il accuse d'avoir ruiné le anada. « Je veux qu'on remette les gens au travail, dit-il, qu'on cesse d'encourager les paresseux, qu'on soit plus sévère envers les criminels. Je suis heureux de voir que de plus en plus de Canadiens penchent vers la droite pour trouver des solutions aux problèmes de ce pays. .

M. Pocklington, on s'en doute, n'a guère de sympathie pour le bilinguisme. D'ailleurs, avec à peine I % des intentions de vote, il n'a ancune raison de courtiser le vote des francophones, qui, de toute façon, ne s'intéressent pas à lni. Pourtant, après avoir eu des propos désobligeants sur la langue française, il a annoncé qu'il avait décidé de suivre des cours de français chez Berlitz. Comprenne qui pourra.

Si l'on s'en tient au discours des huit candidats conservateurs, le français a de beanx jours devant lui au Canada. Malheureusement, dans ce beau concert, il y a quel-ques conacs révélateurs. Un journal de Montréal publiait récem-ment le texte d'un discours proponcé deux ans plus tôt par un député conservateur, aujourd'hui favorable à la candidature de M. Mulroney, Après avoir dénoncé la politique du hilin-guisme dans les institutions fédérales, le député s'inquiétait des intentions de M. Trudeau, qui, assurait-il, chercherait à faire du Canada un pays francophone. Et il ajoutait: « La même culture qui danné naissance au Nopoléon, à la duplicité de Pétain, à l'orrogonce de de Gaulle, a perpetré au Canada la tyramie de Trudeau. » Chassez le namrel...

-

\* # Ser

4

- 24

 $x = x^{-1}$ 

tolk details

The second record

着性なAできる元素

removed the

1 1 1 mg

- 5 - <u>- -</u>

-ce --- --- --- ----

...

.

1.2.2

100

BERTRAND DE LA GRANGE.

# Le paradis d'Allah en Malaisie

Les musulmans de Malaisie, majoriteires dans le pays. contrôlent le gouvernement. lls n'apprécient pas l'extremisme des opurs et durs» de l'islem, qui risquent de faire fuir les investisseura et d'inquiéter les citayens d'origine chinoise et indienne. Pourtant, dans quelques communeutés, on rêve d'un « État d'Allah » à l'iranienne...

## De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. - Déjà lc paradis sur terre? A en croire M. Mohamad Sallch Ahu Bakar, l'un des responsables de cette communauté islamique, on n'en serait plus très loin. Ici, c'est l'barmonie parfaite, la fraternité authentique. Pas un geste deplace, pas un mot plus haut que l'autre. « Pas étonnant, dit-il, que beaucoup de gens, notamment de nouveaux convertis, viennent nous rejoindre et vivre ovec nous. «

Une clairière dans une jungle aussi verte que le drapeau de l'islam, aux portes de Kuala-Lumpur : Al Argam - du nom d'un des compagnons du Prophète - rassemble, autour de sou minaret, un millier de fidèles, autam d'étudiants que de simples villageois, entretenus dans la - crainte d'Allah - et prévenus contre les a tourments du seu éternel . Le saint homme qui fonda, en 1973, cette communauté de foi entendait regrouper des croyants de toutes conditions et de tous âges qui appliqueraient, à la lettre, les préceptes du Coran et qui, pour autant, ne s'en porteraient pas plus mal.

Cet exemple a fait école. Les responsables d'Al Arqam patronnent, aujourd'bui, à travers le pays, une douzaine de communautés islamiques. Elles s'ajoutent à celles qu'ont créées d'autres « chopelles » intégristes. M. Mohamad Salich croit que, « dans quinze à vingt ans », les musulmans de Malaisic auront trouvé le chemin de la Lumière. Faire la révolution pour hâter cette échéance? - Ca ne sert à rien. Ce qui compte, c'est la conversian intérieure de chacun. -

Le meilleur parti n'est-il pas de miser sur les jeunes, puisque - les vieux ont pris de mauvoises habitudes - ? Scize ans d'école : cinq dans le primaire, onze ans dans le secondaire. A la sortie, les moins doués pourvoient, de leurs mains, aux besoins de la communauté: les autres sont orientés vers l'enseignement pour en faire des - missionnaires -.

## Comme les prophètes

A Al Argam, ou s'attache à respecter, dans les moindres détails. l'« authentique tradition islamique -. Le voile noir qui couvre les femmes de la tête aux pieds est sculement percé d'une - meurtrière » à la hauteur des yeux ; les ieunes filles suivent - mais en hlane - les contraintes vestimentaires de leurs ainées. Les bommes et les garçons porteut le turban et l'ample gandoura, qui dissimule aux regards impurs les contours du corps. Beaucoup d'adultes se font un devoir de se laisser pousser la barbe, - comme taus les prophètes, dont Jesus ».

Remède contre l'adultère : la polygamie. Quatre femmes, pas davantage. Cette pratique permet de couper court à toutes les · offoires de sexe · qui alimentent la chronique occidentale.

 On répond ainsi aux besoins physiques des hommes, explique d'un air entendu M. Mobamad Salich. Pensez qu'il se commet, aux États-Unis, un viol toutes les scpt minutes et un meurtre toutes les vingt-cinq minutes. .

Prière ohligatoire cinq fois par

jour à l'appel d'un vrai muezzin; dans la mosquée, le carré des femmes est isolé par un épais ridean noir. Chaque mercredi soir, les villageois et les gens des alentours se réunissent autour d'un conférencier-prédicateur. Au programme de ces cercles spirituels: traduction du Coran, jurisprudence, théologie, morale. A cet te occasion, on immole une téte de bétail et on en vend les bons morceaux à un prix de faveur, 10 ringgits le kilo (environ 35 francs), - beaucoup moins cher qu'en ville «.

Autam que faire se peut, le village tente de vivre sur lui-même. Les babitants cultivent quelques champs de paddy; d'une ferme d'élevage, ils tirent le lait et la viande. Sous son propre label, Al Argam fabrique de la sauce au piment rouge, du ketchup et des jus de fruits. Ces usines, bien entendu, font relâche le vendredi. - Pourquoi l'Occident produit-il tont d'alcaol? ., s'interroge M. Mohamad Salleh, scandalisé.

## Contre le système

Impossible, toutefois, de faire la démonstration d'une communauté islamique capable de vivre en complète autarcie, au milieu d'un monde étranger dont clie n'aurait rien à apprendre. Un bon nombre de villageois travaillent à Kuala-Lumpur au service d'intérets et d'idées qu'ils ne partagent pas, auprès de patrons qui négligent le salut de leur âme. M. Mohamad Salleh lui-même occupe un poste en vue au Parlement: principal permanent secre-tary. Le voilà mêlé, par la force des choses, à un système politique · hérité du coloniolisme », dont le Parti islamique de Malaisie, ou PAS, dans les rangs duquel il milite, souhaite l'abolition.

Les camarades de M. Mohamad Salich excluent l'usage de la force pour imposer un . Etot islamique ». Ils connaissent d'avance le prix que cela coûterait dans un pays où, selon les ebiffres les plus récents, les musulmans représentent seulement 53 % de la population totale.

- Nous n'avons pas d'autres choix que de nous battre sur le terrain constitutionnel, indique M. Yusuf Rawa, le nouveau présideut du Pan Islamic Party. Nous n'avons pas envic d'aller planter notre rente à Neauphlele-Château... »

## Admirateurs de l'Iran

Soucieux de tempérer ees ardeurs théocratiques, le gouvernement malaisien a multiplié les gestes de bonne volonté en direction des disciples d'Allah : creation d'une banque, d'une compagoie d'assurances et d'une université islamiques, interdiction d'accès des musulmans au casino de Genting. Le Club Méditerranée, dans son village de Cherating, a supprimé de ses menus la viande de porc. Concession faite aux plongeurs qui répugnaient à laver, même avec des gants de caoutchouc, des assiettes souillées

par ces mets impurs! Rien n'y fait : les amis de M. Mohamed Salleh n'en saveni gré à personne. Ils ne veulent y voir que des « manipulations ». « Une université islamique? Elle, l'Iran est-il un modèle? formera de bons orientalistes, pas Haji Nakhaie, l'un des deux vicede bons musulmans », prévoit le présidents du parti, qui en revient, président du Pan Islamic Party, estime que « cette révolution a été



qui réclame maintenant l'institution d'un système d'éducation islamique et la promotion de l'arabe comme seconde langue officielle derrière le malais. Il revendique, pour son parti, trois cent mille membres et mille adhésions par mois. « L'argent vient de notre poche; nous ne recevons aucune aide étrangère », insiste-

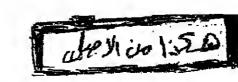
Les nouveaux dirigeauts du parti se donnent, aujourd'hui, pour première mission d'apaiser tous ceux - musulmans et nonmusulmans - qu'inquiète une montée de l'extrémisme islamique. « Nous ne voulons forcer personne à nous suivre, déclare M. Yusuf Rawa. Même sous la loi du Coran, il y a place pour tout le monde. » A cet égard,

mal comprise en Occident . A son avis, - on a trop mis l'accent sur les exécutions de gens qui, en réalité, étaient des terroristes -De toute manière, précise-1-il, nous n'avons pas l'intention de copier le régime de Téhèran, mais nous devons, comme lui, fixer à notre combat des objectifs très

C'est à ce combat-là que se préare la communauté d'Al Argam. Elle publie à cet effet, à l'inten-tion de ses membres et de ses sympathisams, une revue men-suelle, avec jaquette en couleurs ct sur papier glacé tirée à quarante-cinq mille exemplaires. « Pour éduquer les masses », elle ne rechigne pas à utiliser les moyens techniques - cassettes et films vidéo — que le monde moderne met à sa disposition. Il faut savoir vivre avec son temps si l'on veut faire avancer les affaires

JACQUES DE BARRIN.

Page 4 - Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 •••



# Le boy-scout de la politique anglaise

Description of Conduction of the Conduction of t Secretary of the second Dans la vie politique outre-Manche il tient le rôle du « gentil gerçon ». L'Alliance social-démocrate vient, sans doute pour une bonne part grậce à lui. de remonter dans les sondages préélectoraux de 15 à 21 % des intentions de vote. La « troisième force » britannique avait bien besoin que son chef de file le plus séduisant ... mène campagne le cœur sur la main.

the service of the production of the service of the

de comprehense de Australia.

All verseen and company

Secretary of the company of the comp

MICHAEL STREET STREET STREET

duel a proper de la compara de

M Picking or mise

A drawn of the latter between the

Section of the country of the countr

Season for the season for

Ann. Putertinity and actual file

The man are and are man are

decide de su un des constitues co

Bei on s'en tren au dicons

with the same content

francis a de result mine.

the am buttoon bis degrees

Commence of the same of the

mai de Montres rubino pe # 671 C .11.7 1 .1. de.

management of the second

deposits our and part office.

ferrestie i la considera

M. Multure Artes

deminare in the later day.

Service Later To Talking

macre se de la la Tradice

Copy of the second of the seco

Repaired a contract Ferman a ger eath 📤 Sanda la recorda de la de reserve de l'adesa !

MERTHAND DE LA GRANE

製造 地 物 ツベ

Par Period

De notre envoyé spécial

Peebles (Écosse). - Le David Steel's Battle Bus sonce sur les petites routes sinueuses des Bor-ders, aux confins de l'Écosse et de l'Angleterre. L'autobus de ba-taille est le quartier général du leader du parti libéral pendant la campagne électorale. Îl îni permet de se déplacer en emme ses collaborateurs et des journa-listes, et même de haranguer la foule depuis une plate-forme spécialement aménagée sur son toit.

Aux élections de 1979, le parti libéral s'était taillé, un bean succès dans les médias, avec cette formule de campagne que les denx antres grands partis n'avaient pas encore découverte. Cette année, l'effet de surprise est passé. Les libéraux, alliés aux sociaux-démocrates, qui en tant que tiers parti ont essentiellement besoin de l'attention de la presse et de la télévision, n'ont pas su vraiment innover.

M. Steel, bien sûr, peut compter sur sa popularité qui ne cède qu'à celle de Ma Thatcher, loin devant MM. Foot, leader du parti travailliste et Jenkins, chef des sociaux-démocrates et premier ministre désigné en cas de victoire - bien improbable - de l'Alliance. Conscient de ses atonts, M. Steel premier rôle dans la campagne, aux dépens de M. Jenkins, dont la longue expérience gouvernementale n'attire pas spécialement les icunes électeurs.

Dans la région de Peebles, le leader libéral est chez lui, dans des circonscriptions que de petites industries protègent à la fois du conservatisme et du travaillisme. C'est ici que M. Steel a été sacré, en 1965, « plus jeune député de la Chambre des communes », à la faveur d'une consultation partielle et constamment réélu depuis Pourtant, en ce jour plu-vieux, les foules se font rares. Le · Battle Bus - s'arrête dans les petites villes; M. Steel descend pour saluer quelques curieux ou sympathisants, serre des mains et distribue des badges. C'est le B-A, BA du travail politique, mais il n'y prend visiblement aucun plaisir. Il n'aime pas non plus les grandes réunions où il faut tenir de longs discours. Il se sent plus à l'aise en petits comités, en répondant à des questions, ou devant les caméras de télévision où il ex-

### Un avocat du tiers-monde

Le publie ne l'apprécie pas tout à fait antant que M= Thatcher, qui a décidément toutes les faveurs, mais il aime un style direct et une aisance apprise alors qu'il était présentateur du programme régional de B.B.C.-Ecosse. A quarante-cinq ans, M. Steel a gardé l'allure juvénile d'un étudiant; maigré les extravagantes chemises de couleurs criardes qu'il affectionne. Le large sourire dont il ne semble jamais se départir lui donne un air sympathique et même gentil qui pourrait nuire à une carrière d'homme d'État.

Son ascendance aussi le fait passer pour le « boy-scout », le e gentil garçon » de la politique britannique. Son père était pas-teur de l'Eglise d'Écosse (presbytérienne), dont il a même été modérateur pendant deux ans. David est resté marqué par son éduca-tion religieuse. Elle explique son engagement total en faveur des causes qu'il juge justes : la lutte contre l'apartheid, la protection

des sans-logis... A peine arrivé à la Chambre des communes, il avance une proposition de loi pour la libéralisation de l'avortement, procédure parlementaire incertame qui exige une belle détermi-nation. En 1967, il obtient gain de

Depuis sa jeunesse, il s'inté-resse au tiers-monde. Il est resté quatre ans à l'école à Nairobi, il a beaucoup voyage en Afrique; à l'université d'Édimbourg où il a émdié le droit, il a été président de l'association des étudiants, puis président des étudiants libéraux. Eu 1960, il a été membre de la première délégation d'étudiants écossais qui s'est rendue en Union soviétique ; avec les étudiants libéraux il a visité les pays socialistes et, au Parlement, il a continué à suivre les questinns internationales comme membre d'une délégation aux Nations unies puis comme porte-parole de son parti pour les affaires étran-

Cette sensibilité internationaliste et tiers-mundiste est assez caractéristique du parti libéral, une firmation « patchwork » où se cô-tojent de riches whigs, bostiles à l'État et à sa bureaucratie, des individualistes qui ne supportent pas la discipline des grands partis et qui donnent la priorité à la défense des libertés et des droits de l'homme, des régionalistes de la marge celte » (Pays de Galles, Écosse, ...) qui protestent contre le centralisme et des jeunes libéraux « gauchistes » préoccupes par les questions du mode de vie, la défense de l'environnement, la réforme des mœurs, etc.

## Le parti libéral Petit Poucet

Toutes ces tendances font plus ou moins bon menage, mais elles donnent au leader une grande marge d'initiative. Sous ses de-hors gentillets, M. Steel utilise cette liberté au service de l'ambition qui l'anime depuis qu'il fait de la politique. Il veut transfur-mer le système britannique en mettant fin au duo conservateurtravailliste. Rien de moins. La réassite suppose la création d'un outil adapté, et le parti libéral par

sa perméabilité, son mode de fonctionnement très lâche, sa fluidité idéologique, s'y prête parfaitement.

Quand M. Steel devient le leader des libéraux en juillet 1976, le parti est en plein désarroi. Depuis plusieurs mois, il subit les effets de l'- affaire Thorpe -, l'ancien leader accusé d'avoir comploté pour faire assassiner son ami Norman Scott. M. Steel utilisera son entêtement et un sens de la manœuvre politique qu'on ne lui connaissait pas pour écarter ses ri-

Le parti libéral est, depuis les années 20, le Petit Poucet de la vie politique anglaise. Apprécié pour ses idées nouvelles et son non-conformisme, il remporte des succès spectaculaires à quelques élections partielles cù il recueille tuus les vntes de protestation contre les partis établis, mais il perd toute crédibilité au moment des élections générales et il se re-trouve régulièrement aux Communes avec une poignée de dé-putés. La stratégie traditionnelle des libéraux consistait à obteoir le plus grand nombre possible de voix et de sièges avant de savoir ce qu'ils en feraient. M. Steel renverse la proposition : il met au point une stratégie d'alliance dont il espère un gonflemeot de ses voix. Une alliance au centre suppose des compromis auxquels les libéraux répngnent. M. Steel dé-nonce cette délectation morose dans l'opposition, et la fuite de-

Malgré l'hostilité des traditionalistes comme des gauchistes, il met sa stratégie à l'épreuve pour la première fois en 1977 avec le - pacte Lib-Lab », le soutien sans participation au gnuvernement Labour de M. James Callaghan. Ses adversaires lui reprochent d'avoir maiotenu au pouvoir un cabinet socialiste minoritaire et de ne pas avoir nbtenu suffisamment de concessions politiques. Mais M. Steel poursuivait d'abord des objectifs tactiques: habituer les travaillistes de droite à considérer les libéraux comme des partenaires natureis.

La méthode portera ses fruits quatre ans plus tard quand quel-ques dissidents du Labour formeront le parti social-démocrate et s'allieront avec les libéraux au sein de l'Alliance. Là eneure, M. Steel sera critiqué par certains de ses amis, qui protestent à la fnis contre l'Alliance, contre les concessions faites aux sociauxdémocrates dans la répartitinn des candidats aux élections et contre le style de direction trop personnel de leur leader.

M. Steel, en effet, n'est pas féru de concertation. Il s'est entouré de conseillers choisis en debors du sérail libéral pour leurs qualités intellectuelles ou publicitaires (l'un d'entre eux a organisé la campagne présidentielle de M. McGovern aux États-Unis). Plutôt que de prendre l'avis de ses collègues, il aime les placer devant le fait accompli pour arriver plus facilement à ses fins. Il a conseillé aux dissidents travaillistes de ne pas rejoindre les libé-raux mais de fonder un nouveau parti afin de - ratisser plus large . En unissant leurs farces les libéraux et les sociauxdémocrates avaient une chance de se tailler une place entre les conscrvateurs et les travaillistes. C'était le pari de M. Steel que le phénomène Thatcher > a rendu très aléatuire. Si le « gentil gar-con » de la politique britannique ne réussit pas cette fois, il n'est pas certain que ses amis lui laissent une seconde chance.

DANIEL VERNET.



# Avec les « godillots de la paix... »

ils arrivent ce samedi à Tel-Aviv pour y tenir à la fin du sabbat un grand rassemblement de protestation. Chaque jour, depuis la frontière libanaise une équipe nouvelle. . . . de marcheurs a pris le relais. lis empruntent le chemin qu'ils voudraient voir suivre, un an apres le début de la guerre, à l'arenfin rappelée au pays. En attendant. ils ont chaussé les godillots de « La paix maintenant ».

De notre correspondant :

Jérusalem. - Un an après. Un petit groupe d'une quarantaine de marcheurs progressent pénible-ment sur le bas-côté de la route Haffa-Tel-Aviv. Dans le paysage quasi désertique de dunes qui entoure les ruines de Césarée, le soleil tape dur à travers l'air moite dn littoral. Soudain deux puissants coups d'avertisseur et la petite troupe s'agite dans la poussière déplacée par un énorme-semi-remorque de l'armée transportant deux blindés qui, vraisem-blablement, rentrent du Liban pour révision. Le camion ralentit. . Oui, c'est la bonne route.................................., crient les marcheurs. Les visages ruisselants s'éclairent d'un sourire ironique. Deux autres coups d'avertisseur leur répondent. Une main s'agite à la postière. Pour de tels signes de complicité, les manifestants de Chalom Archay (La paix maintenant) savent qu'ils ne marchent pas pour rien. Ils sont partis dimanche de la falaise de Rosh-Hanikra, au bord de la Mé-nalité et soo importance dans un

diterranée, à la frontière israélolibanaise, à l'endroit même d'où s'étaient élancées, dans la mit du 5 au 6 juin 1982, les premières colonnes de chars au débnt de l'opération Paix pour la Galilée.

Un an après, les militants de La

paix maintenant sont partis en sens inverse, tournant le dos au Liban, pour montrer au gouverne-. ment et à l'armée le chemin du « retour à la maison ». Procédant par petites étapes, afin d'organiser ebaque soir une réunion avec la population des régions parcourues, ils cherchent aussi à jalonner leur trajet de divers · événements - destinés à frapper l'attention, telle l'inauguratinn jeudi d'un vaste et impressionnant monument composé par un sculpteur : cinq cents - silhouettes -. presque autant que de victimes israéliennes tombées durant les douze derniers mois au Liban. Quatre cent quatre-vingt-douze soldats ont été tués, deux mille six cents blessés, dont six cents invalides permanents. Des peries qui auraient été jugées inconcevables un an plus tôt dans un pays qui, pour de multiples raisons, a toujours été extraordinairement soucieux d'épargner la vie de ses ha-

Le jour où nous avons retrouvé les marebeurs, le enutingent chargé de prendre le relais était des plus réduits. Ses membres en concevaient visiblement quelque amertume. Mais on était au cœur de la semaine. Il était difficile de trouver sept jours durant un nombre égal de bonnes volontés disponibles. Un échec? Sans doute pas, car Chalom Archav payait là peut-être le caractère spontané qu'il a toujours voulu observer et qui fait depuis cinq ans son origipays où anparavant aucune action politique d'envergure n'avait pu s'exprimer en debors des partis ou des mouvements affiliés (1). L'organisation « informelle » veut dépasser les elivages persistants qui divisent le sionisme depuis ses origines et se perpétuent auionrd'hui dans un quasibipartisme. Ayant souvent pour effet de limiter sinon de pervertir le débat politique sur toutes sortes de questions, notamment sur celles qui ont trait au conflit isracio-arabe.

## Éviter l'irréversible

Chalum Archav tente sans cesse de ramener la discussion à · l'ersentiel » : la recherche d'un véritable compramis avec les Arabes. Pour tous ceux qui sont las des jeux politiques traditionnels et stériles, le temps presse d'où La paix « maintenant »... Plus modestement, mais par réalisme, les animateurs de Chalom Archav veulent d'abord essayer d'empécher le gauvernement d'accumuler les obstacles sur la voie de la paix.

Un programme minimal parce qu'ils espèrent gagner à leur cause le plus grand nombre possible d'Israéliens. Aussi se gardent-ils de préciser quelle solution ils préconisent. Un - compromis territorial » avec la Jordanie selon la formule travailliste, l'autonomie des territoires occupés, un Etat palestinien indépendant? Pas de réponse. Il ne leur appartient pas de la donner, disent-ils, Ils laissent cela aux politiques. Il y a pour eux plus argent : éviter une aggravation du conflit à laquelle, selon eux, couduit la politique de M. Begin, éviter que ce dernier « bientôt » ne crée une situation · irréversible ». Halte à la coloni-

sation. Ce relatif manque de précision leur a été fréquemment reproché, mais là réside aussi, de l'avis général, la raison de leur succès, tout aussi relatif mais réel. C'est déjà à propos du Liban,

lars de la première invasion (l'npératinn Litani), que s'est fondé Chalum Archav à l'initiative d'afficiers de réserve alors mobilisés. Mais, tout de suite, le mouvement a nrienté son action vers la comestation des implantatinns multipliées, au risque de faire capoter l'initiative de paix du président Sadate à peine entamée. Taebe rude et ingrate tant il paraissait aller à contre-courant. D'ailleurs, le mnuvement a failli disparaître après les élections de 1981 et la nuvelle victoire de M. Begin. Mais, après un - coup de déprime », le signal du sursaut a été donné quand l'armée israélienne a atteint Beyrouth.

## Le malaise grandit »

A l'ambre d'un eucalyptus, le temps d'une pause sur la route de Tel-Aviv, au milieu d'un échantillon apparemment représentatif de ses camarades - étudiants, enseignants, kiboutniks, travailleurs sociaux, etc. (une majnrité d'intellectuels), - M. Naftali Raz, l'un des discrets animateurs de Chalom Archav, fait le point : « Beaucoup de gens qui ne nous étaient pas favorables et qui nous étaient même très hostiles admettent aujourd'hui que nous avions raison, voici près d'un an, de prédire l'enfoncement d'Israel dans le bourbier libanais. Cet anniversaire est un rappel douloureux, d'autant que la lisse des victimes s'allonge rapidement ces jours-ci et que plane le danger d'un conflit avec la Syrie. Le gouvernement ne sait plus comment s'en sortir. Il

n'ignore pas que parmi les deux mille cinq cents mères de famille qui ont manifesté cette semaine devant la Knesset pour exiger le retour de leur fils, il y avait aussi de nombreuses électrices du Likoud. Le malaise grandit. Notre rôle est d'en souligner les causes profondes au-delà de l'affaire libanaise ... -

- Sur le parcours, raconte M. Raz, on nous a traités comme d'habitude de « traitres » et de suppots de l'O.L.P. », mais nettement moins qu'il y a quelques mois. Les démonstrations de sympathie étaient cette fois plus nombreuses. Je crois, ajoute-t-il, que de plus en plus de gens prennent au sérieux nos objections. -Propos mesurés pour quelqu'un qui ne cache pas désirer la ebute de M. Begin et agir pour cela, comme l'indique, mais sous la forme du sous-entendu, la banderole déployée en tête du cortège : - Un bilan : une guerre inutile, un gouvernement inutile. .

Détermination et prudence sont les mots d'ardre du mouvement. - Ils ne veulent surtout pas se marginaliser », nous explique M. Saul Friedlander, professeur a l'université de Tel-Aviv et l'un des fervents défenseurs de Chalom Archav en Israël comme à l'étranger. Déplorant un peu ce qu'il appelle - le vague et le flou - du mouvement, il reconnaît que, si celui-ci n'a pas les - prolongements politiques qu'il devrait avoir, il faut en faire le reproche à l'opposition travailliste. Chalom Archav, en fait, supplée un peu les carences des travaillistes et a le grand mérite de maintenir un état d'esprit, une flamme, en attendant... .

Un militant ayant été tue le 10 février devant le siège du gou-

vernement à Jérusalem par une grenade lancée par des contremanifestants inconnus - un choc dont le pays tout entier ne s'est pas encore remis, - des policiers ont accompagné les « marcheurs de la paix - pour assurer leur pro-tectinn. A Hadera, un groupe de ieunes gens d'une école religieuse. sous la houlette d'un rabbin, a tenté d'arrêter le cortège aux cris de - Begin! Begin! -, inlassablement répétés. Certains étaient armés de bátons. Deux Israel face à face. En dépit des policiers et de ses camarades, l'un des marebeurs s'est dirigé seul vers les perturbateurs pour tenter d'engager avec eux un improbable dialogue. En vain. Mais il n'y a pas eu d'incidents. Ce geste témoigne de l'obstination de tout mouvement. Mais la route de Chalem Archav paraît très lungue.

## FRANCIS CORNU.

A l'exception du mouvement des Panthères noires qui, au début des an-nées 70, s'était développé au sein des couches les plus défavorisées du « Se-cond Israé! », celui des juifs orientaux.





Water Street

w/書がきまかった。

Street Laboration of the second

Cast and

Elle market 1

By Stewart Comment

## \$45 747 P

Frank State Land

and the second

**Calabian** (1984)

JACQUES DE BLASIE

AND PROPERTY OF

BOLEN FOR THE

Tilder of the

# 1 2 h

more desert

3 T. T. T.

## Mm Kirkpatrick: il y a deux mille conseillers militaires cubains eu Nicaragua

Il y 0 au Nicaragua de six mille à sept mille Cubains, dant plus de deux mille conseillers militaires. Et il y a au tatal treize mille ressortissants du bloc soviétique ». a déclaré le veodredi 3 juin. M= Kirkpatrick, amhassadeur permanent des États-Unis à l'ONU, au cours d'un déjouner avec la presse diplomatique, à Paris.

Un journaliste lui ayant demandé si elle - croyait - que Cuba jouait un rôle en Amérique centrale, elle répondait : - Je ne le crois pas, j'en Suis sure. .

Toujours à propos de l'Amerique à des critiques inrmulées par M. Carter contre la politique de M. Reagan, M= Kirkpatrick a souligné que ce dernier suivait la même ligne que son prédécesseur : - C'est M. Carter qui a cessé l'aide économique au Nicaragua en decembre 1980, parce que ce pays n'appliquait pas une politique plvraliste et democratique. - Depuis, a-t-elle poursuivi, le processus de militaritarisme s'est poursuivi. Mais l'opposition s'est reniorcee. .

D'autre part, on affirme à Washington, de source proche des services de renseignement, qu'un car-goe hulgare a déchargé de quinze à goé hulgare a déchargé de quinze à vingt chars soviétiques T-54 au cours d'une escale de plusieurs jours caragua possède déja une cinquantaine de chars soviétiques T-54 et T-55, nui sont des modèles anciens.

Toujours à Washington

son Blanche a démenti, vendredi, un article du New York Times, affirmant que le gouvernement Desiration mant que le gouvernement Reagan étudiait un accroissement de l'enga-gement militaire américain en Amé-rique centrale, ce qui signifierait l'envoi au Salvador de conseillers supplémentaires et une coopération plus intense avec le Honduras. Il n'est pas question d'americaniser les conflits ., a déclaré le portenarole de M. Reagan.

## A travers le monde

## Chine

 M. MA XUSHENG, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES SOVIÉTIQUES ET EST EUROPÉENNES du ministère chinois
de officie de filomètres à l'inuest de Francfort, puis s'est suicidé.

Salor l'école d'Eppstein, à une vingtaine de kilomètres à l'inuest de Francfort, puis s'est suicidé. des affaires étrangères, fera une visite en Tchécoslovaquie du 4 au 8 juin avant de se rendre en Bulgaric à partir du 8 juin. Ces voyages font suite à la tournée ef-fectuée le mois dernier en Hon-grie, co Pologne et en Allemagne de l'Est par M. Qian Qichen, vice-migères. M. Qian des affaires étrangères. M. Qian a ensuite di-rige à Bucarest, apprend-on de même source, une rétuion des ambassadeurs chinois en Europe de l'Est. - (Corresp.)

## **Etats-Unis**

• LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE a été reconduite vendredi 3 juin au profit de la Roumanie, de la Honrée d'un an. A la demande de Washington, Bucarest a dû renoncer à imposer à ses ressortissants désireux d'émigrer le remboursement à l'État des frais engagés pour leur formation dans l'enseignement superieur et promettre de ne pas npposer de - harrières de procédure > à l'Émigration. La suppression de la clause aurait coûté à la Roumavers les États-Unis. En 1982. celles-ci se sont élevées à 700 millinns de dollars. - (A.F.P.)

## Grande-Bretagne

. UNE LETTRE PIEGÉE, contenant un engin incendiaire, a pris feu sans faire de dépats après avoir été ouverte par une secré taire au quartier général du parti conservateur à Londres, vendredi 3 inin. L' · Armée de libération écossaise » a revendiqué par telé phone, auprès de l'agence Press Association, la responsabilité de l'attentat. Un porte-parole de Scotland-Yard a déclaré que la police prenait cette revendication au sérieux. - (A.F.P.)

## irak

• DEUX CARGOS ENDOM-MAGES DANS LE GOLFE. -Le Lloyd's de Londres a annoncé vendredi 3 juin, que deux cargos dont un bâtiment indien, ont été bombardes le 31 mai par l'avia tion irakienne, alors qu'ils gagazient un part iranien. -

## Irlande du Nord

• UN MEMBRE DE L'INLA (Armée de libération nationale irlandaise), M. Harry Kirkpatrick, n été condamné vendredi 3 juin par un tribunal de Belfast à cinq peines de prison à perpéruité et à des peines confondues intalisant neuf cent quatrevingt-dix-neuf ans de prison. L'accusé avait avoué cinq meurtres (deux de policiers, trois de militaires), et huit tentatives de meurtre. Il répondait, au total, de soixante-dix huit chefs d'accusation. On a appris au cours de ce procès que l'INLA avait projeté de commettre des attentats à l'explosif le long du parcours empruoté par le corrège de la famille rayale à l'accasina du mariage du prince Charles à Londres, lc 29 juillet 1981. -

## R.F.A.

sonnes, vendredi matin 3 juin, dans l'école d'Eppstein, à une de Franciert, puis s'est suicidé. Selon les dernières informations des enquêteurs, outre le tireur, trois enfants de douze à treize ans, un instituteur et un policier figurent parmi les morts. Treize autres enfants unt été hlessés, et l'un d'entre eux est dans un état désespère. L'auteur de la tuerie est un chausseur de taxi tchécosinvaque qui avait nhtenu l'asile politique en Allemagne fédérale l y a douze ans, Karel Charya, âge de treme-quatre ans et di-plômé de psychologie. Les mo-hiles de sa ínlie homicide o'nnt pas encore été établis. - (A.F.P.,

## République **Sud-Africaine**

ACCORD SUBVERSIF AVEC Sud et le rovaume du Lesotho, dont les relations se dégradaient depuis plusieurs mais, se sont mis d'accord, vendredi 3 juin, à Johanneshurg, pour - reprimer les éléments subversifs qui mettent en péril la sécurité des deux pays . L'accord vise, sans toute-fuis les nommer, d'une part, le Congres national africain (ANC) exilé à Maseru et, de l'autre, les combattants de l'Armée de libération du Lesotho (LLA), qui npèrent à partir de l'Afrique du Snd. - (Corresp.)

## Turquie

 LA CONDAMNATION A LA CONDAMNATION A MORT de deux sympathisants de l'extreme gauche a été ratifiée vendredi 3 juin à Ankara par lo Conseil national de sécurité, que préside le général Evren Il s'agit de MM. Seleuk Duracik et Halil Esendag, qui n'appartiennent à aucune organisation politique, mais ont été condamnés à mort pour avoir tuc quatre ouvriers d'extreme droite et pillé une bonlangeric. Dans une déclaration publice le même jour, le parti socialiste français - tient à faire connaître sa très vive préoccupation à propos des condamnations à mort récemment prononcées par les tribunaux de Turquie ainsi que des opérations entreprises par l'armée turque de part et d'autre des frontières sud-est de ce pays, avec l'accord des au-torités irakiennes ».

## Vietnam

 LES RESTES DE NEUF AME-RICAINS disparus pendant la guerre du Vietnam ont été remis vendredi 3 juin par les autorités vietnamiennes à une mission d'experts militaires américains. De sources américaines, on évalue à 510 au Nord-Vietnam ct 870 au Sud le pombre d'Américains disparus pendant la deuxième guerre d'Indochine. Washington fait état au total de 2 433 disparus dans toute l'Indochine (au Vietnam, au Laos, au Cambodge et en mer). Depuis mars 1974, selnn les chiffres nfficiels vietnamiens, les autorités d'Hanoï not remis aux Etats-Unis les dépouilles de 79 disparus. -

# La grande peur

Pare Fouettard, gendarme, ou sauveteur providentiel ? le Fonds monétaire international, créé en juillet 1944 lors de la confarence de Bretton-Woods. mérite tous ces qualificatifs à la

F.M.I.

Les fonctionnaires de l'organisation, dont le siège est à Washington, imposent en effet aux nations qui sollicitant un prêt de durs sacrifices, qui toujours visent un même objectif : rééquilibrer les comptes extérieurs du pays demandeur. Mais sans ces mesures et sans l'aide du FMt la chute du niveau de vie pourreit, à terme, se révéler plus sévère encore

La voionté de développem cconomiqua, d'exploitation des beaucoup de nations à se lancer dans la grande avanture économique en s'endettant, souvent massivament. Remboursant déjà difficilement leurs dattes il y e déjà quinze ou vingt ans, elles ont été incapablas de continuer à le faire lorsque les taux d'intérêt ont fortement monté. Le F.M.I. a dû intervenir afin d'éviter des catastrophes en chaîne. Le Mexique, le Brésil, l'Argentine, totalisent à eux seuls une dette considérable, voisine de 200 millieres de dollars. Des dizaines de pays sont actuellement « sous perfusion » du F.M.I., depuis l'Inde jusqu'au Chili, en passant par la Côted'Ivoire, le Perou, Madagascar, l'Ougands, les Philippines, le la Hongrie... On an passe. Touiours est-il que les banques privées n'acceptent plus de fournir

de nouveaux crédits. Si les consultants du Fonds ne sont pas tendres avec les pays assistés, si leurs remèdes sáveres (l'activité économique est deux fois sur trois relentie pendant un temps à la suite des mesures prises) na sont pes toujours efficaces, du moins la damarche de ces grands banquiers internationaux est-elle claire, si claire qu'elle fait souvent apparaître au grand jour la déploreble gestino. des pays emprunteurs, voire la corruption et les désordres qui affaiblissent bon nombre d'entre eux. Quoi qu'il en soit, l'utilité du Fonds monétaire international n'est guère discutable : les demandes de crédit ont été telles depuis dix-huit mois que les pays membres du Fonds ont dû, en février 1983, décider d'augmenter laux contribution et de porter celle-ci à quelque 100 milliards de dollars.

# Le Père Fouettard de l'Amérique

A la fin du mois d'avril, unc jeune femme s'apprêtait à descendre de voiture à l'hôtel National, le principal établissement de Brasilia, quand une meute de photographes l'obligea à rebrousser chemin et à se cacher derrière un journal pour échapper aux flashes. Les reporters eurent Ic temps d'apercevoir, ocanmoins; unc brune aux traits gracieux, habillée d'une robe un peu démodée avec une collerette d'écolière.

(Dessin de PLANTU.)

"C'est une actrice? ". domanda le portier de l'hôtel.

· · Oui, mais qui joue un drame appelé F.M.I. », répondit un des journalistes, qui avait fait le pied de grue pendant des houres à la porte de l'établissement.

La dame mystérieuse, de nationalité chilienne, avait pris toutes les précautions pour passer inaperçue. Elle avait donné à la réception et au standard de l'hôtel des consigues pre pour dépister les curieux. Elle prétendit, tant que ce mensonge fut possible, qu'elle se trouvait à Brasilia pour » faire du tourisme aver son mari . .

En fait., fonctionnaire du Fonds monétaire international, la Chilienne ctait bien l'actrice d'un drame », comme l'avait dit le journaliste, d'un drame qui avait commencé six mois plus tot. C'est en novembre dernier, en effet, que le Brésil, étranglé par une dette voisioc de 90 milliards de dollars, et à court de devises pour en payer les inté-rêts, avait appelé à l'aide le

L'organisme de Washington avait répondu «nui», mais, deux mois après, il avait eovoyé un émissaire pour vérifier si les promesses de sagesse qui avaicot été faites en échange étaient effecti-

Pendaot plusicurs jours, la eliente de l'hôtel National mit déjà.

son nez dans les comptes du pays. Elle s'intéressa surtoot aux chiffres du déficit poblic, doot son organisation avait demandé une réduction draconienne. Elle voulait savoir si les «critères» brésiliens pour calculer ce déficit étaient bien les mêmes que ceux du F.M.I.: une façon élégante. dirent quelques impertinents, de traduire la crainte de Washington que certaines statistiques ne soient truquées.

## Un sceau glorieux et infamant

Pendant plusieurs jours, la dame du F.M.I. - tint la vodette dans la presse. Il ne manque pourtant pas de visages gracieux, au Brésil, et de corps qui ne le sont pas moins pour occuper la première page des journaux. Mi de drames ou de specla faim, sécheresses qui «flagellent - une région, inondations qui en submergent une autre... Mais, depuis six mois, le F.M.I. était une vedette qui surpassait toutes les autres. Même lorsqu'on apprit, après enquête, que la finotionnaire dépêchée à Brasilia n'était que «de second rang», elle ne perdit rien de sa popularité. Elle portait sur elle, comme un sceau é la fois glorieux et infamant, ces trois lettres redoutables: F.M.I.

Quand il faisait très chaud à Rio, à la fin de l'année dernière, les conversations de la rue ne portaient pas sur la température, ni sur le prochain carnaval, mais sur une entité dont le sigle, généralement abstrait, prenaît tout à coup une chair familière.

On va au F.M.I., c'est sur!

- Vous croyez?

- «Ils» mentent quand ils

de dollars du Fonds au titre de la

deuxième tranche était la condi-

mistes du gonvernement qui prétendirent, jusqu'an dermer momeot, que le Brésil ne solliciterait pas un nouvel échelonnement de sa dette, Amoncer au pays qu'il . irait au F.M.L., e'était la même chose que pour le général Galtieri, en jum 1982, avouer que les Argcotins s'étaient rendus aux Britanniques à Port-Stanley : d'ailleurs, il ne l'avoua jamais. Dans la conscience populaire brésilienne, en effet, le F.M.I. est une sorte de caverne de voleurs, où l'on

n'entre que pour se faire égorger.

Les caricaturistes le représentent aussi sous la forme d'un ogre particulièrement varace, qui dévore à belles dents les petits enfants d'un monde où les adultes se regroupent volontiers sous la bannière étoilée. Quand le Brésil eut fim de négocier avec le F.M.L. les opposants au gouvernement de Brasilia ne se gênèrent pas pour ricaner. Ils dirent de leur adversaire préféré. M. Delfim Neto, ministre du plan et artisan d'un -miracleéconomique en trompe-l'œil. qu'il était - alle au F.M.I. comme on dit de quelqu'un qu'il va à Canossa, pour signifier qu'il s'humilic.

Sales State Lighter

Commercial Starts

Table of State

对原始 电电压管

term in the ager

All Annual Control of

12.2 1 3 De

The American is

10 mg. 1 mg/g

Strain Cons

200

L. Congress

No Francis

\*\* 14 " - 15 W

3475

Ash ber

A transport

A Property

Se Same

Jan 19 Maria

A Section 1.

100

32 to 1 1 2

-1

1000

## Un recours déshonorant

- Et il va y retourner -, affirment-ils avec un mauvais sourire, depuis plusieurs semaines. C'est fait : le Brésil est de nouveau en pourparlers avec le - monstre - dont les griffes. entre-temps, se sont allongées.

Dans toute l'Amérique latine. la vision du F.M.I. est la même : il est toujours déshonorant pour disent qu'on n'y va pas. On y est un gouvernement de recourir à cette instance « maléfique ».

# Bons et mauvais élèves...

Le mereradi 18 mai 1983. M. Carlos Langoni, gouverneur de la Banque centrala du Brésil, prenait, en toute hêta, l'evion pour Washington, siège du F.M.I. Très inquiet sur le versement, fin mai. des 411 millions de dollars correspondant à la deuxième tranche du prêt de 4,9 milliards da dollars sur trais ens accordé en février par le Fonds, il venait demander un délai pour l'exécution des atrictes conditions posées à l'octroi du prêt. Ces conditions portaient, on la sait, sur une sévère réduction du déficit budgétaire brésilien et du rythme de l'inflation, tout a fait vertidineux. Le lendemain de son arrivée, M. Langoni déclarait à la presse que « le Brésil pensait pouvoir atteindre les objectifs fixés d'ici la fin de l'année ». Il précisait, toutefois, que le F.M.I. it avait pas encore decide si son pays avait rempli ou. non les conditions axigees pour le premier trimestra da l'année. « Nous recherchons un consensus sur les movens de mesurer cer-

taines variations », ajoutait, pru-

dent, M. Langoni, faisant allusion à des controverses sur la valeur des chiffres fournis officiellement par le gouvernement brésilien, at mis en cause par les experts du

Fonds. Bien lui en prit, car, huit jours après, le Fonds faiseit conna qu'il repoussait au 10 juillet 19B3 le versement de ses 411 millions da dollars, en raison de l'« insuffisance » des mesures prises par le Bresil pour réduire son déficit budgetaire et son inflation. Pendant les quatre premiers mois de l'annee, la hausse des prix s'était, effectivement, accélérée pour atteindre un rythme ennuel de 140 % avec une cascade d'augnentations des tarifs. En outre, l'amelioration escomptee de la balanca commerciale a averait moins rapide que prévu.

## Contre mauvaise fortune...

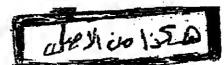
L'emotion fut grande dans les milieux financiers internationaux, car la libération des 411 millions

tion posée par un certain nombre de grandes banques du monde entier pour verser un acompte de six cent trente cinq millions de dollars sur les 4,4 milliards de dollars du prêt à moyen terme accordés per alles en février 1983. en māme temps que celui du Funds. Naturellement, cet acompte ne fut pas versé, et l'émotion desdits milieux fut d'autant plus grande que le milliard de doltars dont le versement était suspendu devait rembourser des crédite-relais à court terme accordés fin 1982 par la Banque des règlements internationaux à hauteur de 400 millions de dollars et par ces mêmes banques privées é hauteur de 540 millions de dollars. If feur fallut bien faire contre mauvaise fortune bon cosur, ce qui autorisa M. Galveas ministre brésilien des finances, à se montrer assuré de la « compréhension » des banquiers sur les difficultés de son pays. « Ils

ettendent le déblocage de le

deuxième tranche du Fonds-pour être remboursés, » Qu'auraientils pu dire d'autre, sauf à déclarer officiellement le Bresil en état de faillite et à perdre tout ou partie de leurs creences ? Reste à savoir quelle sera le décision des experts du Fonds d'ici au 10 juillet 1983, et si MM. Langoni et Galveas auront pu les convaincre de la bonne ecution du plan d'austérité bré-

En revanche, ces mêmes experts ont fait connaître fin mai aux dirigeents mexicains que leurpays avait, « jusqu'à mainte-nant », rempfi les conditions auxquelles il avait souscrit fors de l'octroi, à la fin de 1982, d'un crédit de 3,7 milliards de dollars. En conséquence, Mexico allait pouvoir tirer une nouvelle tranche de 325 millions de dollars sur le orêt en question. En bons maîtres d'école, les experts du Fonds lui ont donné un bon point, après avoir inflige une punition au Brésil, mauvais élève dens sa petite classe d'Amérique tine. - F.R.





.'Amériqu

The state of the s

send many a white Crime

Tre 3: le Bresil

The wife of the state of the st

Secretary of the second of the

a grant la refere ches use

M Restere Commercial to June 19

arriage the the Argen

PERSON SERVED BUY BING

Carbo

ESTATE DIE

EL CLC: CINICATE

de cultima es lean es

Panita . . t fe ... . futteten

Term the contract of the

was fort to the men in

NESS SERVICES OF PURCHER

who what is a morning

#Over the second second second

seems he has no or the other (

Al No amount

water our to blook to

Andreada in a state of the

THE ET ATTENDED OF THE

The same of the sa

#56 to 12 11 15

10.22

18.4 Same Same Same

déshonorant

Printed and Printed

British and the second

Martin Parties and the Committee of

Report 1

المجاور والمراز والمعارض والمعار المجال

the thirty was to the transfer of

to be an experienced that is the second second

the major of the second

was grown north or in toward

Management of the second of the second

the fire office of the control of the second

With the second of the second

OF MACE OF PLANT AND ADDRESS OF THE PARTY OF

timbe that is deliver in confiden

A. Forms of the second

managar has been more an experience

walking the beat of the best of

SHALL SHALL

BANK AND A STATE OF

was directority many to the sale

THE PARTY OF THE PARTY OF

The second of the second of

white the table

En Removaler . Visite

STATE OF STA

M 325 referens the state of

STATE OF COMMENTS AND ADDRESS OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

Marie and the man of

\$76494 2 4 mm 1 . "

STATE OF STA

THE PROPERTY OF STREET

Taking at a person of

AND AND LOCATION OF THE PARTY O

#2557m=1750 or

voire « perverse », du capitalisme international. Si ce gouvernement est de gauche, il n'est pas loin alors de la trahison.

Au Pérou, le général Morales Bermudez en fit l'expérience. Quand il prit le pouvoir, en 1975, les caisses avaient été vidées par son prédécesseur, le général Velasco Alvaredo, qui avait voulu tenir les promesses de la révolution nationaliste et socialiste commencée en 1968. En échange de quelques prêts, le nouveau président dut suivre les « recommandations » de l'organisme prêteur, c'est-à-dire du

Appelé il y a huit ans à Lima, le F.M.I. n'en est jamais reparti. Il tient pratiquement le pays sous sa tutelle. Ses experts ont établi avec les Péruviens une relation quasi conjugale, difficile, parfois diabolique, tenjours tour-

Pendant longtemps, c'est une femme, comme à Brasilia, qui est venue de Washington à Lima pour éplucher les comptes. Elle s'appelait Mme Koenig. « L'ineffable Koenig -, dissient, par dérision, les Liménieus. A partir de 1975, il fallut prendre des mesures d'austérité. Elles déclenchèrent des grêves interminan'a pas cessé. Exploité par la guérilla, il tourne à la tragédie.

## Une affaire de virilité

Le général Bermudez n'était pas plus à droite que ses pairs. Simplement, en tant qu'ancien ministre des finances, il avait voulu tenir compte des réalités. Mais d' « être alle au F.M.I. » lui valut d'être vomi par la gauche, qui lui lanca l'insulte suprême dans cette moitié latine dn continent : il n'avait pas de huevos. Ce qui vent dire, en langage académique, qu'il n'avait pas manifesté la « virilité » : nécessaire face aux gringos du Fonds.

Partout où le F.M.L est appelé, et s'impose, c'est le même psychodrame. Il faut dire que ses recettes conduisent à une baisse. brutale du pouvoir d'achat et de l'emploi. En Europe, une telle baisse est déjá redoutable. En Amérique latine, où tant d'économies sont fragiles, elle mène à l'asphyxie.

C'est pourquoi l'homme de la rue, à Rio ou ailleurs, parle du F.M.I. commme s'il était un expert en économie internationale. Ce sigle est pour lui objet de sarcasme ou de mauvaise humeur. Porté à rejeter, pas toujours à tort, la responsabilité de ses maiheurs sur les paissances du nord. et sur leur bras séculier, le Fonds monétaire international, il n'oublie pas pour autant d'accuser ses propres dirigeants, dont il connaît bien les faiblesses, et la propension à de désastreuses-« fuites en avant ».

CHARLES VANHECKE.

Potion amère pour le Portugal

De notre correspondant

Lisbonne. - Lentement, des milliers de voitures franchissent en files compactes le pont sur le Tage. Ce jeudi 2 juin est férié. Les portes et les senêtres s'ouvrent dans les petites résidences secondaires, qui poussent comme des champignons au sud de la capitale portugaise. Au cours des dernières années, des buildozers ont éventré les pinèdes de Capa-rica et de Sesimbra et dévasté les vallées de Palmela. Les loussements claudestins s'y sont multipliés, et, à bon compte, on a pa s'acheter une parcelle de terrain de 300 mètres carrés à quelques dizaines de kilomètres de Lis-bonne. Clandestinement on y a édifié une maison. Sans cau courante ni électricité, certes. Mais à deux pas de la mer.

L'heureux propriétaire y pas-sera un long week-end, puis, le dimanche soir, il iui faudra regagner Lisbonne : une heure au noins pour parcourir les douze derniers kilomètres avant le pont. Si l'on tient compte du prix de l'essence à plus de 5 francs le litre, cela fait cher. Mais on économisera ailleurs. D'autant que le vendredi 10 juin est aussi férié et la perspective d'un nouveau

week-end prolongé bien tentante. Plus modestes dans leurs ambitions, d'autres Lisboetas n'aurout pas quitté la capitale. Ils envanissent les pelouses entourent la tour de Belem ou profitent du soleil sur les plages poliuées de la côte de l'Estoril. Restent les sédentaires, des artistes, beaucoup de journalistes, quelques écrivains en quête d'un éditeur et certains initiés dans la politique qui présèrent vivre la nuit. Pour eux, les occasions d'échapper à l'ennui ne manquent pas non plus. En particulier dans les vieux quartiers de Lisbonne, où abondent les bars et les cafés-concerts : le Snob. le Proconio le Stones Ponctuée de whiskies à 18 francs, la discussion porte sur la composition du prochain gouvernement. On apprend les dernières nouvelles en matière de désignation à des postes importants à la télévision, la radio ou dans les journaux. On critique le dernier film ou la pièce la plus récente de tel ou tel groupe de théâtre indépendant.

## Des emprunts gagés sur l'or

On ne parle pas, en revanche, de la crise. Sauf dans le plus luxueux hôtel de Lisbonne, où une centaine de notables du parti social-démocrate s'affrontent sur l'opportunité de passer un accord de gouvernement avec les socialistes. Les caméras de la télévision suivent l'événement . Demain, vendredi 3 juin, on connaîtra le verdict du P.S.D. » An centre de la polémique, plusieurs exigences des sociauxdémocrates, notamment en ce qui concerne l'adoption d'une nouvelle réglementation libéralisant les licenciements et suscitant des difficultés à l'exercice du droit de grève, ce que les socialistes n'accepteraient pas. Les négociations entre les deux principaux partis politiques portugais trainent depuis la victoire des socialistes aux élections lêgislatives dn 25 avril dernier. Cependant, M. Baisemao, chargé, depuis qu'il a donné sa démission en décembre 1982, d'assurer la

gestion des affaires courantes, tire la sonnette d'alarme: «!! faut qu'un gouvernement soit constitué le plus sôt possible, car la situation financière du pays devient dramatique. » Des compromis urgents avec la dette extérieure ont obligé la Banque du Portugal à emprunter récemment auprès de la Banque des rèelements internationaux 400 millions de dollars gagés sur l'or. Parallèlement, le gouvernement a essayé de négocier une opération avec un consortium de banques étrangères portant sur 650 millions de dollars. Il n'en a obtem que la moitié dans de très mauvaises conditions. La crise internationale, associée à l'instabilité politique, entame sérieuse-ment la crédibilité du pays sur le marché des canitaux.

Dans son bureau austère au premier étage de l'hôtel particulier qui abrite l'état-major de la Caisse des dépôts, M. Silva Lopes ne se fait pas d'illusions; « Aussitöt après son investiture, nous dit-il, le nouveau gouvernement doit reprendre les négociations avec le Fonds monétaire international.

## Une dette extérieure doublée

Tache très difficile, reconnaît l'ancien ministre des finances : La situation économique du de stabilisation beaucoup plus rigoureux que celui de 1978. « Le déficit de la balance des paiements représentait, à l'époque, 4.5 % du P.I.B. et la dette extérieure ne dépassait pas 3 mil-liards de dollars. Une convergence de facteurs extrêmement nositifs avait amené, en outre, les autorités portugaises à ne pas respecter intégralement les clauses de l'accord conclu alors avec le F.M.I. La période révolutionnaire était passée. Rassurés, les émigrés envoyaient au Portugal le produit de leurs économies accumulées pendant les années précédentes. Le tourisme repre-L'existence de stocks et d'une

capacité productive non utilisée permettait de relancer les exportations sans augmenter les importations. En 1979, le déficit de la balance des transactions courantes était pratiquement annulé, et pourtant le crédit n'avait pas été ramené aux limites très basses - suggérées - par le F.M.I., et le produit s'était accru à un taux nettement supérieur à celui des autre pays de l'O.C.D.E. Le chômage ne s'était pas aggravé et la perte de salaire réel était inférience à toutes les prévisions. Soucieux de gagner les élections législatives d'octobre 1979, M. Sa Carneiro essaya de tirer profit de la situation pour diminuer l'infla-tion. On a réévalué l'escudo ; les salaires récis, les allocations de chômage, les pensions de vieillesse ont été améliorés ; il fallait donner l'impression que le pays sortait finalement de la crise, et on s'est lancé dans une politique d'expansion. Les partis de l'Alhance démocratique remportaient certes les élections, mais à quel prix! En 1980, la balance des transactions courantes présentait à nouveau un déficit qui, depuis, n'a cessé d'augmenter 11,3 % du P.I.B, en 1981 et 14 % en 1982.

Constesté au sein de son propre parti. le successeur de M. Sa Carneiro, M. Pinto Balsemao s'est borné à gérer la crise, faisant systématiquement sppel à Banque mondiale. Au cours des deux dernières années, la dette extérieure a doublé. Elle dépasse actuellement 13 milliards de dollars. Rien que pour payer les taux d'iotérêt, le pays a dépensé en 1982 une somme équivalente à plus de 5 % du produit national et largement supérieure aux recettes du tourisme. Une timide dévaluation de l'escudo décrétée l'été dernier n'a pas donné les résultats escomptés : l'escudo reste surévalué par rapport aux autres monnaies européennes, ce qui encourage la fuite des capitaux.

Théoriquement, les salaires se sont dépréciés de janvier 1981 à janvier 1983 de plus de 20 %. mais la consommation n'a pas baissé. Un professeur du secondaire gagne environ I 200 F par mois et un cadre moven de la fonction publique 2 500 F. L'indemnité parlementaire est de 3 000 F, et le président de la République lui-même ne dépasse pas 5 000 F. A l'occasion de la coupe du monde de football, les magasins ont pourtant épuisé leurs stocks de télévisions cou-leur. Le prix de la plus petite aumais été aussi prospère.

## Failites et chômage

La corruption et les marchés parallèles expliquent eo partie cette apparente contradiction. Mais elle s'explique aussi par le fait qu'un grand nombre de Portugais cumulent plusieurs emplois. Tel journaliste ajoute à son salaire, inférieur à 3 000 F. les sommes qui lui sont versées par certaines grandes entreprises en quête d'une attention particulière à la publicité de leurs produits. Un maçon reçoit plus d'un dixième de son salaire mensuel pour un samedi de travail « au noir ». Beaucoup d'employés de banque collaborent en privé avec des compagnies d'assurances. Dans les municipalités, et même au niveau de l'administration centrale, le pourboire devient la régle si l'on veut faire accélérer les délais pour l'obtentinn d'un permis de construire ou d'un certificat quelconque. Et les potsde-vin ne manquent pas pour ceux qui dans de grandes entreprises, notamment publiques, dirigent des départements d'achat. Ainsi, alors que pour la moyenne des pays de l'O.C.D.E. la dépense intérieure a augmenté de 0,6 % en 1981 et stagné en 1982, au Portugal, elle s'est accrue respectivement de 4,3 % et de

« Naus avons vécu sur le crédit facile. Mais les temps ont changé et on ne peut plus compter sur l'argent des émigrés ni des touristes . s'exclame M. Silva Lopes, qui prévoit, à l'issue d'un pouvel accord avec le F.M.I., une croissance zero, des faillites en cascade, une réduction drastique des salaires et une importante aggravation du chòmage. Et de soupirer : « Toute solution passe donc par la réduction radicale des dépenses. »

JOSÉ REBELO.

# Etranger

## Pékin proteste officiellement contre les expulsions des Chinois de Mongolie

De notre correspondant

Pékin. - Le gouvernement de Pékin a protesté formellement, le vendredi 3 juin, contre l'expulsion, ces dernières semaines, de plusieurs centaines de ressortissants d'origine chinoise de République populaire de Mongolie. Dans une note remise à l'ambassadeur mongol, la Chine exige - solennellement - de la partie mongole qu'elle cesse « immédiatement - cette action. Elle demande en outre aux autorités d'Oulan-Bator qu'elles restituent aux Chinois leurs biens confisqués et qu'elles assurent une vie et un travail normaux aux Chinois qui restent encore en Mongolie.

Selon la note de Pêkin, mille sept cent soixante-quatre Chinois sur en-viron six mille vivant à Oulan-Bator se sont vu intimer l'ordre, à partir du 9 mars et jusqu'an le juin, de quit-ter la capitale pour s'installer, dans un délai de quatorze jours, dans des fermes d'Etat situées dans des zones éloignées. Devant le refus de nombreuses familles, les premières ex-pulsions vers la Chine un commeneé le 30 mars. Elles se poursuivraient jusqu'à ce jour. An sants chinois avaient été effectivement contraints par les autorités mangoles de regagner leur pays

La note s'élève contre l'anitude de la douane mongole à la frontière. Elle dénonce, en particulier, des cas

de saisie de biens, ainsi que des fouilles corporelles - humiliantes de voyageurs mis dans l'abligation de se dévêtir entièrement.

D'un ton relativement modèré, la note de Pêkin révèle l'embarras des aumrités chinoises devant des événements dont elles avauent ellesmêmes qu'elles ont • beaucoup de peine à les comprendre •. Depuis le début de ces incidents, Pékin, par l'entremise de son ambassade à Oulan-Bator, a fait des démarches à quatorze reprises auprès du gouvernement mongol, tout en maintenant un silence complet sur cette affaire. C'est dire la patience manifestée et le désir de ne pes envenimer les

On note ici que l'action mangole a démarré le 9 mars, précisément au moment où se tenaient à Moscou la deuxième phase des consultations sino-soviétiques. On a peine à croire à une simple coincidence. De même, étant donnée l'étroite dépendance dans laquelle la République populaire de Mongnlie se trouve par rapport à Moscou, est-il difficile d'imaginer que le régime d'Olan-Bator ait agi de sa propre initiative. Il est clair, en tout cas, que cette tension crée, comme le souligne la note chinoise, de - nouveaux obstacles à l'amélioration des relations entre la Chine et la Mongolie, ce qui risque d'affecter par contre-coup l'évolution des rapports entre Pékin et

MANUEL LUCBERT.

I'U.R.S.S.; elles ont pour origine

une lettre datée dn 8 février 1982, transmise par l'ONU au B.I.T., et

faisant état d'une communication de

la Confédération mondiale du tra-

vail (C.M.T.), selon laquelle « un grand nombre de travailleurs viet-namiens unt été transférés en

U.R.S.S. et dans d'autres pays

A la suite de quai une commission d'experts du B.I.T. a demandé des

éclaircissements au gouvernement soviétique sur la situation de ces tra-

d'Europe orientale =.

## Le Vietnam se retire « temporairement » de l'Organisation internationale du travail

De notre correspondante

Genève. - Les pays proches de TU.R.S.S. poursuivent leur campagne contre la structure actuelle du Bureau international du travail (B.I.T.). Après les délégations du gonvernement, des employeurs et des travailleurs polonais, qui ont rofusé de se rendre à la conférence internationale du travail, où siègent, du la an 22 juin, au Palais des nations, plus de deux mille participants (le Monde du 3 juin), ce sont les re-présentants du Vietnam qui ont décidé de ne pas assister à cette impor-

Qui plus est, dans une lettre mal fondées ».

En fait, ces - nliegations - sem-

tomobile est superieur à Vietnam auprès des Nations unies, 30 000 F, mais le secteur n'a jaM. Nguy En Thuong, amonce que mais été aussi prosoère. gret, dans l'obligation de cesser temporairement sa participation à l'Organisation internationale du travail pour une durée qui ne peut encore être définie... Il justific cette défection par - une certaine insatisfaction -, estimant que . les résultats obtenus jusqu'ici n'ont pas rè-pondu à son attente, aussi bien dans les questions d'assistance ou de structure que dans certaines mesures prises sur la foi d'allègations

blent viser non pas la politique du travail du Vietnam, mais celle de

vailleurs vietnamiens qui, selon la C.M.T. et la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), seraient soumis au tra-vail force sur les ebantlers de construction du gazoduc sibérien. L'ambassadeur d'Hanor ne fait pas allusion à cette affaire, exposée pourtant dans le rapport de la com-

mission d'experts qui est actuelle-ment examiné par la conférence internationale du travail. Dans sa lettre, il précise que la décision de son gouvernement est également due aux difficultés financières que connaît son pays et qui l'empéchent de s'acquitter de sa contribution an budget du B.I.T. Celle-ci s'élève à 37 016 dollars pour 1983, à quoi s'ajoute un arrière de 31 519 dollars.

Dans sa réponse, M. Bianchard affirme qu'il - regrette sincère-ment - la décision du gouvernement vietnamien.

ISABELLE VICHNIAC.

## Malaisie

## EN REMANIANT SON GOUVERNEMENT

## M. Mahathir veut remettre de l'ordre dans la coalition

Le premier ministre malaisien, M. Mahathir Mohamed, a remanié, jeudi 2 juin, son gnuvernement, nommant quatre nouveaux ministres et plusieurs seeretaires d'Etat. Ainsi, M. Shahrir Abdul Samad devient ministre du territaire fédéral ;M. James Ongkili, ministre sans portefeuille auprès du premier mi-nistre; M. Chin Hon Ngian rem-place à la samé M. Chong Hon Nyan, qui est chargé des transports, portefeuille détenu par M. Lee San Choon, qui a démissionné de son poste et de la présidence du princi-pal parti chinois, le M.C.A.; enfin, M. Anwar Ibrahim remplace à la culture, la jeunesse et les sports M. Mokhtar Hashim, condamné à

mort pour meurire. Ce qui frappe le plus dans ce remaniement, qui ne touche pas les principaux porteseuilles, c'est la rapide promotion de M. Anwar Ibrahim, ancien opposant qui a rejoint la coalition il y a un an a peine, et qui est très proche de M. Mahathir. M. Anwar pourrait prendre part à la lutte qui semble dejà s'ouvrir pour un poste à la direction du principal parti gouvernemental, l'UMNO

(United Malays National Organisatinn) dont le congrès doit se tenir en

Dans ce contexte. M. Mahathir a mis en garde ces derniers temps enntre les luttes au sein de



## M. Mitterrand recevra le 9 juin à l'Elysée les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique

M. Mitterrand recevra à dîner, jeudi 9 juio à l'Elysée, les ministres des affaires étraogères des pays de l'alliance reunis à Paris à l'occasion de la session d'été du conseil Atlan-tique, a annoncé l'Elysée le vendredi 3 juin. Il prononcera un discours qui lui fournira l'occasion de dire - ce qu'il pense du sommet de Williamsdu l'pense au sommet de la Républi-que a fourni cette précision à l'issue de la rencontre qu'il a eue vendredi à Latehe avec M. Schmidt, ancieu chancelier ouest-allemand.

La position prise par la France à Williamsburg continue de faire l'objet de eritiques à Moscou. Rendant compte de l'intervention de M. Cheysson au Senat (le Monde du 4 juin), l'agence Tass accuse le ministre des relations extérieures de s'être prononcé · pour le désarme-ment unilatéral de l'Union soviétique - d'avoir « réaffirme lo volonte de son pays de se conformer à la position de Reogon . et d'etre . peu convoincant - dans ses références à de Gaulle. L'agence soviétique constate encore, sans commentaire, que le porte-parole du gouvernement e rejeté « la proposition des communistes (français) d'ottirer tous les gouvernements européens dans les négociotions de Genève consocrées au désarmement ..

Le parti social-democrate allemand a rendu compte dans un docu-ment de synthèse publié, vendredi 3 juin, de la journée d'étude organisee deux jours auparavant par son groupe parlementaire our la question des euromissiles ( le Monde du 4 juin). Sans se prononcer directemeot pour ou contre le déploiement des engins américains à la fio de l'année, le S.P.D. se prononce pour la fusion des deux négociations de Genève (START sur les armements iourreontinentaux et F.N.I. sur les forces nucléaires intermédiaires). affirmant que c'est dans ce cadre global que devraient être prises en compre les forces françaises et britanniques. Il ajoute que · l'offre in-formelle, mûrement réflèchle, du negocioteur américain à Genève de renoncer au stotionnement des Pershing-2 en contre-partle d'une réduction substantielle des SS-20 soviétiques doit être formellement présentée par Washington ..

On sait que M. Schmidt, ancien chancelier S.P.D., a récemment juge parfaitement acceptable » ce projet de compromis dans lequel Sovietiques et Américains auraient dis-posé de soixante-quioze lanceurs de missiles en Europe, les seconds se contentant de missiles de croisière. Le S.P.D. avertit en même temps Moscon qu'il considere les SS-20 comme « une menace militaire et politique que nous ne pouvons ac-

M. Kohl, qui recevait M. Nitze, chef de la délégation américaine aux pourpalers F.N.I. de Genève, a fait savoir par son porte-parole qu'il était convaince que Washington s'efforce · très sérieusement et de facon resavec Moscou. Il repondait ainsi à M. Schmidt, qui s'était dit récemment non convaincu de la volonté américaioe de négocier sérieuse-

A Washington enfin, le porteparoie du département d'État à salué les déclarations faites par M. Andropov à l'occasion de la visite à Moscou de M. Harriman et plaidant en faveur d'une • modéra-tion réciproque • des États-Unis et de l'U.R.S.S. (le Monde du 4 juio). Tout en espérant que ce vœu . sera suivi de mesures soviétiques positives et concrètes dans des domaines tels que les droits de l'homme, le contrôle des armements, les questions régionales et les relotions bilatérales ., M. Romberg a déclaré que, dans ce cas, Moscou . trouvera dans les États-Unis un partenaire disponible = . - (A.F.P., Tass.)

. M. Mitterrand en Tunisie o l'automne. - Le président de la République a confirmé au président Bourguiba qu'il visitera la Tunisie cet automne à une date qui reste à fixer. . Cette rencontre constituera un temps fort dans les relations franco-iunislennes et marquera notre commune volonte d'imprimer d celles-ci l'élan nécessoire à leur opprofondissement », déclare-t-il dans un message adressé au chef de l'Etat tunisico à l'occasion de la sête nationale célèbrée le la juin. - (Cor-

## M. Yasser Arafat se rend en visite à Bucarest, et son « second » à Moscou

Malgre la mutinerie qui a éclaté, il y a un mois, dans les rangs de l'O.L.P., le président de l'organisa-tion, M. Yasser Arafat, a repris ses activités diplomatiques. Il effectue depuis vendredi 3 juin une visite of-ficielle en Roumanie et doit se rendre au début de la semaine prochaine en Inde, a annoncé, à Damas, un de ses collaborateurs.

Paralièlement, M. Salah Khalaf, plus connu sous le nom d'Abou lyad, considéré comme le - second - de M. Arafat, se trouve depuis mercredi à Moscou, pour une visite de cinq jours, à la tête d'une impor-tante délégation.

Avant de gagner Buearest, M. Arafat avait passé une semaine au Liban pour tenter de mettre un terme à la dissidence. Il a également visité des positions de la brigade pa-lestinienne = Yarmouk -, stationnée dans la vallée de la Bekaa. Selon M. Ralik Al-Natche, représentant de l'O.L.P. à Ryad, M. Arafat a re-pris ses activités diplomatiques parce qu'un compromis a été trouvé entre la direction du Fath et les officiers contestataires sur deux points de divergence.

Selon M. Natché, les nominations de deux officiers. Al Hadi Ismail et Abou Hajem, décisions qui avaieou suscité le mouvement de contestation, ont été annulées. Le premier avait été nommé au commandement des forces palestiniennes au Nord-Liban et le second dans la Bekaa.

Le général Amir Drori, commandant en chef des forces israéliennes dans le nord, a déclaré que de six cents à sept cents combattants palestiniens oot été tués au Liban depuis le début de la guerre. • Les forces israéliennes ont été empéchées d'assener aux Polestiniens un coup mortel, et, maintenant, il est impossible de les frapper sans une confrontation ormée avec lo Syrie ., a-t-il dé-claré au journal Hooretz. A la question de savoir si militairement un retrait israélien sur la rivière Awali serait avantageux, il s'est contenté de dire que ce - point est oussi bien d'ordre politique que militaire ». En revanche, il a edmis que ses troupes auraient interet - d se désengager des offrontements permanents entre Druzes et chrétiens dans le Chouf, le plus rapidement possi-

Bien que ce retrait de la région du Chouf ait été envisagé par plusieurs de ses ministres, M. Begio a rejeté · catégoriquement - cette sugges-tion, également adoptée à l'unanimité par la direction du parti travail-

Enfin, le gouvernement maltais a offert d'accueillir la conference internationale sur la Palestine, qui de-vait se tenir au siège de l'UNESCO à Paris et dont le transfert a été décidé (le Monde du 4 juin) à la suite d'objections du gouvernement fran-çais. - (A.F.P., Reuter, A.P.)

## Pologne

## Le syndicaliste Edmund Baluka est condamné à dix ans de prison

Varsovie. – Le syndicaliste polo-nais Edmund Baluka, qui était ac-cuse de « complot contre l'Etat », a été condamoé, vendredi 3 juin, par le tribunal militaire de Bydgoszcz (250 kilomètres au nord-ouest de Varsovie), à dix aos de prisoo ferme, a-t-on appris, a Varsovie, à l'agence de presse officieuse Inter-press. Il est privé aussi de ses droits civiques pour cinq ans et condamné

à la confiscation de ses biens. L'un des principaux organisateurs de la grève des chantiers navals de Szczecin en decembre 1970, M. Baluka s'était réfugie par la suite à l'étranger, notamment en France, avant de revenir en Pologne elandestinement en avril 1981. Interné pendant l'état de siège, il avait été placé en état d'arrestation quelques mois plus tard. Aucun observateur étran-

ger n'a été autorisé à assister à son procès.

Le ministère publie lui reprochait notamment d'avoir fait parvenir des informations tendancieuses - à la station américaine Radio-Europe libre, emettant en langue polonaise à partir du territoire de la R.F.A., d'avoir tenté de mettre sur pied des groupes clandestins = pour lutter contre le pouvoir, et d'avoir propagé un - programme politique visant à renverser le régime socioliste - en Pologne. Quatre témoins ont souligne que le parti socialiste polonais du travail (non reconnu officiellement), auquel avait adhère M. Baluka, n'avait pas pour objectif de prendre le pouvoir et avait prouvé sa volonté d'agir dans la légalité en adressant son programme au Conseil d'Etat et à la Diète.

## UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS EN EUROPE

# Naples, notre Constantinople...

De notre envoyé spécial

Naples. - Dans toute la Campanie, les souvenirs de l'Occideut s'entassent, de Cumes à Paestum, sous la mer, sous la lave, sous la poussière durcie. Dans les greniers, les salons, les musées, les églises, les toiles de maîtres s'écaillent, les vases se hrisent. Et dominant la haie sublime, du Pausilippe au Vésuve, les structures modernes de beton se fendillent ou disparaissent un beau jour dans les cavernes des Bassi.

Naples est l'un des pôles de notre mémoire collective, l'autre étant Istanbul. Les deux métropoles méditerranéennes se renvoicot leurs grandeurs et leurs degradations. La gloire de Naples, pourtant, n'a jamais été captive. Celle d'Istanbul le demeure, Byzance à jamais soumise autour de Sainte-Sophie cernée de minarets.

Naples, en cette fin de vingtieme siècle, appartient-elle irrémédiablement à ce monde du Mezzogiorno, à ce Midi d'Europe où il faut que « tout change pour que tout reste pareil -, comme l'un des héros de Lampedusa le disait de la Sicile? Le cadre urbain, les paysages, sont, bien sûr, intransformables. Dix mille habitants au kilomètre carré! Les habitudes de vie, les groupements sociaux, en découlent. Les lazzaroni, les grands et petits voleurs, coexis-tent avec les ouvriers, les petits bourgeois, sans que varient les équilibres. Naples angoisse toujours un peu l'étranger qui hésite à se laisser noyer par les interminables brassages de voitures dans le labyrinthe de la topogra-

Naples charrie des images de saleté, d'épidémies, de rats, de ous-prolétariat 'surgi des cavernes sous la chaleur écrasante et le brume du golfe. C'est Marseille en pire, géré par les bandes de la Camorra, qui se sont adaptées aux nouveaux trafics, des cigarettes à la drogue.

Que signifient alors ces expositions de l'héritage napolitain à Loodres, à Washington et à Paris, ces rendez-vous culturels de spécialistes, ces échanges durables de spectacles avec Venise, et cette consérence des ministres européens de la culture en septembre dernier? Tentatives éperdues d'une vieille dame qui veut faire belle figure, ou expression de la vitalité d'une communauté, ou du moins d'une minorité active d'intellectuels dirigeants?

## Le projet de la gauche

Il faut revenir une dizzine d'années en arrière, lorsque de grandes catastrophes s'abattirent sur Naples : le choléra, les mouvements violents d'une masse sous-proletarienne qui tendait à s'organiser elle-même, désespérée des impasses où l'avaient conduite les recours aux réseaux de briser. Ils faisaient écho à la

de clientèle, traditionnels dans leur structure mais remodelés dans l'après-guerre par de nouveaux patrons politiques. Cette Napies qui, en 1946, avait vote monarchiste à 90 % allait, en 1975, donner la majorité aux partis de gauche et porter à sa tête un maire communiste.

Comme jadis dans le commandeur Lauro, puis dans le leader démocrate chrétien Silvio Gava. une majorité de Napolitains évidemment pas la même - se reconnaissait dans un homme, le maire Valenzi, une de ces personnalités auxquelles le P.C.I. tolérait une certaice allure charismatique, une certaine identification du communisme en lui, quitte un jour à le déplacer, ce qui n'est pas encore venu.

Si son affabilité et son prestige le faisaient prendre un peu - par les étrangers du moins comme le président d'une république parthénopéenne, l'héritier des vice-rois, il ne s'agissait pas pour autant d'une république démocratique et populaire. L'avenement des partis de gauche à la mairie, sous son égide. signifiait celui de l'héritage des Lumières, d'une rationalité, d'un projet enfin : refaire de Naples préservation de l'héritage, alors font le terrain du système d'orga-qu'il o'était même pas matériel-nisation de la Camorra. ement recensé. Reste que le proiet ne fut pas l'apanage de la direction communiste. Toute une génération de nouveaux dirigeants napolitains, y compris dans la démocratie chrétienne, s'y employa. Le centre-gauche avait posé les préliminaires du

L'évolution fut favorisée par transformation générale du Mezzogiorno, qui a, depuis dix ans, profondément cassé son image classique de « désert italien . Des centres de recherche, des entreprises de technologie avancée, se sont implantés à Naples. Les universités scientifiques acquièrent un haut niveau. Et les signes d'une renaissance intellectuelle se sont multipliés, à tous les niveaux, depuis les quartiers.

## Dégager une « identité »

L'exercice du pouvoir et la résistance des réalités ont contraint la municipalité de gauche à tempérer les projets par le pragmatisme. Car l'emprise de la criminilité organisée, partout présente, même dans les syndicats, ne se désagrège pas par des

En ces dix dernières anné l'expression politique des spécificités de Naples s'est largement atténnée. Tout comme l'assimila tion do Mezzogiorno à l'ensemble italien progressait nettement en dépit des préjugés, les Napolitains ont opere leurs choix idéologiques selon les mêmes critères que l'ensemble de la nation. Le moavement de dégagement d'une « identité », de l'adaptation du rôle et du sens de la métropole, loin d'être contradictoire, marquait le dépassement et la fin de cette sorte de séparatisme mental qui revenait à a'endormir sur les fastes passés, à donner au mot de « capitale » le poids d'une rivalité avec Rome

Pius que jamais, la cité capitale de la region prédomine. Naples, Bologne, Milan, Turin, Gênes, aimament les énergies, et leurs responsables politiques sont connus de tous, quand on ignore généralement leurs noms en Campaguie, en Emilie-Romagne, en Lombardie, au Pièmont ou en Ligurie.

De cette tendance générale à la restauration du rôle de Naples



Types napolitains – les Oiseaux sorciers », le Monde illustré, 1863.

une des capitales européennes, l'adapter à sa vocation de charnière entre l'Europe et le tiersmonde, ooo pas avant-poste d'une entreprise néo-colonialiste. mais cœur d'une politique d'échanges et de coopération, impliquant toute la région que Naples avait jadis gouvernée : le Mezzogiorno.

Retrouvailles d'une identité? Rajcunissement de la « napolitanité .. ? Ces termes furent beaucoup utilisés. Ils risquaient de renforcer le confinement, le repli sur soi, qu'il s'agissait justement interventions de police. Ses victimes rêvent de solution de force en constatant que, de gauche comme de droite, les détenteurs du pouvoir politique demeurent impuissants:

Pour réelle qu'elle soit et de vastes implications qui répondent aux goûts napolitains pour le spectacle, la renaissance culturelle touche une minorité étudiante, ouvrière, déjà intellectue/lement eogagée. Le sous-prolétariat lui demeure étranger, pris dans ses habitudes séculaires et ses besoins immédiats, à commencer par ceux du logement et du travail, qui en

en Europe et dans le monde. preuve est donnée par une entreprise qui ne relève pas de la municipalité : le Banco di Napoli. Quatrième banque italienne, elle était essentiellement localisée dans le Midi. Sous l'impulsion de aon nouveau directeur général, le professeur Ventriglia, elle va a'ouvrir au marché international, à la fois pour y favoriser la pénétration des entreprises méridionales et pour en tirer des capitaux à investir dans le Mezzogiorno. Simultanément, elle tend à réduire le mouvement de transfert de l'épargne du sud vers le nord de l'Italie et accroît sa participation à l'Isveimer, institut de credit à moyen terme qui finance les activités productives dans le Midi.

 $A^{(n)} \in \Delta^{(n)}$ 

---

4 4 44 1

Faut-il parler d'une - redécouverte de Naples » et d'un héritage où tant d'autres nations d'Europe ont fait racine? Espagnols. Français, Allemands. Anglais, y ont successivement apporté, avec une présence militaire et politique oppressive, des influences intellectuelles que la cité a récupérées et faites siennes. Les mauvaises légendes autant que les difficultés de communication en ont, depuis trente ans, renforcé une image exorique. Ce fut cependant l'un des rendez-vous du « grand tour - d'Europe qui donnait au dix-huitième siècle son initiation à l'homme de culture. - Uomo di cultura,, un concept italien dont Naples, justement, peut restituer la saveur et la force.

# «Mois napolitain» à Paris

La Naples des Anjou et des rois d'Aragon, da Giotto, d'An-tonello de Messine, de Jean Fouquet at da Pétrarque, une autre année peut-être, ses témoignages la restitueront au monde. C'est le visage da l'avenement et da l'épanouissement du baroque aux dix-septième et dixhuitieme siècles, puis du néoclassicisme au dix-neuvième, que présentent les différentes estations organisées p dant le mois de ruin sous l'égide de l'Institut culturel italien.

Les Habsbourg, puis les Bourbons d'Espagne, en firent une capitale opulenta où l'aristocratie, la bourgeoisie, l'Eglise, fi-nancerent fastueusement tous les arts d'expression. Le centre des manifestations se situe au Grand Palais (jusqu'au 26 août). avec « La peinture napolitaine, de Caravage à Luca Giordano », du réalisme noir aux bergeries et à la théâtraité. Les musées de Naples, lee établissamante privés, ont prêté les toiles, certaines tout récemment découvertes, qui restituent l'itinéraire de Caravage et son influence à Nacles.

A l'Ecole des beaux-arts (jusqu'au 10 juillet), les fonds de dessins napoliteins ont fourni. pour les dix-septième et dixhuitième siècles, des pièces exceptionnelles, qui, parallàlement à l'exposition précédente, témoignent de l'originalité d'une école napolitaine de dessin tout recomment redécouverte.

Au trianon du parc de Bagatella idu 1" au 30 juillet), les « Aqueralles de Giecino Gigante » révelent un des principaux représentants de la peinture paysagiste au dix-neuvième

Les « hinéraires archéologiques » de Naples et des environs sont présentée à l'Institut

Forum des Halles (jusqu'au 18 juin). Un spectacle enfin donné per le Théêtre San-Carlo de Naples, dans une mise en scène de Ro-berto De Simone : l'opéra bouffe Flaminio, qui fut la dernière œuvre de Pergolèse, à l'Opéra royal de Versailles, les 11 et 13 juin.

culturel italien (jusqu'au 1" juil-

let). Une sélection de quinze

mille gravures de la seconde

moitié du dix-huitième siècle res-

titue le parcours archéologique

classique des voyageurs d'Italie

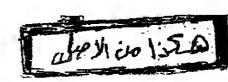
La tradition visuelle napoli-taine est reprise dans une expo-

sition photographique de sept

auteurs, è la galerie FNAC-

Une série de colloques et de conférences auront lieu pendant ce mois à l'Institut culturel italien sur les différents thèmes de cas manifestations (50, rus de Varenna ; tél. : 222-12-78),

JACQUES NOBÉCOURT.





# France

## APRÈS LES MANIFESTATIONS DE POLICIERS A PARIS

# Le chagrin dévoyé

De qui se moquait-il, ce représen-tant de la Fédération professionnelle et judépendante de la police (F.P.I.P.) qui, dès 14 heures ven-dredi, evenue Trudaine, à Paris, promettait pour scule manifestation » une marche silencieuse et di-gne »? Croyait-il vraiment ce qu'il disait, en pariant sur le « sens de la responsabilité des policiers »?

Les ndbérents de ce syndicat d'extrême-droite ne se rassemblaient, à l'écouter, que pour « ho-norer la mémoire de deux collègues, lachement assassinés », le 31 mai, dans cette avenue du neuvième arrondissement. Une minute de si-lence, autour d'une trace sur le trottoir, pour le souvenir de Claude Caiola et d'Emile Gondry, quelques gerbes au pied d'un arbre, puis les policiers allaient se rendre, « dans le recueillement le plus absolu », an ministère de la justice pour remettre une motion au garde des sceaux.

L'ennui, c'est qu'îl y avait quelques raisons de douter d'un tel projet. Le matin même, les cérémoni officielles dans la cour d'honneur de la préfecture de police avaient dé-buté à peu près de la même façon, dans l'émotion et le recueillement. Puis, au départ des officiels et des familles des victimes, des cris de colère avaient retenti, plusieurs centaines de policiers conspuant MM. Desserte et Franceschi et réclamant la démission de M. Robert

verte, manifestement politique; mi . de la rue.

tion m mot d'ordre officiel, avec à sa tête des syndicalistes proches de l'opposition - notamment des membres du Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.) - qui avait gagné la place Vendôme.

Une agressivité très dirigée s'était libérée, rompant avec le style des récriminations traditionnelles des or-ganisations professionnelles de poli-ciers. « Budinter, assassin! » D'autres slogans encore, tous aussi délicats, à l'adresse du ministre de l'intérieur. Une « Marselllaise », lançée en direction des fenêtres de la chancellerie. Enfin, les manifestants « spontanés », ces « policiers en colère », s'étaient dispersés dans le

On en retrouvait plusieurs dizaines, plusieurs centaines peut-être, l'après-midi, dans les rangs de la F.P.LP. De jeunes policiers surtout, des commissariats parisiens, qui voulaient profiter, tous syndicats mi-noritaires confondus, de cette autre manifestation, pour reprendre les hostilités de la matinée. Des gardiens de la paix en tenue, aussi, des \* pervenches > - les fameuses « contractuelles », - qui n'avaient pas pu se libérer de leur service

Beaucoup de gens, donc, parmi les deux mille tinq cents manifes-tants, qui u'avaient que faire des ap-pels à « lo responsabilité » des dirigeants de la F.P.L.P. et qui, après les Le chagrin, le silence, avaient très agriculteurs, les commerçants et les vite laissé place à une hostilité ou- étudiants, révaient tout simplement

Une gravité de circuustance, qui poussait le frêle, le si frêle corsoyons juste, devait être maintenue don de gendarmes. Le jeune couple, une heure durant, avenue Trudaine au premier rang, voulait forcer le et le long des ruelles en pente du passage. neuvième arrondissement.

M. Jean-Marie Le Pen, dont le mouvement, le Front national, avait appelé les Parisiens à s'associer à la manifestation, jouait le jeu, expli-quant lui aussi, l'air sombre, que devant un tel drame », toute polémique était malvenue. « Je suis 10uiours au côte des flics quand ils ont du chagrin », confiait-il, avant de se perdre, anonyme, dans les rangs des policiers qui avançaient n un pas

Les masques tombérent place de l'Opéra. Guettant tout au long du parcours la solidarité des passants qui s'était manifestée le matin, les policiers choisissaient de s'applaudir enx-même quand les bravos de la rue n'arrivaient pas. Sur les trot-toirs, quelques dizaines de jeunes gardiens de la paix en civil, mem-bres des brigades spéciales de la préfecture de police, ratissaient large, dépistant - provoquant ? - d'éven-

Parmi ces policiers, trop nervenx, un couple, elle brune, lui blond, se tenant par la main. Elle, toute d'admiration, lui, prêt à en découdre avec tout ce qui bougeait, l'œil aux fenêtres, nux toits, pour repérer un tirenr embusqué. Elle et lui, eux tous bientôt, abandonnés par la F.P.I.P. à leur grogne et qui, à l'Opéra, lorsque la foule fut assez dense, . flairaient sous le nez » les jeunes, les motocyclistes, quelques «rockers», des adversaires iuvisi-

La tête du cortège, au début de la rue Royale, maintenait encore le cap de la . dignité ., mais l'arrière, les côtés, n'y tenaient. - Tire-toi ou on rembarque -, s'entendait-dire un gosse à velo. Un autre inconscient qui supportait mal l'embouteillage recut un jet de bombe lacrymogène en pleiu visage. L'arrière, les côtés, se faisaient les perfs et la voix, se rôdaient, en somme, pour être prêts, à l'unisson, trois cents mètres avant le ministère de la justice. « Badinter assassin! ». «A Moscou!» «Hors de France ! - Badinter démis-

## « Le Pen président ! »

Remake. Un style avait été testé le matin même. Slogans, Marseil-laise servie bras tendus et doigts faisant le « V » de la victoire. « Badin-ter, en prison! » Un même scénario : des gardiens de la paix, ceux-là en service, formaient la première ligne, devant des gendarmes mobiles, à la porte de la Chancellerie. A l'approehe du cortège, comme le matin même, ils retirèrent leurs képis pour se joindre aux manifestants.

Le responsable de la F.P.I.P, celui

M. Le Pen, entouré d'une garde prétorienne de jeunes gens aux cheveux courts, criait, chantait maintenam à tue-tête. On ne voyait plus que lui, gonflé d'importance par les cris de la foule — » Le Pen prési-dent! », — qui défiait du regard une fenêtre de la chancellerie. Il reprenait la pose pour les photographes, en rajoutait, récupérait à lui la rage policière, au point qu'un manifes-tant, furieux de ce détournement, l'agrippa par le revers de son veston.

» La marche silencieuse » était si-chue. La base du F.P.I.P. refusait d'en rester là Les policiers voulsient aller elamer leur colère sous les fenêtres du ministre de l'intérieur. Des manifestants, sept à buit cents peutêtre, les plus jeunes en tout cas, tournaient le dos à leurs dirigeants pour gagner la rue de Rivoli et, de-là, par les Champs-Élysées et l'eveune Marigny, la place Beauvan.

Ils réussirent. Spectacle rarement vu. une manifestation parvensit à moins de 100 mètres de l'Elysée, forcant, bousculant l'un après l'antre les cordons de gendarmes mobiles et de C.R.S. qui étaieut censés empêcher l'accès du périmètre interdit par excellence. Quatre fois, une même scène incroyable : les furces de l'ordre, un rang, un rang si mince, se disposant à la hâte, cédant bieu vite avec le sourire, visiblement, presque effrontément complices.

Certains manifestants eux-mêmes u'en revenaient pas. Beaucoup pensaient que la préfecture de police était surtout soucieuse d'éviter les affrontements entre policiers. Les gardiens de la paix, chargés avenue Marigny, de la sécurité du chef de l'Etat, saluaient leurs coilègues, s'ef-façaient, bienveillants. Un dernier cordon de C.R.S. le long de l'Elysée, ouvrait son flanc, goguenard, puis regardait les fonctionnaires du ministère de l'intérieur fermer précipitamment leur grille.

Quelques passants s'étonnèrent quand même de cette fraternisation douteuse. Ils se trouva même une femme pour crier aux C.R.S. : · Allez-y, ne vous genez pas l Pre-nez le pouvoir ! Il n'est plus qu'à 100 mètres ! » Les C.R.S., trainant les pieds, toujours atmusés, consentirent à boncler la rue Saint-Honoré, alors qu'à côté d'eux, à 10 mètres, les manifestants chantaient : « Defferre, t'es foutu, in police est dans

Bien sûr, chacun savait qu'on allait ca rester là. Le jeune couple re-partait déjà, main dans la main, pour une belle fin d'après-midi ensoleillée. Bien sûr, ce n'était qu'une manifestation pacifique, le temps d'un coup de gueule, et on se dispersa bien vite, remerciant les collègues en service d'avoir laissé faire cette farce innocente. Mais ce jeulà, cette farce-là, avaient une valenr très symbolique.

PHILIPPE BOGGIO.

## Les principales organisations syndicales dénoncent les comportements extrémistes

POLICE (FASP) • réprouve le comportement indigne des dirigeants de certains syndicats de police qui exploitent honteusement l'émation légitime du corps policier après l'assassinat de nos deux collègues. Ces provocations, dénoncées par avance par notre organisation. têmoignent du climat préoccupant qui règne au sein de la police nationale et ne sont pas sans rappeler les débordements qui ont eu lieu le 13 mars 1958 à Paris. La FASP, représentative de l'immense majorité des policiers en tenue, attachée à la démocratie et ou respect des institutions républicaines, se refuse à faire l'amalgame entre l'action politique irresponsable de ces collègues et la participation de certains collègues qui se sont laissés abuser en voulant exprimer leur profonde émotion que nous partageons ».

• LA FEDERATION F.O. DE LA POLICE, vendredi 3 juin aprèsmidi, déclare notamment : \* Nous avons assisté avec consternation oux manifestotions déplacées et pour le moins prématurées qui ont trouble la cérémonie organisée à la préfecture de police pour honorer la mémoire des deux policiers récemment assassinés dans l'exercice de leurs fonctions. Tout en approuvant le légitime besoin des policiers d'extérioriser une colère bien compréhensible, la fédération condamne avec lo plus grande sermeté ceux qui, depuis toujours, se conduisent comme de véritables nécrophages et tentent de récupérer des sentiments respectables pour les utiliser à des fins qui n'ont qu'un très lointain rapport avec les problèmes de lo po-

• LA C.F.D.T.-POLICE -s'indigne de l'ottitude de certains policiers lors de l'hommage rendu vendredi motin à nos malheureux collègues » et « dénonce la récupèration politique que tentent de faire certaines organisations syndicales ». La fédération « s'inquiète du laxisme du pouvoir et de son manque de courage politiqu s'agit de s'engager véritoblement vers les réformes de lo police nationale. Constatont ainsi que le doute s'empare des policiers quant à lo crédibilité du pouvoir, elle lance un appel aux organisations syndicales démocratiques afin qu'elles réfléchissent aux risques qu'il y aurait à laisser cette situation se dévelop-

 LA FÉDÉRATION C.G.T. DE LA POLICE - condumne de lo manière la plus totale le comportement indécent d'élèments fascisants fanatisés qui, bien qu'autour des ca-

■ LA FEDERATION AUTO- Lafalques mais sans respect ni pour NOME DES SYNDICATS DE les collègues morts victimes du devoir ni pour la douleur des familles. n'ont pas hésité à vociférer des slogans politiques hostiles aux ministres - totalement oublieux au ils étaient des circonstances dramotiques qui rassemblaient les policiers - et allant jusqu'à faire le V de la

> - Les événements qui ont suivi l'après-midi à l'initiative de policiers factieux nuxquels s'étnient joints des extrémistes de droite non policiers doivent interpeller les autorités auprès desquelles nous dénonçons depuis longtemps la prêsence dans les rangs de la police de cette minorité maladivement politisée sur des boses hyperréactionnaires et qui depuis longtemps quadrille et contrôle, souvent avec l'accord plus ou moins passif des chefs, pratiquement chaque service de police et chaque commissa-

 Le changement de gouvernement en les fragilisant dans les fiefs au ils avaient pleins pouvoirs et totale liberté de manœuvre ne fait que dêcouvrir un mal qui cependant ronge l'institution de l'intérieur et onnihile tous les efforts de change-

## LA POLICE ET SES SYNDICATS

Les policiers constituent un corps fortement syndicalisé, puisqu70 % des cent vingt mille fonctionnaires de police sont adhérents à une organisation.

La Fédération autonome des syndicats de la police (F.A.S.P.), qui, par l'intermédiaire de différents syndicats, fédère presque toutes les catégories de policiers, a remporté plus de 65 % des suffrages aux élections proune base composite, unie sur les revendications catégorielles, mais fort diverse sur le plan politique, la F.A.S.P., est dirigée par des hommes classés à gauche.

Loin derrière viennent ensuite les syndicats dépendants des ennfédérations (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., C.F.T.C., F.O.) qui ne dépassent paa la barre des 10 %, tandis que l'Union des syndicats catégoriels de po-lice (U.S.C.P.), classée à droite, et qui tente de s'opposer à la F.A.S.P., dépasse, depuis 1982, 20 % des suffrages.

La Fédération professionnelle (F.P.I.P.) ne regroupe que 2 83 % des voix, mais e étendu son influence ces dernière années, grâce à l'adhésion massive des fonctionnaires des bri-gades de sécurité du métro, plus confrontés que d'eutres à la petrème droite par les eutres syndicats, la F.P.I.P. est souvent jugée fort proche du mouvement



THE FLAT WE ST. IN ST. ST.

Transfer on the control to the

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

Many Control of the Baseline

Notes Continue tours

Recent der der e entelem

The state of the s

and a

The section of the se

Wagen ergran and a service

meneral criterio in the 25" The same of the same of the same

Are the services and the services of

BONE BOY TO BE THE LABOUR.

MARKET THE STREET

্রীক্রিক হ' হার জন্ম সংগ্রাহ বিশ্ব

The second of the second second

Fore the course of the second अनुसार केंद्र 190,700.00

of arms of the second

TALONE OF THE PARTY

MARKE MET NOW AND A COURT 

a harries of the last

THE REPORT OF THE PARTY OF THE The second secon THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

mento La **建版文章的** 中国人

Security of the second

STARLS STA CONTRACT OF THE PERSON OF THE THE PERSON OF THE PARTY See to the second secon

At Part and

Thereta area a series and a

Section 19 Control of the Section 19 Control Section 1

JACOUES NOSECOURT

and the second second

重性がなった きゅう

AND THE PARTY OF

white to be a

form to the second of the second of

STEED OF THE COMMENT OF THE COMENT OF THE COMMENT OF THE COMMENT OF THE COMMENT OF THE COMMENT O

the second of the second secon

The state of the s

Control of the second of the s

Source of department of the second

the design of th

Programme and the second

a decorate of the state of

Production of the land

prime

STREET, 2100 DE VINE TO STREET, STREET,

Paris to the second the bounder

Commence of the Amend of the

Territories of Engle

Russiagre, co. .. m. cardical.

De centr ter deper phine

to state and the sale de No.

Des précédents Le 13 mars 1958, en plein tention sur leur situation difficile à l'occasion du vote, par l'As-fédération syndicale des person-

nels de la préfecture de police, sept mille policiers avaient mani-Le 10 septembre 1971, à l'ocfeste dans Paris. Its réclamaient la mise en place d'une « prime de danger a pour tous les personnels actifs, sinsi qua des révisions indiciaires. D'abord silencieuse et canton-

de police, cette menifestation devair dégénérer, plusieurs mil-liers de policiers se dirigeant vers le Palais-Bourbon. Dans les jours qui suivirent. M. André Lahilionne, préfet de police; était remplacé par M. Maurice Papon. M. André Roches, directeur gé-néral de la police municipale, était relevé de ses fonctions. M. Félix Gaillard evait refusé la démission que lui avait proposée le miniatre de l'intérieur,

Le 8 novembre 1967, des po-liciers en civil avaient organisé une marche silencieuse vers le Palais-Bourbon pour attirer l'atdes personnels de police.

casion dù congrès du Syndicat hational des policiers en tenue, une manifestation avait ou lieu à la sous-préfecture de Thononles Bains. M. Roger Deurelle, secretaire général du syndicat; Le 20 janvier 1979, à l'appel

de la Fédération eutonome (FASP), plusieurs milliers de policiers, défilant entre la place de la Bastille et la préfecture de police, avalent réclamé de meilleurs mayens de lutte contre la criminalité. Cette menifestation avait été organisée à la suite du meur-tre d'un gendanne ardéchois.

Enfin, le 7 novembre 1981, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, avait été pris à partie à Lyon per des policiers lors des obsèques d'un policier tué par un malfaiteur.

de l'appel à » In responsabilité », s'affolait, tentait de retenir sa base

Chez Citroën, du 3 au 7 juin 1983.

# Gagnez l'argent de vos vacances!

Gagnez l'argent de vos vacances. Disposez immédiatement du montant de votre reprise. Citroën vous fait

Gagnez 3000 Francs sur la reprise de votre voiture.

Pour tout achat d'une Citroën neuve, Citroën vous reprend votre voiture aux cours et conditions générales de l'Argus + 3000 francs.

Gagnez sur le crédit.

Partez en vacances sans payer: 48 mois de crédit total; 1º mensualité 2° quinzaine de septembre. (Crédits offens par SO.FI.SOVAC sous réserve d'acceptation du dossier - 19, rue de la Bienfaissance - 75008 Paris).

Gagnez sur le délai. Livraison immédiate. (Dans la limite des stocks disponibles).





ese La Monde Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 - Page 9

## Les têtes qui tombent

La chronique policière bégaie. Dans les rues de Paris, vendredi, des fonctionnaires de police out manifesté qu'ils s'accommodaient mal de la gauche au pouvoir, comme à Lyon — en novembre 1981, — lors des obsèques d'un nutre de leurs col·lègues. La aussi, entre Saône et Rhône, plus d'un millier de policiers avaient dérouté un cortège funèbre pour s'en prendre à M. Defferre, ministre de l'intérieur, en le conspuant et en bloquant la voiture ministérielle.

Le malaise est indubitable, même s'il ne s'explique pas seulement par le 10 mai 1981... En 1979, déjà, des policiers exhibaient leur grogne sur le pavé parisien sur l'air connu:

Bonnet, on t'a eu, les policiers sont dans la rue!

Cette mise en perapective ne saurait être rassurante mi satisfaisante pour autant. Vendredi soir, MM. Defferre et Franceschi ont dù régler, à chaud, une crise qui couvait depuis des semaines. Le minis-

## LES POLICIERS TUÉS OU BLESSÉS DEPUIS 1970

L'hôtel Matignon a diffusé, vendredi soir, les statistiques rappelant le nombre des policiers tués ou blessès en opérations de police deouis 1970.

Années	Tués	Blessés
1970	7	314
1971	3	247
1972	1 1	188
1973	4	167
- 1974	7	184
1975	l s	208
1976	5 8 7	203
1977	7	159
1978	5	163
1979	10	215
1980	9	242
1981	3	225
1982	9 3 8 2	285
1983		98
	(an   juin 1983)	(au 30 avril 1983

tre de l'intérieur et son secrétaire d'Etat n'ont pas fait dans la dentelle. D'un coup, il a été mis fin aux fonctions du plus haut responsable de la police en France, M. Paul Cousseran, et du numéro un de la police parisienne, M. Jean Périer. L'un a été démis de ses fonctions; l'autre a dé-

D'autres décisions de cette nature pourraient intervenir sous peu, avant mercredi. Comme au début de l'année, en Corse, e'est à une opération coup de balai, à la tête, que l'on assiste, brutalement, sous la pression des événements.

Le limogeage de M. Cousseran, directeur général de la police nationale, est sans conteste la sanction la plus importante. Ses lieus d'amitie avec le secrétaire d'Etat à la sécurité publique et les appels récents de deux syndicats de policiers demandant son départ semblaient pourtant devoir le conforter dans sa position. Mais plusieurs éléments ont joué contre lui:

La détérioration des rapports entre MM. Defferre et Franceschi, tout d'abord. Sans que l'on sache exactement quelle est son ampleur, celle-ci a eu son rôle. D'une certaine manière, le limogeage de M. Cousseran révèle que M. Defferre entend s'occuper à nouveau de la police et superviser de près le travail de son secrétaire d'Etat. Peut-être marquet-il aussi le regret de M. Defferre à propos de la « démission », en mai, de M. Frédéric Thiriez, directeur de cabinet de M. Franceschi;

Son « antisyndicalisme » supposé. La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P., socialisante), fédération particulièrement puissante, accusait, en effet, M. Cousseran depuis plusieurs mois de renier « les engogements de M. Francescht ». Plusieurs syndicalistes n'hésitaient pas à reprocher an directeur général de la police des opinions politiques modérées ou de droite. En fait, M. Cousseran symbolisait une nouvelle attitude par

rapport à la F.A.S.P. qui avait été longuement et nttentivement écoutée par M. Defferre en 1981 et an début de 1982. La lune de miel était bien finie...

- Un poste «superflu». Administrativement, le poste de directeur général de la police nationale se conçoit, en effet, surtout lorsqu'il n'y a pas de secrétaire d'Etat chargé de la police. Depuis la nomination de M. Franceschi, certains considéraient que la fonction de M. Cousseran «doublonnait» inutilement.

Bien d'autres raisons, tant techniques que politiques, expliquent vraisemblablement cette sanction particulièrement sévère à l'encontre de M. Cousseran. Selon certaines informations, M. Defferre avait déjà demandé le départ de M. Cousseran il y a quinze jours.

## **Précautions**

La « démission neceptée» de M. Périer, préfet de police de Paris. s'explique plus aisément. Il est directement reproché à ce hant fonctionnaire de n'avoir ni prévu ni réussi à contenir les manifestations de vendredi. Responsable de plusieurs services de police en cause, il paye donc une accumulation de fautes. De maniére plus profonde, ce grand commis de l'Etat porte aussi le «poids» des manifestations étudiantes qui ont eu lieu, de façon parfois très débridée, à Paris, depuis le début de l'année, et les coups de sifflets sur le passage du président de la République, le 14 juillet 1982.

Il est du rôle de la police de savoir contenir une manifestation. On reproche, de toute évidence, à M. Périer de n'avoir pas pris suffisamment de précantions on même de n'avoir pas interdit le cortège «subversif» du 3 juio. En septembre 1982, M. Périer n'avait pas hésité à s'opposer sans appel à une manifestation de «policiers mécontents».

LAURENT GREILSAMER.

## M. JEAN PÉRIER : UNE CARRIÈRE PRÉFECTORALE

M. Jean Périer, dont la démission du poste de préfet de police de Paris a été acceptée vendredi 3 juin, occupait cette fonction depuis le 15 juillet 1981. Il avait alors remplace M. Pierre Somveille.

Agé de cinquante-huit ans (il est ne dons le Colvados le 28 moi 1925). M. Périer a fait toute sa carrière dans l'administration préfectorale. Licencie en droit, licencie ès lettres, diplomé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien du cobinet du préfet du Pas-de-Calais (1961-1963), il dirige de 1963 d 1967 le cobinet du préfet des Bouches-du-Rhone et de la région Provence-Côte-d' Azur jusqu'à 1970. Cette année-là, il est nommé sous-préfet à Saint-Nazaire. En 1972, il est préfet de l'Yonne pendant quelques mois avant d'être le premier d ques mois avant a etre le premier a occuper, de septembre 1972 à juin 1974, les fonctions de préfet délégué pour la police dans le Rhône. Préfet de Saône-et-Loire (1974-1976), du Val-de-Marne (1976-1978), il sera, de juin 1978 à juillet 1981, préfet d'Ille-et-Vilaine et de la région Bred'Ille-et-Vilaine et de la région Bretagne avant d'être nomme 6 Paris aux fonctions qu'il doit abandonner avjourd hui.

Lors de so prise de fonctions, il avait déclaré: « Nous devons faire en citoyens une police au service des citoyens. Ces méthodes peuvent et pariois doivent changer ». Il avait entrepris une réforme des structures de la police judiciaire dans lo capitale et les départements de la petite couronne (le Monde du 12 février), qui devait aboutir l'été prochain.

## M. PAUL COUSSERAN : UN PROCHE DE M. FRANCESCHI

M. Paul Cousseran, qui a été démis le 3 juin de ses fonctions de directeur général de la police nationale, occupair ce poste depuis le 24 octobre 1982. Il avait alors remplacé M. Bernard Couzier.

[Agé de soixante et un ans – il est né le 30 juillet 1922 d Uzerche (Corrèze), – M. Cousseran est un proche de M. Joseph Franceschi, secrètaire d'Etat d la sécurité publi-

Résistant et déporté à l'âge de vingt et un ans, il est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1954). Administrateur de la France d'outre-mer, il est détaché au ministère de l'intérieur en 1956. En 1960, il est conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la communauté – alors M. Jean Foyer – puis directeur du cabinet.

Directeur du cabinet du ministre de la coopération — M. Foyer — en 1961, il est nommé ambassadeur de France au Gabon (1963-1965) puis, après un passage à lo division • organisation • du secrétariat général de la défense nationole, il est nommé en 1967 directeur du cabinet du secrétaire général pour la police, M. Jacques Aubert. Il sera ensuite préfet (La Réunion 1969-1972, Haute-Savoie 1972-1974, Essonne 1974-1977). De décembre 1977 à juillet 1981, îl est haut-commissaire de la République, chef du territoire de la Polynésie française. Nommé préfet de la région Corse après l'arrivée de la gauche au poivoir, il occupero ce poste jusqu'à la fin de septembre 1982.

## ML FRANCESCHI : JE COMPRENDS L'ÉMOTION DE CERTAINS POLICIERS

्र स्थान

. .........

- Now to

Contract Con

A 9 6

4 4/47

24

· 12.46,

· Tork

. -34

sep

استان

1.00

.

11.00 mg

7.42 : Nº 7.4

ر سارید اورساوا

Sames along the

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, a fait, vendredi 3 jnin en début de soirée, la déclaration suivante:

Dans la vie de la République, ce n'est malheureusemem pas la première fois que des policiers manifestent leur émotion et leur colère devant les actes criminels atteignant certains d'entre eux. Je comprends donc l'émotion qui a pu s'emparer de certains policiers au moment où était rendu, en présence du ministre de l'intérieur et du secretaire d'Etat chargé de la sécurité publique, l'hommage solennel du gouvernement, de la police nationale, de la préfecture de police et des Parisiens, à deux fonctionnaires de police abattus dans des circonstances particulièrement odécuses.

 Pour ma part, seuls comptent à mes yeux, chez les fonctionnaires de la police nationale, au-delà de leurs opinions politiques que je respecte, leur valeur professionnelle, leur gout de servir l'Etat, leur discipline, leur attochement à la République.

La manière dont j'ai personnellement ressenti le déroulement de cette cérémonie [dans la cont de la préfecture de police] me conduit à affirmer une nouvelle fois toute la sympathie, toute la solidarité que j'éprouve et que je manifeste à tout moment à l'égard de tous ceux qui concourent à assurer lo sécurité des citoyens.

\* Ce matin, dans lo cour du 19-Août, devenue trop petite, de la préfecture de police, étoit rassemblée émue, silencieuse devant le drame des familles, une foule considérable de policiers de tous grades, dans un hommage auquel de nombreux Parisiens avaient tenu 6 s'associer, jusqu'au moment ou l'otmosphère de recueillement a été troublée par certains éléments liés 6 l'extrême droite.

## LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR <u>A L'ASSEMBLÉE NATIONALE</u>

M. Savary: nous souhaitons la pluridisciplinarité mais nous ne l'imposerons pas

L'Assemblée nationale continue, vendredi 3 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur commencée mardi 24 mai, et particulièrement de le pertie du texte concernant l'organisation des universités.

● Le conseil d'administration. — Sa composition (le Monde du 4 juin) sera semblable dans les universités comprenant une unité médicale à ce qu'elle est dans les autres, décide l'Assemblée par 320 voix (P.S.-P.C.) contre 154 (R.P.R.-U.D.F.). Les amendements de l'opposition tendant à préciser les pouvoirs de ce conseil et à restreindre ceux du ministre de l'éducation nationale, par exemple dans la répartition des postes d'enseignants, sont

● Le conseil scientifique. — Il propose des orientations au conseil d'administration. M. Sueur (P.S., Loiret), au nom de la commission des affaires sociales, fait préciser que celui-ci est consulté « sur les programmes de formation initiale et continue ».

Ce conseil sera composé de 50 à 70 % de représentants des enseignants-chercheurs et des cher-cheurs, de 7,5 à 12,5 % de représentants des étudiants, dont au moins la moitié appartiendront au troisième cycle, de 10 à 30 % de personnalités extérieures et - fait ajouter la commission - de 7,5 à 12,5 % de représentants des personnels administratifs, ouvriers et de service, dont la moitié seront des ingénieurs et techniciens. Un ameodement de M. Masson (R.P.R., Moselle) de-mandant que les étudiants ne soient pas représentés dans le conseil scientifique est repousse. M. Gautier (U.D.F., Paris) ayant critique le fait que, par le jeu du collège électoral unique, les professeurs puissent être absents de ce conseil, M. Sueur réplique : . Vous avez mal lu le projet, son article 37 prévoit que les professeurs auront la moitie des ploces des enseignants-

hercheurs. •
A la demande du R.P.R. et de

l'U.D.F., M. Savary, ministre de l'éducation nationale, accepte de revoir dans la suite de la discussion parlementaire la possibilité de places privilégiées pour les titulaires de hautes récompenses scientifiques.

● Le conseil des études et de lo vie universitoire. — Création de ce projet de loi, il fera, lui aussi, des propositions au conseil d'administration. Il sera composé de 75 à 80 % d'enseignants-ebercheurs, d'enseignants et d'étudiants (les deux catégories étant à égalité), de 10 à 15 % de représentants du personnel et de 10 à 15 % de personoalités extérieures.

Le projet gouvernemental prévoyait que ce conseil « veille au respect des libertés politiques et syndicales étudiontes ». M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) critique cette formule, qui, dit-il, « limite les franchises universitaires »; il demande sans succès que les libertés qui doivent être respectées ne soient pas précisées et que cela ne s'applique pas qu'aux étudiants. La commission fait remplacer, malgré les réserves du ministre, « il veille » par « il ést garant ».

• Les unités de formation et de recherche (U.F.R.). Elles remplacent les unités d'enseignement et de recherche créées par la loi de 1968. L'article 30 qui les régit prévoit nne règlementation spécifique pour les U.F.R. de médecine et d'odontologie; mais l'autonomie de celles-ci n'a pas été jugée assez large par leurs professeurs. L'opposition reprend cette argumentatioo, M. Blanc (U.D.F., Lozère) parlant de l'enseignement médical et M. Tonbon (R.P.R., Paris) de la nécessaire - autonomie - des U.F.R. de mèdecine en matière de gestion, de finances et de pédagogie.

de finances et de pédagogie.

M. Lareng (P.S., Haute-Garonne), qui est justement professeur de médecine, réplique : « Une certaine autonomie est nécessaire, mais il serait dangereux d'oller vers la création d'écoles pratiques. » M. Hage (P.C., Nord) prévient que son groupe estime que le gouvernement a trop cédé aux mèdecins. Il déclare : « Il ne serait pas bon que les adversaires du changement mar-

quent des points, fut-ce dans ce domaine. M. Savary, qui se réserve de s'expliquer sur la médeeine quand l'alinéa en question viendra en discussion, indique: « Il n'est pas question d'étendre à d'autres formations le spécificité prévue pour la médecine, ce serait faire éclater l'université.

Pourtant, M. Madelin demande – mais il n'est pas suivi – que soit reconnue la spécificité des facultés de droit, d'économie, de gestion, de médecine, d'odontologie, de pharmacie. En revanche, un amendoment de M. Dumas (P.S., Dordogoe) précisaot que les U.F.R. • associent • et non • regroupent • comme prévu dans le projet gouvernemental, • des départements de formation et des laboratoires ou centres de recherche • est adopté. Mais l'opposition défend la • pluri-disciplinarité • contre les critiques de la majorité.

Par 318 voix (P.S.-P.C.) contre 166 (R.P.R.-U.D.F.), puis pnr 329 voix (P.S.-P.C.) contre 159 (R.P.R.-U.D.F.), l'Assemblée repousse deux amendements qui faisaieot de la présence dans une U.F.R. d'enseignants de disciplines différentes une simple possibilité. M. Savary avait confirmé avant le vote : « Il ne sera pas obligatoire pour une U.E.R. de se transformer pour devenir une U.F.R. Nous n'imposerons pas la pluridisciplinarité,mais nous aiderons à son développement. »

Th. B.

 Un concours de recrutement exceptionnel d'instituteurs sera organisé dans la seconde quinzaine de juin afin de pourvoir des postes vacants à la rentrée 1983. Ce concours, pour lequel deux mille sept cents postes sont offerts, s'adresse aux titulaires du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) ou de titres et diplômes jugés équivalents. Les candidats, âgés de trente ans au maximum, doiveot se présenter, le plus rapidement possible, au rectorat ou à l'inspection académique du département où ils souhaitent concourir. C'est la seconde fois que le ministère a ainsi recours à un concours exceptionnel, le nombre d'élèves-instituteurs sortant des écoles normales étant insuf-

## <u>AU SÉNAT</u>

## Une commission veillera à la « sécurité des consommateurs »

Commencé jeudi matin 2 juin, l'examen du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 16 avril) « relatif à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 15 août 1905 »

du 1° août 1905 » s'est achevé vendredi par l'adoption à l'unanimité du texte eprés qu'il e été modifié.

Ce projet crée une obligation générale de sécurité pour tous les produits et services destinés à être mis sur le marché, institue une commission de la sécurité des consommateurs et procède à une « toilette » de la loi de 1905 sur les frandes et falsifications en matière de produits ou de services.

M<sup>m</sup> Lalumière, secrétaire d'État chargé de la consommation, a justifié la nécessité des dispositions envisagées en rappelant le nombre de décès dus à des accidents « domestiques » : quelque vingt mille en 1980, soit près du double des accidents de la circulation et presque dix fois celui des accidents du travail.

An nom de la commission des affaires économiques dont il est le rapporteur, M. Jager (un. cent., Moselle) a souhaité qu'on ue tire pas argament des principes de sécurité et de santé du public pour transgresser ceux, fondamentaux, du droit et instituer un système généralisé d'interdiction administrative et de délation.

Pour les porte-parole de la gauche, et en particulier pour M. Noé (P.S., Essonne). la compétitivité des entreprises a tout à gagner d'une amélioration de la qualité de leurs produits. Ce débat fut aussi l'occasion pour M= Bidard (P.C., Seine-Saint-Denis) de demander l'interdiction de l'exportation de tout produit dangereux pour la santé et la sécurité.

Avec l'accord du gouvernement, le texte voté par l'Assemblée a été précisé par les amendements de la commission. Sans recueillir l'approbation globale de M= Lalumière, le Sénat s'est inspiré des modèles de la Commission des opérations de Bourse, on de celle des marchés à terme de marchandises ou encore de la commission nationale Informati-

que et libertés pour déterminer, protéger les compétences, le fonctionnement et la composition de la Commission de la sécurité des consommateurs (C.S.C) dont la création est prévue par le texte. Par ses ameodements, le Sénat confère une plus grande autonomie à la C.S.C. en ne le rattachant pas au ministre chargé de la consommation, et lui donne la composition suivante: un président nommé par décret en conseil des ministres, quatre membres désignés par le premier ministre sur proposition conjointe des ministres chargés de la consommation, de l'agriculture, de l'indus-trie et de la santé. Le président de l'Institut national de la consommation ou son représentant, le président du laboratoire d'essais créé par la loi du 10 janvier 1978 ou son représen tant, le président du Conseil supé-rieur d'hygiène publique de France ou son représentant, le président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ou son représen-tant. Un commissaire do gouverne-ment désigné par le premier ministre siégeant auprès de la commission pourrait dans les quatre jours d'une délibération de la commission provoquer une seconde délibération.

## M. GERARD LEFEBVRE COM-MISSAIRE DE LA RÉPU-BLIQUE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Le conseil des ministres du 1er juiu a nommé M. Gérard Lefebvre préfet, commissaire de la République du département de Saint-Pierre et- Miquelon, en remplacement de M. Philippe Parant, qui occupait ce poste depuis le 7 avril 1982.

[Né le 25 mai 1930 à Poitiers (Vienne), licencié en droit, breveté de l'École nationale de la Françe d'outremer, M. Gérard Lefebvre était souspréfet de Cherbourg depuis octobre 1980. Auparavant, il avait occupé notamment les fonctions de secrétaire général de l'École nationale de la santé publique (1962), de conseiller technique amprès du ministre de la santé publique de la Côte-d'Ivoire (1967), de directeur du cabinet du préfet de Lot-et-Garonne (1970), de secrétaire général de la Haute-Saône (1972), et souspréfet de Coutances (1975).]

## M. Giscard d'Estaing à Tours RÉFLÉCHIR ENSEMBLE A UN PROJET COMMUN

(De notre correspondant.)

Tours. — La lédération départementale du P.R. et le Mouvement des jeunes giscardiens ont accueilli plus de deux mille personnes au diner-forum qu'ils avaient organisé, vendredi soir 3 juin, au palais des expositions de Tours, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République a repris les grands thèmes de son récent discours de Lyon (le Monde du 31 mai), insistant sur l'urgence de « se préparer d réussir l'alternance », sur la nécessité de « réfléchir ensemble à un projet commun ». Il a notamment souligné « Le jour où il y aura une politique claire pour la France, ce jour-là, le franc se redressera. » Il a estimé que de nombreux projets du gouvernement o'anraient pas été adoptés s'ils avaient été soumis à l'opinion publique. Anssi lui semble-t-il bon de compléter les possibilités actuelles de référendum par un recours à l'initiative populaire. Une teile procédure, selon lui, ne permetrait sûrement pas de faire adopter l'actuel projet de loi sur l'enseignement supérieur.

M. Giscard d'Estaing n approuvé la «charte» qui vient d'être signée par l'U.D.F. et le R.P.R. Il pense, toutefois, que sa démarche est différente, puisqu'il s'agit, pour lui, de proposer un « projet pour lo EFrance ». Ioterrogé sur les problèmes de sécurité, il s'est montré très prudent, soulignant qu'il est du devoir de l'Etat d'assurer la sécurité des citoyens et que différentes mesures techniques lui paraissent devoir être prises. Il s'est demandé par exemple si un homme seul peut décider de la libération d'un prisonner qui a été condamné par plusieurs.

M. Régis Debray au Centre d'expérimentation du Pacifique.
 M. Régis Debray, conseiller auprès du président de la République, a effectué une visite d'information sur les sites de Mururoa et de Fangataufa, du 23 au 25 mai.
 Telle est la teneur du communiqué diffusó par l'état-major du Centre d'experimentation du Pacifique. La presse

sur les sites de Mururoa et de Fangataufa, du 23 au 25 mal. - Telle est la teneur du communiqué diffusé par l'état-major du Centre d'experimentation du Pacifique. La presse de Tahiti n'a pas manqué de faire un rapprochement entre cette visite et les cyclones qui ont balayé ces derniers mois les sites d'expérimentation nucléaire, d'autant que de grands travaux sont projetes à Mururoa. - (Corresp.)

# FESTATION

M. FRANCESCH: E COMPRENDS L'EMOTE

DE CERTAINS POLICES Charles and the control of the contr

States in the state of the stat Flores and the second of the s And the second of the second o Man services and the services of the services The second of th manage of the second se

Edward of the state of the stat And the second s The form of the state of the st for security of property of the person Application and application of the state of A Property of the Control of the Con Comments of the Comments of th Separate of the state of the s

The design of the same of the The state of the s distre un au manifestation State of the second second

And the last and the second by m sandre de la lamina. A That was a series of the is # 3 Parties -**E. Geca**rd of Estaing à le

FLÉCHIR ENSEMRI - A PROJET COMM A Real of the Control of the THE RESERVE OF THE SERVE OF SERVE

THE PROPERTY AND ASSESSMENT OF THE

men de trate e la persona What can be **学者を**ながらない。 ないで EAST-COLOR DE LA COLOR DE COLO #Elegation of musical and Profit MAKEN CONTRACT OF THE STREET The man to the same of the same the - Mary State of the State of ##### \* \$447 = 125 1 126 15 The state of the state of the state of white to the state of the same The state of the s apper for more transcription in the part

PROPERTY CONTRACTOR OF ANY 1 2 14 15 an and - 1 11 ...... Bullion and a great Michigan A was returned to Taginah geograpi di 🔑 💮 🕟 1947 MARKET BUILDINGS M Charles and the control GREET CO. AND TO ST. magazini, and a second and TERRE THE TALL

1 1 1 1 1 N

1.0

. - -c :- "

**発表となった** A STATE OF THE STA Mr. Commercial Supplied of the same Acres 3 to the second Market and the second ### ### # 65 -30247

M. Regis for a confidence of the confidence of t d offerme and a series The state of the s The State of the S Secretary de D Transfer of the second Management of the same The section of the se designation of the second grande travact office \*\*\*

## DE POLICIERS A PARIS

## M. MAUROY JUGE & AFFLL GEANT > LE COMPORTE UNE « EXPLOITATION ÉHONTÉE » MENT DE M. CHIRAC

L'hôtel Matignon a diffusé, vendredi soir 3 juin, la déclaration sui-vante de M. Pierre Mauroy commentant les propos tenus par M. Jacques Chirac après la mort de deux policiers à Paris (le Monde du

Il est offligeant d'entendre un ancien premier ministre exploiter à des fins politiques la légisime émo-tion suscitée par la mort tragique de policiers dans l'exercice d'une profession dont chacun connaît la grandeur et les risques.

- Rien ne permet d'établir un lien entre la politique menée depuis deux ans par le gouvernement et le nombre de politiers victimes de leur devoir. Une analyse rigoureuse des statistiques de politiers tués ou plessés en compresse des desiries. blessés en opération ces dernières années le montre à l'évidence.

· J'ai eu l'occasion, lors de In campagne des élections munici-pales, de souligner le risque que l'opposition prenaît en traitant si légèrement des problèmes de la sécu-rité des citoyens.

 Je regrette qu'une fois de plus M. Jacques Chirac, comme d'autres responsables de l'opposition, contri-bue « à créer une sorte de climat » qui conduit certains fonctionnaires à oublier que le premier devoir est de respecter et de servir l'État.

· Le gouvernement ne tolérera pas de manquement à ce devoir. »

· La Ligue des droits de l'homme dénonce - la campagne de . haine déclenchée contre le ministre de la justice ». Elle déclare :

- L'amalgame consistant à établir un lien de cause à effet entre l'abrogation des lois scélérates et la mort de deux policiers, ainsi que la campagne de haine déclenchée contre le ministre de la justice qui a osé vouloir voir la France redevenir un Etat de droit sont particulièrement Ignobles

- Les crimes dont ont été victimes les agents de la force publique tues en service commande...devraient provoquer une réaction unanime, excluant toute exploitation politique. La Ligue des droits de l'homme tient à exprimer le dégout que lui inspirent tous ceux qui; par des déclarations publiques ou des manifestations scandaleuses. qu'il s'agisse de certains chefs de parti politique ou de quelques policlers, se sont aussitôt servis de ces événements dramatiques à des fins

## M. JOSPIN:

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. a dénoncé, vendredi 3 juin, l'exploitation éhontée - des meutres des deux policiers - par le R.P.R. et des syndicats de police proches de la droite et de l'extrême

M. Jospin assure que son parti « s'indigne des actes criminels dont viennent d'être victimes des policiers dans l'exercice de leurs fonctions », et qu'il « rappelle le rôle indispensable des forces de maintien de l'ordre dans la prévention et la répression du banditisme ». Au nom de son parti. M. Jospin relève que présentant les réformes de la justice conduites par le gouvernement comme la cause de tous les maux, les statistiques montrent que depuis deux ans la justice s'est montrée plus sévère, que les échecs des libé-rations conditionnelles sont plus rares et qu'il n'y a pas augmenta-tion du nombre des policiers tués ».

M. Jospin ajoute : - La droite, qui connaît parfaitement ces données. fait donc preuve d'irresponsabilité dans son exploitation sans scrupule de la douleur des familles et de l'émotion légitime de la police, -- Il devroit être interdit à quiconque, et particulièrement à des responsables politiques, de jouer à des fins partisanes avec la police de la République », conclut M. Jospin.

## La cohérence et la cohésion

(Suite de la première page.)

L'opposition aux choix économiques, aux orientations diplomatiques, est, aussi, à l'intérieur de la coalition gouvernementale, et les débats entre MM. Chevènement, Delors, Jospin, Marchais et Gallo vont bientôt éclipser la voix des opposants. Peu importe, ceux-ci n'ont qu'à laisser faire en attisant le feu.

La ganche ne gagnerait rien à taire ses divergences et à se comporter en parti de - godillots - mais elle ne doit pas oublier qu'elle exerce le pouvoir. A trop donner l'impression du flottement et de la désunion, elle prend le risque de ne plus le mériter et de le perdre. Cela est arrivé à d'autres auxquels le droit de gouverner était, pourtant, moins fondamentalement

## L'enquête sur le drame de l'avenue Trudaine

La brigade criminelle de Paris a fait diffuser, vendredi 3 juin, les portraits-robots de trois des quatre meurtriers des denx gardiens de la paix, tués mardi 31 mai avenue Trudaine. Ces portraits, établis grâce aux témoignages de personnes ayant assiste à la fusillade, font apparaître que l'un des tueurs est de type asiatique, que la jeune femme a le teint très mat, que l'autre homme, plus agé, portait une moustache assez fournie.

Les policiers recherchent toujours les quatre auteurs de la fusillade, mais aucune information nouvelle n'a jusqu'ici fait progresser leur enquête. La Renault R-5, immatriculée 3235 FH94, dont le groupe s'était emparé pour s'enfuir, n'a pas été retrouvée.

La préfecture de police a d'autre part publié, vendredi, une mise au point sur l'état de santé du motocycliste de la police, M. Didier Vaillant, agé de trente-huit ans, gravement blessé à la nuque, le 2 juin, rue de Courcelles, par un délinquant récemment libéré de la prison de Fresnes. M. Vaillant reste · dans un état comateux mais stationnaire .. selon la préfecture de police. Certains manifestants, vendredi, avaient annonce le décés du motocyeliste.

## Dans la presse parisienne

Le FIGARO : l'Etat socialiste pace d'un après-midi. Tout leur

Jacques Jacquet-Francillon, dans le Figaro affirme : - L'Eini socialiste s'effondre, Comme un château de cartes. On ne replatre pas des cartes tombées. On les recolle comme on peut. ( ... ) Un Etat - un Etat democratique, bien súr - est-il encore un Etat quand le spectacle de la rue montre qu'il est contesté par pratiquement tous les représentants des forces de l'ordre ?

L'editorialiste du Figaro explique que · tous les militants d'extreme gauche - ont voulu voir dans la fraternisation entre C.R.S. et policiers la confirmation de l'existence d'un - complot contre le République -. Pour eux, estime-t-il, - ce n'était pas des hommes d'ordre, désarmés par une politique qui refuse la moindre moyen de défense à la société, qui étaiem descendus dans la rue, mais des - factieux - qui voulaient por-ter atteinte à l'intégrité de l'Etat -LE QUOTIDIEN DE PARIS :

Purge à l'intérieur.

Christian Guérin, dans le Quatidien de Paris, affirme : - Entre les képis penchés à gauche qui trouvent que le changement ne va pas assez vite, que la - démocratisation de la police - n'est pas assez avancée, et les képis penchés à droite qui voient en Gaston Desserre un ventre mou et en Rabert Badinter le complice de taus les vovous, le gouvernemem de la gauche ne s'est jamais marié avec

- François Mitterrand a resolu le problème à sa façon; il s'est en-toure de gendarmes et leur aurait confiè sans daute plus de pouvoirs encore si les artilleurs du GIGN ne s'étaient pas empressés d'utiliser à mauvais escient leurs nouvelles prérogatives. -

ll ajoute : - Face à la crise, Gaston Desjerre a tranché. Il a réhabilité la guillotine, et deux têtes ont roulé au panier ; celles de Paul Cousseran et de Jean Périer, hauts fonctionnaires bien cotés mais. hélas pour eux! bien cotés saus tous les régimes. L'exécution des deux hommes est-elle un sacrifice rituel ou une intention de re-

LIBÉRATION: La chienlit poli-

Sous ce titre, qui barre toute la

première page de Libération, Gilles

Millet écrit : . Quinze cents poli-

ciers fascisants Ont tenu Paris l'es-

etait permis. - Vovant dans ces manifestations · l'echec du ministre de l'iniérieur et de son secrétaire d'Etat à la sécurité publique -. il l'explique ainsi : - En ménageant la chèvre et le chou et en se plinnt nux moindres désirs du corps policier, y compris dans ses aspecis les plus réactionnaires, les responsables du ministère de l'intérieur ont perdu la partie. Aujourd'hui, le gouvernemeni doit faire face à deux ans de politique irresponsable, à deux ans de l'axisme à l'égard de tautes les forces de droite et d'extrême droite qui prospèrent dans la police. (...) Les sanctions - démissions - annoncees vendredi soir signifieni-elles que le gouvernement a enfin réalisé qu'il n'avait rien à gagner à se montrer compréhensif à l'égard d'une institution si gangrence qu'elle en devient dangereuse ? ( ... ) -.

L'HUMANITÉ: la journée Spag-

Le Matin rendant compte des faits sans les commenter. finalement

scul des quatidiens parisiens du matin. · l'Humanité · soutient le gouvernement. Roger Pourteau ecrit dans le journal communiste : " Le chagrin et le recueillement ont été troublès, hier à Paris, par des policiers extrémistes pour qui l'assassinat de deux de leurs collègues importe moins, finalement, que les préoccupations politiciennes. - Surtout il s'en prend a la presse, constatant : - Les journaux qui reprochent au gouvernement d'avoir de la sympothie pour les gangsters sant les mêmes qui recueillent (sans pincerres) les confidences mégalomanes d'Albert Spaggiari. (...) Car on ne peut pas, à la fais, réclamer davantage de séverité à l'égard des malfaiteurs et en faire des heros de bande dessinee. Il n'est pas possible, en meme temps, d'auvrir ses colonnes à Spaggiari et de pleurer sur les cercueils de deux policiers assassinës. Il faut chaisir : an ne neut pas être aux câtes des policiers pour des raisons bassement politiques et avec les gangsters pour vendre du

## La législation sur les armes va être modifiée

L'acquisition, la détention et le port de toutes les armes de poing de calibre 22 long rifle seront prochainement soumis à eu-tarisatian préfectorale, a annonce vendredi soir le ministère de la défense dans un communi-

« A l'occasion de récentes affaires criminelles au cours desquelles plusieurs policiers ont été victimes de leur devoir, le ministre de la défense Charles Hernu rappelle que la lutte cantre toutes les formes de criminalité constitue un objectif prioritaire du gouvernements, indique le communique.

Soulignant «l'insuffisance de la réglamentation ectuelle concernant ces armes de préditection de le moyenne délinquance», le communiqué précise que seront soumises au même régima les carabines 22 long rifia. e proposées à bas prix avec des chargeurs d'une capacité extrêmement élevée », et la catégorie des fusils de chasse dits fusils à pompe « que leur dimension rend facilement dissimulables en vue d'agissements

criminels», indique le communi-

Un décret en ce sens sera publié très prochainement, ajoute le

(La modification de la législation annoncée vise des armes large-ment répandues et bon marché qui se caractérisent soit par un encombrement réduit soit par une capa-cité de tir élevée. En effet, tant les cité de tir elevee. En effet, tant les curabines 22 L R à répétition à automatiques que les fusils dits à pompe (réarmement par sons-garde) peuvent accepter un nombre plus ou moina élevé de cartouches dans leurs chargeurs ou magasin.

Ces armes sont utilisées en cali-Ces armes sont utilisées en can-bre 22 L. R pour le tir sportif ou à la chasse s'agissant du fusil à pompe. Toutefols, la réglementa-tion en matière de chasse interdit dans ce dernier cas que plus de trois cartonches soient emmagasi-

d'arme, chaque catégorie récla-mant des régles particulières, est envisagé depuis plusieurs années par le ministère de l'intérieur qui a normalement compétence en la ma-tière, et une modification de la lé-gislation était attendue par les ar-

# Les sept crimes de Joseph-Thomas Recco

1962 : Joseph-Thomas Recco est condamné ă la reclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre d'un garde maritime. 6 juin 1983 : nouveau procès. Joseph-Thomas Reccova répondre de six meurtres, dont cina commis avec préméditation.

Cet homme a pris figure de symbole. Avant même que soit achevée l'instruction de son procès, dès l'instant où il fut arrêté, il devait incarner le type parfait, absoln du criminel irrécupérable, qui, de surcroît, avait pu récidiver parce que sa première condamnation, motivée par l'assassinat d'un garde maritime, loin d'être perpétuelle, devait être réduite et qu'ainsi il put retrouver la liberté en 1977. Le voilà donc en proie à une vindicte qui déjà se manifesta, pour s'étendre à ses dé fenseurs, tout au long d'une enquête jugée tatillonne et trop formaliste par quelques uns qui ont montré que la loi de Lynch pouvait entrer dans nos mœurs.

Tout montre que ces passions, un peu assoupies depuis deux ans, vont se réveiller au palais de justice de Draguignan, même si, le temps aidant, Joseph-Thomas Recco n'encourt plus la peine de mort, aujourd'hui abolie, et à laquelle il aurait été promis. Et même si Draguignan, siège de la cour d'assises du Var, est assez éloignée de Carqueiranne, localité ou furent commis trois des meurtres reprochés, et plus encore de crime. De ces deux triples crimes, celui de Béziers, accompli le 22 décembre 1979 dans la salle de comptage d'un supermarché, où furent tuées trois jeunes femmes qui y étaient employées, précède celui de Carqueiranne dans le Var, le 18 janvier 1980. Mais e est par l'enquête menée sur ce dernier que Recco devait se tronver impliqué dans l'antre. Que vaut ce dossier contre legnel Joseph-Thomas Recco, qui se dit - innocent à 100 % », va moner un combat désespéré? Les charges n'y manquent pas. Mais s'il apporte assurément des éléments matériels, il laisse encore sur leur faim ceux qui, au-delà, attendent une explication du cas Recco.

## Des aveux rétractés

Le 18 janvier 1980, à Carqueiranne, un homme entre dans la villa de Gilles Le Goff et tout de suite se prend de querelle avec lui. La fillette de Le Goff, apeurée. téléphone aussitôt à une amie de sa mère. Elle a le temps de lui dire : « Il faut venir tout de suite, le cousin de René est là. Il se bat avec papa. - Lorsqu'on arrive, on trouve Le Goff tué de deux balles dans la tête. A côté de lui, mort aussi, un voisin, Jacques Coutrix, qui avait tenté d'intervenir et qui a reçu une balle dans la tête. Enfin, frappée d'une balle dans la tête, Sandrine ne survivra pas non

Les enquêteurs possèdent un indice: Qui peut être ce René dont a parlé Sandrine, qui, surtout, peut être son cousin? On découvre ainsi, parmi les familiers de la famille, M. René Nappo. Et René Nappo a pour cousin Joseph-Thomas Recco. Recco, les gen-Béziers, lieu de l'autre triple darmes le connaissent. Depuis qu'il a été libéré en 1977, ils sa-

20, il avoue. Il dit qu'il a reçu récemment une lettre anonyme fui signalant que Le Goff courtisait son amie, Mie Chantal Blanc. Il a voulu des explications. Il est venu Carqueiranne pour les obtenir, armé d'un Smith et Wesson. Gilles Le Goff s'est montré menacant. Alors, Recco a tiré et en repartant a tiré encore sur Jacques Coutrix et sur Sandrine.

Le 21 janvier, lors de sa comparution devant le juge d'instruction à Toulon, il répète et précise. Le voilà inculpé, écroué. Volte-face le 23 janvier. Il a avoué, c'est un fait, mais parce qu'il a été frappé par les gendarmes. Il le dit à ses avocats, il le confirme au magis-trat. Il donne des détails. Un examen médical est ardonné, suivi d'un autre. Les conclusions sont incertaines. Des traces de coups sont bien relevées mais sont-elles le fait de sévices ou d'automutilations? Les experts ne peuvent le dire. En tout cas, de ce jour, Thomas Recco ne variera plus: il est innocent.

Il ne suffit pas de l'affirmer. Puisqu'il en est ainsi, il va lui falloir préciser, pour commencer, son emploi du temps au moment du drame de Carqueiranne. Il jure n'avoir pas quitté Marseille. Il raconte par le menu qu'en rentrant de son travail, il a pris une douche au domicile de sa tante, Mme Antoinette Susini. Ensuite? Eh bien, il a dîné aprés avoir fait des courses chez des commercants du quartier. Mais sa tante ne l'a pas vu. les commercants cités par lui non plus. Et son amie Chantal Blanc, auprès de laquelle serait venu dormir, n'est pas plus en sa faveur. Tous ceux-là, il est vrai, renieront hientôt ces premières déclarations pour abonder

vent qu'il vit à Marseille. Ils vont dans le sens de Recco. C'est de la milles, tout concourait à une indi-l'y ehercher dès le 19 janvier. Le même façon qu'en 1962, lors du gnation à la mesure de ce scanpremier procès pour le meurtre d'un garde maritime, on avait vu des témoins, membres de la famille ou familiers, réfuter d'abord les alibis invoqués pour ensuite les confirmer avec un bel ensemble.

Ce n'est pas tout. Des traces de terre ont été relevées sous des chaussures de l'ineulpé. Des experts, après comparaison avec des prélèvements de la terre du jardin des Le Goff, parlent d'analogie. Voilà encore une autre charge. Et en voici encore une avec la découverte, au domicile de la tante, d'un trousseau de elés de la villa du crime. . C'est un coup des gendarmes, répond le prisonnier, ils veulent ma perte. Manque l'arme du crime. Au bref temps des aveux. Recco avait dit l'avoir jetée dans la campagne. Elle y est demeurée introuvable. Mais l'examen des balles a permis de l'iden-

## La mère et le frère Antoine

Voilà l'affaire Le Goff. Bien avant qu'elle aille à son terme, elle entraînait l'inculpation de Thomas Recco des trois assassinats qui avaient été commis à Béziers le 22 décembre 1979. Ce jaur-la, trois jeunes femmes avaient été tuées dans la salle des coffres du supermarché Mammouth où avaient été volés ensuite 600 000 francs. Une agression sans précédent, un émoi à sa mesure. La jeunesse des victimes, Josette Alcaras, Renée Chamayou et Sylvette Morel, la façon dont elles avaient été tuées, chacune d'une balle dans le côté gauche de la tête, la douleur de leurs fa- était.

Mais, depuis un mois, les

hommes de la police judiciaire de Montpellier n'avaient trouvé aueune piste sérieuse. Carqueiranne leur en fournit une. Comme à Béziers, trois vietimes, comme à Béziers, des balles tirées dans la tête. Alors on compare les projectiles. Les experts coneluent à des similitudes telles qu'on pent affirmer que la même arme a été utilisée dans les deux cas. Le 12 mai 1980. Thomas Recco était ineulpé. Sa photographie, publiée par un journal, retient l'attention d'un témoin. Il s'appelle Raymond Maffre. Il a soixante-quinze ans. Le 22 décembre 1979, il se trouvait au supermarché et il a vu un homme qui - il en est sûr - est celui de la photo. Il en livre un signalement: la quarantaine, 1,70 m-1,75 m, l'allure sportive, les yeux très bleus. On lui présente une autre photographie de Recco. C'est bien l'homme. On les confronte. M. Maffre est toujours formel.

Thomas Recea n'en est pas ébranlé. Sur les crimes de Béziers, il niera du début à la fin. Il admettra seulement qu'il eut à livrer, une fois, du matériel de plongée à une employée du magasin, mais e'était le 13 juin 1979. Même si, à cette occasion, il lui fallut se faire ouvrir la salle des coffres, ce fut la seule. Car le 22 décembre, il n'a pas quitté Marseille... Là encore. il y aura des alibis à examiner. Il aura aussi à expliquer des dépenses dans les jours qui suivirent, apparemment peu compatibles avec le salaire de chauffeur-livreur qu'il

du commun, celui de sa famille aussi. Depuis qu'il est en prison, il multiplie, à sa mère, à ses avocats, des lettres désordannées. Il y compare son - colvaire - à celui du Christ. Il mèle la désespérance et l'espoir. Au village natal, en Corse, la maman le soutient, se tord les mains et se dit certaine, à 100 % elle aussi, de l'innocence de son petit. Comment ne pas penser aussi au frère Antoine, ineulpé làbas du meurtre de deux campeuses sur une plage, où, comme Thomas en 1961, il se livrait à des pēches pas toujours orthodoxes.

Reste l'homme, son destin hors

Les psychiatres ont planché sur cette personnalité. Ils ont vu un Recco-Janus, une double face : d'un côté un être affable, agréable, tout à fait capable de courtoisie, d'assiduité au travail ; de l'autre, un personnage seeret, en retrait vis-á-vis des choses, toute affectivité abalie. Et celui-là. disent-ils, montre - une indifférence majeure face aux notians

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



## LES INTERNATIONAUX DE TENNIS **DE ROLAND-GARROS**

Les battus des demi-finales mesculines ont un pronostic pour la finale du tournoi de Roland-Garros: Yannick Noah vainqueur pour Christophe Roger-Vasselin; Noah et Wilander à égalité de chancee pour José Higueras. Résultats dimanche 5 juin à partir de 15 heures en Mondovision.

## Les marathoniens

Le demi-finale Wilander-Higueras ne sut pas un de ces maiches brillants où l'attaque est ris-quée sur tous les points. Ce fut une empoignade de longue haleine, dont la durée - trois heures quarante minutes pour quatre sets - rappela la finale de l'an dernier Wilander-Vilas et que la foule considéra comme si accahlante que la chaleur ambiante. Contre le champion sortant. José

Higueras se presentait evec des titres sérieux : récent finaliste é Hambourg et à Rome, il avait éliminé ici même, depuis le début du tournoi, Carlos Kirmeyr, Henri Leconte. Jaime Fillol. Andrès Gomez et Guillermo Vilas. Depuis des mois, il s'entrainait au jeu de volée à Palm-Springs, où il réside depuis son mariage avec une Californienne. Sa technique était jusque-là confinée dans la regularité sur la ligne de fond et les èpreuves de longue patience qui l'ont fait comparer à des marathoniens tels que Solomon, Barazzutti... et Vilas.

Mais l'Espagnol à la barbe d'apôtre - moulé hier dans un offreux equipement, plus digne d'un gars de le marine que d'un èlégant hidalgo - varie daventage les échanges, pratique l'amortie et surtout vient à bon escient terminer les points au filet. Son service-pendule, qu'il met des heures à remonter - comme le faisait naguère Dick Stockton, mais lui avec un profil en coin de rue - est toujours hien placé et sa façon de glisser ses répliques sans avoir l'air d'y toucher lui permet d'être ultrarapide dans ses interventions à le vo-

Le plus ètrange, c'est qu'avec

### A LA TÉLÉVISION SAMEDI 4 JUIN

En direct de 14 h à 15 h 30 et de 16 b 30 à 16 h 55 : finale dames (C. Evert-Lloyd c. M. Jauso-vec) ; puis finale double messieurs (Jarryd-Simousson c.

## DIMANCHE 5 JUIN

En direct à partir de 15 heures : finale messieurs (Noah c. Wilau-- Résnuté à 22 b 55.

men espagnols. Que la renommée de ses grands anciens Andrès Gimeno, Menuel Santana, Manolo Orantès l'ait quelque peu éclipsé, passe en-core. Mais depuis dix ans bientôt, malgré tontes sortes de maladies et d'accidents - et le dernier en date

tous ces atouts Higueras n'a pas tou-jours été le chef de file des tennis-

affecte cruellement son evant-bras. il maintient son classement parmi les tout premiers joueurs du monde et on comprend mal qu'il ne soit pas sinon prophète en son pays, du moins une idole, eu même titre qu'une figure de la tauromachie ou

En fait de maestro, ce fut Wilander qui parut le patron du débat dès les premières balles. Il mena immédietement 2-1 puis 3-2, puis 5-3, jusqu'à ce que Higueras recolle à partout, ce premier set ne restant pas moins acquis à Wilander par

Au deuxième set, les échanges eveient repris leur allure d'enterrement de première classe. Mais on sentait hien que le Suédois, fidèle à sa technique de l'an passé, était décide è occuper le terrain aussi longtemps que ce serait nécessaire et qu'il spéculeit sur le fatigue pour evoir raison de son adversaire. C'est pourquoi, à la différence des initiatives qu'il prenait devant McEnræ, il se gardait hien de monter au filet, ne pratiquant au contraire que la renvoyette en bailes hautes et molles. A ce petit jeu-là, il s'eoglua lui-même à la fin de ce deuxième set, au point de se le faire souffler au tie-break.

Wilander s'était néanmoins repris au troisième set, qu'il boucla avec plus d'autorité par 6-3. C'est alors que l'on s'aperçut que, à force de galoper sur toutes les balles, l'Espagnol était en train de baisser de pied. Il lutta encore avec l'énergie du désespoir au début de la quatrième manche. Cependant, ses gestes de scarabée en disaicot long sur son état d'épuisement.

Mats Wilander, à présent, dominait lotalement les opérations. 2-0, 4-0, 5-0, 6-0 : la cause était entendue, le public recru. Higueras carbonisé et le vainqueur conviè pour la partie royale de dimanche.

OLIVIER MERLIN.

## Pression, pression...

Pression. Le mot est devenu ces lernières années une clé du vocabulaire tennistique. Expression favorite de Bjorn Borg : e/ put the pressure on hims, pour expliquer la conduit d'un match. Elia a été tellement galvaudée au il semble parfois que le ieu est une affaire de cheminots réglant les manomètres de la cheudière tennis. Ah I la beau temps du tennis à vapeur avec le etchouk-tchouk »

Pression. On hésite toujours à recourir à ce vocabulaire qui, à force de tout expliquer, ne veut plus rien dire. Mais comment faire pour apprécier effondrement de Christophe Roger Vasselin face à Yannick Noah ? Une demi-finala conclue en 87 minutes sur la score cruel de 6-3, 6-0, 6-0, on n'avait pas souvent vu pareil avatar à Roland-Garros.

«Quand j'ai gagné le deuxième set, 6-0, j'ai vu qu'il n'avait plus de tions. Sur certains points, je me suis surpris à grommeter c'Allez Chrisa, dit la bourreau de Roger-Vasselin qui evait dû ferrailler cinc manches (6-7, 4-6, 6-3, 6-4, 6-3) contra lui lors du premier tour du National 1979. Ce n'est pas pour au-

LES RÉSULTATS DU VENDREDI 3 JUIN

> SIMPLE MESSIEURS Demi-finales

Noah (Fr.) b. Roger-Vasselin (Fr.), 6-3, 6-0, 6-0; Wilander (Snède) b. Higueras (Esp.), 7-5, 6-7, 6-3, 6-0. DOUBLE DAMES Demi-finules

Fairbank-Reynolds (Af. S.-E.-U.) b. Durie-Hobbs (G.-B.), 6-3, 6-2; Jordan-Smith (E.-U.) b. Madruga-Osses-Tanvier (Arg.-Fr.), 6-4, 6-4.

DOUBLE MIXTE Domi-finate Jordan-Teltscher (E.-U.) h. Turnbull-Lloyd (Aust-G.-B.), 4-6, 6-2

\* Entre parenthèses figurent le classement A.T.P. des joneurs. RECTIFICATIF. - Contrairement ce que nous avions écrit dans notre édition du 4 juin, l'équipe Dyke-Prajoux (Aust-Chili) e été battuc 6-4, 1-6, 6-3

par Gonzales-Pecci (P.-R.-Par.) en quart de finale du double messicurs.

tant que Nozh a pensé un instant lui laisser un jeu : « Pourquoi pas un set ou deux ? Ce n'est pas le National, icia, a-t-il dit. Assurément, non, dit hier Nosh qui se détendait comme un joueur de basket pour écraser des lobs trop riquiqui et était anime par une inexprimable rage de vaincre qui lui fit baleyer comme une tomade noire le dernier obstacle qui se dressait devant sa première finala d'un tournoi du grand chelem. Rogersaelin a bien cédé sous la formidable pression qui l'a écrasé eprès son

nination de l'Américain Connors. Avant de tomber « Jimbo », qui était-il? Le numéro huit français classé 130° par l'ordinetaur de l'A.T.P. (association des joueurs pronnels) eprès evoir connu des iours meilleurs. Un garçon de vingtsix ans, au tennis retro à l'époque du tennis turbo. Son étrange gesticulation sur la court faisait dire qu'il déliwrait son coup droit comme un coup de clé é molette et qu'il se déplaçai comme une terentule. Plus de tête qua de jambes. Le froid tacticien qui e ruiné les espoirs de Connors manquait de coffre. Ne parvenant pas à suivre le rythme d'entraînement im-posé aux autres espoirs fédéraux, il s'était organisé sa vie tout seul eprès avoir renoncé également oux services d'un entraîneur privé.

En merge du système, il assumait, avec le fiegme et l'humour qui trahis-saient ses origines anglaises, sa condition de second plan français dont la public a cru un moment qu'il se prénommait Roger. Et il persévé-reit : « Quand il sent qu'il a une chence, il se met à plat ventre jusqu'au bout s, a noté Jean-Peu Loth, le directeur technique national de la fédération de tennis. Et puis, le 31 mai, le tête de série numéro un a roulé sur la brique pilée, voilà Roger-

## Vasselin promu au rang de vedette Contrats\*

Le bon côté de la chose ce sont les 164 360 F qu'il a touchés auxquels vont s'ajouter la prima de son P.-D. G. d'Evian signalt un contrat de que Arhlon », a reconnu Patrick

Garros qui est son agent pour la groupe Merk McCormack. IMG négociait ce contrat depuis plusieurs mois pour Mats Wilander. L'affaire e été conclue tambour battant en faveur de Christophe, après que les dirigeants de la société aient vu la match à la télévision. Une autre étiquette cousue ectivement sur la chemisette de Roger-Vasselin indiquait qu'un second contrat avait été signé dans des conditions enalogues avec una marque de bonbons.

Le vedettariat e aussi un mauvais côté. e En quelques heures, Christophe s'est découvert des centaines d'emis. Il a été sollicité de toutes parts. Il a dispersé son influx nerveux », e encore noté Proisy. Interviews, réceptions, coups de téléphone : e Je n'ai pas eu une minute à moi pendant deux jours. Je n'avais pas l'habitude. Je n'ai pas su dire Je retiendrai le leçon », a déclaré Roger Vasselin après sa défaite. e Je pensais pourtant que j'aurais pu surmonter les conséquences de cette vietaire sur Connare at rester concentre sur le tennis. » Malheureusement, ce ne fut pas le cas. e J'ai fait des fautes non provoquées, j'ai joué trop court, j'ai accumulé les doubles fautes. . Pourtant, Roger-Vesselin a cru qu'il avait sa chance

comme face à tous les autres joueurs. « J'ai eu le foi espoir de ca-

Yennick Nosh, qui avait fait ce genre d'expérience avant lui, s'était au contraire, e mis au vert » avant cette demi-finale: c Ce qu'il a fait pour arriver à ce stade du tournoi est fantastique, mals ce metch était tron dur mentalement pour Christophe.

Pression. Cette demi-finale donna comme jamais le sentiment que le perdent s'enfonçait dans les abimes du doute. Roger-Vasselin pourra-t-il s'en remettre ? Pierre Darmon, l'ancien numéro un français qui est l'agent de Noah pour le groupe Donald Dell avait remarque avant le match : e Christophe ne ve pes se mettre à battre tous les jours des iqueurs forts, son standing va dépendre beaucoup de ce qu'il va réussi par la suite. En 1980 Caujolle avait battu Connors à Monte-Carlo, puis avait eu une belle de match contre lui ici. Cela n'avait pas pour autant changé sa via. » Toute la différence qu'il y avait entre le numéro un francais et le numéro huit apparaissai dans cette remarque: « Quoi qu'il arrive maintenant, la vie de Yannick Nosh sere changés. »

ALAIN GIRAUDO.

## **FOOTBALL**

## Sixième titre pour Nantes

Nantes champion de France pour la sixième fois, Lyon et Mulhouse relégués en denxième division, Tours appelé à disputer deux mat-ches de barrage contre Nîmes pour tenter de préserver sa place en pre-mière division : le verdict de la dernière journée de compétition, dispu-tée le vendredi 3 juin, était attendu.

Le suspense résidait en fait dans l'attribution des places d'honneur les 164 360 F qu'il a touches aux-quels vont s'ajouter la prima de son commanditaire habituel, Lacosta, et Lens et Laval devraient disputer deux nouveaux contrats. e Trente- cette épreuve. Les Lavallois devront toutefois attendre le résultat des demi-finales de la Coupe de France promotion pour le boisson énergéti- jouées le mardi 7 juin. Dans le cas probable d'une finale entre Nantes. Proisy, l'ancien finaliste de Roland- le champion de France, et ParisSaint-Germain, les joueurs de la capitale seraient qualifiés pour la Coupe d'Europe des clubs veinqueurs de coupe et céderaient donc leur place en Coupe de l'U.E.F.A. aux Lavallois.

## LES RÉSULTATS

DE LA DERNIERE JOURNEE	
*Nantes b. Mulhouse	3
Monaco b, Bordeaux	
Paris SG. b. "Ronen	
*Sochaux et Laval	
Lens b. "Nancy	ŀ
*Tours b. Brest	ŀ
*Auxerre b. Lyon	۲
*Lille et Mctz	ŀ
* Strasbourg b. Toulouse 3	ŀ
*Saint-Étienne et Bastia	•

## Médecine

# RÉANIMATION ET CONTRAINTES ÉCONOMIQUES Des survies trop coûteuses?

Traduire la mort en chiffres. Le trébuchet reste à inventer qui dire combien elle coûte et combien. à la repousser, on peut espérer économiser. Médecins, reanimateurs et économistes de la santé commencem pourtant à réfléchir à ces questions. Du même coup, ils conduisent à s'interroger sur la nature des rapports entre l'argent et l'euthenasie.

De notre envoyé spécial

Genève. - Les restrictions budgétoires en matière de sonte neneront-elles à une nouvelle définition de la médecine et son projet ? Les choix économiques ontils déjá dans ce domaine des uences ethiques ? Questions difficiles, trop rarement posées de manière concrète. A Genéve, où vient de se terminer le seconde réunion européenne de réanimation, on n'a pas craint d'ouvrir ce déhat à l'occasion du quarantième annivarsaire de la revue suisse de langue française - Médecine et hygiène -. Née il y a une trentaine d'années, la réanimation est devenue une discipline conteuse, à la fois vitrine et miroir des progrès médicaux dans les pays industrialisés. Elle suhit eujourd'hui les assauts conjoints des partisans da la « mort douce » et des contraintes budgétaires.

En ces temps de crise, chacun découvre à sa manière que - pour reprendre une formule à la mode. -si elle n'o pas de prix. lo

santé a bient un caut ». Les charges croissantes imposées par les dépenses de santé pourraient faire rapidement découvrir quelles sont, à cet égard, les vraies limites de la solidarité nationale. Dans ce domaine, la réanimation se situe en première ligne.

Née dans le début des années 50, cette discipline médicale est la résultante des découvertes biologiques et des réalisations techniques de l'immédiat aprèsguerre. Elle appareît presque simultanément en France et dans les pays scandinaves, avant de se généraliser en Europe puis aux Etats-Unis.

S'individualisant progressive-ment, elle prenait en charge, pour les assurer et les corriger, les besoins circulatoires, respiratoires, rénaux, mètaboliques et nutritionnels des organismes gravement lésés (1). Son objectif : éviter les morts indues.

Où en est-on aujourd'hui? " En 1966, dit le docteur W. A. Knaus, de l'université de Washington, on pouvait lire dans le magazine Life un article consacré d l'avenir de la médecine. On expliquait qu'on serait mieux à l'hôpitol dons lo mesure où il existerait des unités de soins intensiss comportant tous les outils et les appareils imaginables pour corriger les défaillances de l'organisme. Aujourd'hui, poursuit-il, tout ce que Life décrivait, nous l'avons. Mais l'enthousiasme de 1966 a disparu. . Conséquence ou non, les soins intensifs ont constitué une charge financière rapidement croissante. De 1960 à 1983, ils sont passés aux Etats-Unis de 0 à 20 % des dépenses hospitalières. ils absorbent, à eux seuls, dans ce pays, aujourd'bui près de 1 % du

produit national brut. Les mêmes tendances ont été observées en Europe où les dépenses de santé représentent maintenant entre 7% (Suisse) et 14% (Pays-Bas) du P.N.B. et où la réanimation prend une part d'environ 15 % des dépenses bospitalières.

## Trente-quatre paramètres biologiques

Les soins intensifs constituent donc l'un des principaux chapitres dès lors qu'on s'intéresse à la maîtrise de ces couts. « Naus devons avoir le courage de prendre de

La réenimation pratiquée en France est-elle différente de celle

des États-Unis ? Les résultats

nouvelles responsabilités », cstime le professeur Claude Perret (Lausanne). « Les limites économiques et éthiques des soins intensifs sont aujaurd'hui un débat essentiel. Si les médecins ne l'entament pas, d'autres le feront à leur place - Pour les orateurs réunis à Genève un travail scientifique d'évaluation de cette discipline devrait être réalisé avant toute discussion économique ou philosophique. En d'autres termes, il s'agit pour eux de mettre au point un règlement permettant de définir l'attitude la plus

3 000 francs par jour

ntés à Genèva par la protesseur Jean Roger Le Gall (hôpi-tal Henri-Mondor é Créteil) apportent quelquae intéressants ments de réponse. L'étude a porté sur milla deux cent quatre-vingts malades de sept services français et de cinq services américains équipés de manière similaire. Dans tous les cas, il s'agissait d'une organisa-

les cardisques et les brûlés. L'auteur note que le nombre des infirmières est de deux à quatre fois plus élevé outre-Atlantique (une infirmière par maiade aux États-Unis).

La durée moyenne de séjour varie notablement (10,9 jours en

tion multidisciplinaire recevant, à la fois, des maledes médicaux et

chirurgicaux. Seules exceptions:

Frence contre 5,3 jours aux États-Unis). La grevité des affections et la mortalité globale apparaissent néanmoins

rationnelle possible; une stratégie

e Il est difficile de préciser, conclut le professeur Le Gall, si les services les plus coûteux sont les services français ou eméricains. Certes, dans ces demiers le prix de journée doit être plus élevé, car la densité en personne est plus forte. Mais la durée de séjour est significativement plus longue en France, si bien que, pour une maladie donnée, le prix de revient est peut-être supérieur. »

née d'un service de réanimation se situe aux environs de 3 000 francs, soit un séjour moyen d'un montant de près de 33 000 francs.

J.-Y. N.

en forme de discrimination thérapeutique - éclairée ».

Dans ce domaine, le docteur Knaus fait figure de pionnier. Il a mis au point, à Washington, un système informatisé de mesure du degré de gravité de l'état de ses patients. Ce système fait notamment appel à trente-quatre paramètres hiologiques. Il permet le calcul d'une « probabilité de mortalité - en fonction d'un état pathologique donné et représente déjè une méthode - d'admission sélective des patients ». « L'autre voie majeure par laquelle la thérapie des soins intensifs pourrait être rendue plus sélective est de mettre fin aux soins plus tôt chez les patients qui ne répondent pas à des efforts initiaux énergiques .. explique le docteur Knaus. Ainsi, une étude faite sur deux mille cas lui permet d'affirmer qu'il n'existe aucun précédent de survie lorsque trois défaillances de systèmes viteux persistent pendant plus de quarante-huit beures.

Une autre étude réalisée à Copenhague par le docteur Jesper Kvist (2) vient a posteriori desinir les vraies limites des soins intensifs. L'analyse des résultats à long terme sur plus d'un millier de cas montre qu'un an après leur admission dans un service de réanimation la moitié des survivants ont repris une activité « normale » mais aussi que le temps passé en activité « limitée » est le double du temps passé en activité normele; 12 % des maledes sont morts après la sortie de l'hôpital, qui, s'ajoutant aux décès durant l'hospitalisation, portent à 42 % la mortalité après un an.

« A l'hôpital de Créteil, a expliqué le professeur Jean-Roger Le Gall, nous mettons en œuvre

dans certains cas une thérapeutique de « confort » qui a pour but d'adaucir la douleur et de ne pas prolanger inutilement lo vie des malades. - La décision doit être prise è l'unanimité de l'équipe soignante, les familles o'y étant pas associées. Ce service reçoit sept cents malades par an, cent soixante-quinze décès sont enregistrés en moyenne. Pour le proesseur Le Gall, . si ce traitement de confort, actuellement décidé sur des critères subjectifs, ovolt été mis en place cinq jaurs plus tôt sur des critères abjectifs, un bénéfice annuel de 220 000 dollars aurait été réalisé pour l'ensemble du service ».

Ces préoccupations économiques surviennent alors que se dessine un courant de plus en plus fort réclamant le droit à une mort douce . : un courant que n'ont pas freiné, loin de là, les images caricaturales d'une réanimation è outrance; notamment pour cer-tains chefs d'Etat. Le fait que les deux tiers des dépenses de santé soient concentrés sur les derniers mois de le vie et le vieillissement croissant de la population occi-dentale amèneront-ils à une redéfinition de la pratique et de l'éthique des soins intensifs ? En d'autres termes, la question, aujourd'hui, est de savoir si, sous la pression de l'argent l'euthanesie trouvera un droit de cité à l'hôpi-

JEAN-YVES NAU

RIM

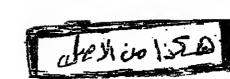
Mari Est a

( F1( ) 28

entre les réanimations médicales. chirurgicales (postopératoires) et néo-natales.

(2) Cette étude est réalisée à l'Unité mixte de soins intensifs, chirurgicale et médicale, à l'hôpital Herley, dans la région de Copenhague, en collaboration avoc l'institut danois des études clini-

Page 12 - Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 •••



# Se grow to finale du tourni Mankata dimanche 5 in

gates Cause comardis . (F The Throngon is well Seast sera changee.

MTBALL

, J. ...

minter. 150 34 经基面基

Streets face of four le Astance American des ses Secure of transporters of the page are constant a till and Marin States & De stade of the control of the contr Gra - Jahr. Britishili bon Osfer Britishi and an anal ce mara se Barris Britishi a na asade an le

Electrical Course desired to the control of the con the diducts profession by a section of the section Charles of the property of the Sagant de Noch pour la ser saints des Noch pour la ser saints des Transference la contraction de Constante la Marie Constante de la Martine of California tons to the Angerra forta son standarda Angerra forta son standarda Angerra forta fo States on whe bally de made ME. COLD IT SWOT DES PAT change sa use a Tourist that as an arrivate has the

ALAIN GRAE

itre pour Nantes

Service Correction to posens Francis de la de de Western for a new of states man plant en Corpe delle ART LENDINGS TE LA DERNIERE HO

Market & Marinese Berger & Sieben . Maria N. of the William Berten et Lavi. Edward . Astonia Kom m West \* Sera Survey Tolker.

which a straight of the western das de la maria du esta Bart affer ber in ber ber alle ficht pertine of the second to Mary State . . . . Courtes Gram a funt einer delen. EREPTE 185 I'm ite the

Bernetten er er er er er er RESERVE OF A STATE OF THE MOREANTON, 11 12 LOCK WE MAKE TO A TOTAL PARTY TORNOTES TO A 1 1 1 1 1 1 1 1 1 the start start willer with the deep read the collins AND MANY STATES OF THE PARTY AND pulse that we will be a first Being filter untaken an er er er tart auralia in e dia me ment the day of Can project in a STATE OF THE PARTY for the area of the area THE PERSON NAMED IN COLUMN TO SERVICE AND ADDRESS OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TO SE AMERICAN SECTION OF THE PARTY OF

same chelle This Lead Mous tiere de deres 5 SAME VINE OF WEST Micros de la la estada STREET OF THE PARTY OF THE PART American de la estación wee des mars misses Magazina terrom a cons goard house and Market to the state Property and the state of

JEAN-YVES The function of the self-SHEET THE SEC. **确有地 30 %** 

# Culture

## Satisfaction à Dakar après l'élection de M. Senghor à l'Académie française

avec fierté, mais sans enthousiasme dent (A.F.P.). particulier.

Le fait que le premier Noir devenn « immortel » soit un Sénéga-lais remplit de satisfaction les intellectuels et l'élite politique da Sénégal, fiers de la consécration ainsi apportée aux théories sur la négritude et l'avenir de l'Afrique, chères à l'ancien président.

L'homme de la rue, en revanche saisit difficilement la portée de l'événement, d'autant qu'en général son français est encore hésitant, sinon embryonnaire. Les qualités litté-raires et poétiques du « chantre de la négritude » ne sont guère perçues par ceux qui vivent effectivement les réalités quotidiennes de l'homme noir. Ils n'en sont pas moins fiers, cependant, de la distinction accordée au « père de le nation sénégalaise ».

L'élection fait la - une » des deux quotidiens dakarois, mais seul le journal d'opposition Takusaan (le

- Au-delà de toute considération politique, l'élection de M. Senehor représente enfin, de la part de l'Eu-rope, la reconnaissance de « l'autre négro-africain » et une consécration posteriori de la négritude », estime le iournal.

De son côté, le président sénéga-lais, M. Adbou Diouf, a, dès l'annonce de l'élection, adressé à son prédécesseur un télégramme de félicitations : . L'histoire retiendra cet événement comme un moment signi-ficatif dans la vie de l'Académie

## CORRESPONDANCE

M. Robert Hersant et l'Etat M. Robert Hersait, propriétaire du Figaro, nous écrit à nouveau, à la

suite des informations que nous rappellions dans notre édition du 28 mai, en complément à sa précédente lettre sur les conditions de l'ochat du Figaro. M. Hersant écrit

Je vous confirme aujourd'hui ce que je déclarais hier : ces négocia-tions avec des banques privées se: sont déroulées hors de toute inter-vention de l'Etat, confraîrement à ce que vous vouliez laisser supposer. D'ailleurs toutes les banques concernées étaient privées.

Le Monde du 28 mai a cru devoir ajoutet : « On se soavient que l'ochat du Figaro par M: Robert Hersant en 1975 avait été grandement favorisé sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, par l'intervention de Me Morie-France Goraud. . Je vous Indique que j'ai acheté le Figaro a M. Jean Prouvost sans ancine intervention d'une or conque personnalité politique. Lorsque M. Jean Prouvost a décidé de se retirer et de me vendre le Figuro, je ne connaissais pas M. Jacques Chirac ni Ma Marie-france Garand.



Dakar. - L'élection de l'Acadé- française qui, nul doute, grace à vomie française de l'ancien président : l'e action personnelle, va s'ouvrir sénégalais Leopold Sedar Senghor encore davantage à la francraité des jeudi 2 juin a été accueillie à Dakar cultures . écrit notamment le prési-

· Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a adressé vendredi 3 juin un télégramme de félicitations à M. Leopold Sedar Senghor pour son élection à l'Académie française. C'est un honneur pour la France de voir un homme tel que vous siéger dans cette institution prestivieuse. Toute votre action est associète au combat pour la liberte et l'émancipation des peuples, écrit M. Mauroy. Vaus symbolises la rencontre entre une langue et des cultures et vous avez su faire de la francophonie un creuset particuliè-rement fécond. Votre combat est aussi le notre, c'est celui d'une politique capable d'apporter un espoir aux peuples des pays du Sud comme à ceux des payx du Nord. »

## LA MAISON DE LA CULTURE **DE NANTES MENACÉE**

La maison de la culture de Nantes et de l'agglomération nan-taise craint de vuir dénoncée la convention qui la lie à la municipalité, dirigée per le sénateur R.P.R. Michel Chauty. La commission culturelle aurait décidé de proposer au conseil municipal, qui se réunit le 13 juin, de mettre fin à partir du la janvier 1984 à sa collaboration avec la maison de la culture, qu'elle l'inance à plus de 60 % et dont les crédits d'investissement et de fonc-tionnement ont déjà été ramenés au niveau de 1982 : 4 500 000 francs.

· A l'Est Républicain, une nou velle audience de référé a eu lien vendredi 3 juin au tribunal de commerce de Nancy. Six actionnaires du clan » Boileau-Fournier réclamaient le remplacement de l'administrateur provisoire, ou à tout le moins la nomination d'un coadministrateur, et le report de l'assemblée générale prévue le 10 juin. Les avocats de la partie adverse, le «clan» Lignac-Pinchard, et ceux du Républicain lorrain, avaient auparavant introduit une requête à fin de renvoi pour cause de suspicion légitime envers les magistrats du tri-bunal, Celui-ci rendra son jugement le:7 juin: (Corresp).

M. Max Dejour, directeur de la rédaction de Sud-Ouest, vient d'être nommé président du Groupe ment des rédacteurs en chef de la presse quotidienne régionale. Il succède à M. Jules Chauwaer. (Nord-Eclair), président depuis la création du groupement, en 1969.

• La cour d'appel de Paris a an-nulé, par un arrêt du jeuci 26 mai, la sentence, arbitrale > rendue M. Jean Pierre-Bloch en faveur de M. Gaston Boyer, ancien administrateur du Petit Méridional. Celuiei réclamait à la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) plus de 20 millions de francs pour le transfert, illicite à ses yeux, de son ancien journal à la SNEP. La cour s'est en outre déclarée compétente pour juger sur le fond : l'audience aura lieu le 10 novembre.

• PRÉCISION. - L'assemblée générale des porteurs de parts de la Société le Monde qui s'est réunie le 2 juin (le' Monde du 4 juin) s'est prinnoncée sur la création d'une société constituée à parts égales avec Publicis - c'était une question préalable à la réalisation d'un Monde illustre - par un vote dont les résultats ont été les suivants : 81 % des parts se sont prononcées contre, 16 % pour, 1,5 % s'abste-nant. Il y avait en outre un action-naire absent, détenteur de 1,5 % des

- [ Publicité] Église Saint-Germain-des-Prés Mardi 7 et Mercredi 8 Juin 1983, à 21 heures Nicole FALLIEN M. FRANCESCHI Soprano

J.J. DOUMENE Robert DUME CHORALE VITTORIA

de l'école de musique d'Argenteuil - Chef des Chœurs Michel PIQUEMAL CHŒURS, SOLISTES et ORCHESTRE

sous la direction de BERNARD THOMAS

LOCATION: LES 3 FNAC (Adherents Alpha)
PARIS SAINT-ROCH - 22, rue Saint-Roch, 75001 Paris - 261-93-26
(du hindi au wendredi de 11 heures à 18 heures) ÉCLISE SAINT-CERMAIN-DES-PRÉS (les 3 derniers jours)

LE CROUS, 39, avenue G. Bernanos PRIX DES PLACES: 100 F (Réservées et Numéronées), 60 F J.M.F., Englishts, Cartes Vermeil, Collectivités: 40 F (Dans la limite des places disponibles)

## AU CONGRÈS DE L'UNION DES SYNDICATS D'ARCHITECTURE

## Désordre moral et inquiétudes économiques

Crise de construction ; préparation lente et confuse d'une « réforme de la réforme » de 1977 qui régit leur profession : les architectes sont inquiets, matériellement et moralement. Ils l'ont exprimé avec virulence à M. Quilliot au congrès qui réunissait plus de quatre cents hommes da l'Union nationale des syndicats français d'architectes

## De notre envoyée spéciale

(UNSFA), à Avignon.

Avignon - En juin 1981 à Biar-ritz, les architectes de l'UNSFA accueillaient un nouveau ministre de l'urbanisme et du logement, qui leur annonçait - une politique d'accrois-sement des mises en chantier -. Deux ans plus tard, à Avignon, le même ministre, M. Quilliot, est sérieusement chaliuté et pris à partie par des professionnels qui subissent erise générale du bâtiment : 343 000 logements mis en chantier en 1982, une baisse de 14 % par rapport à 1981. Or, depuis dix ans, le nombre des architectes a plus que triplé : de 6 300 en 1972 ils sont passés aujourd'hai à près de 20 000. Et on compte 16 000 étudiants.

A ce · marasme de la construction - qui menace la survie économique de la profession, et dont M. Quilliot a admis la réalité sans promettre la . relance - souhaitée. s'ajoutent les incertitudes concernam la réforme étudiée depuis plus d'un an au ministère.

La suppression de l'ordre des architectes et la création d'ateliers publics liguraient dans une proposition de loi déposée par les socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition. puis dans les programmes électo-raux de la gauche. Une réforme de l'enseignement était par ailleurs en gestation. Enfin M. Quilliot avait trouvé dans son héritage quelque deux mille dossiers de maîtres d'œuvre refusés par les commissions régionales et à qui il fallait donner, en verta de la loi de 1977, une réponse définitive : leur dire si oui ou non ils ponyaient exercer comme archi-

Peut-on faire de cet ensemble disparate de préoccupations une nouvelle loi ? C'est en tout cas l'objet des réflexions de l'administration depuis plus d'un an et des rencontres avec des instances professionnelles, dont la représentativité est très variable.

Sous prétexte d'en réserver la primeur au conseil des ministres, qui entendra une communication sur ce sujet en principe le 29 juin, M. Quilliot n'a pas indiqué à Avignon les orientations générales de sa réforme. Il a même complètement éludé la question de l'ordre. En fait la position personnelle du président de la

République et la réflexion qu'il a de-mandée à M. François Luchaire sur l'ensemble des professions libérales seront sans doute déterminantes L'opposition formelle de l'UNSFA à la création de - chambres régionales » et à leur linancement par une taxe (à la place de la consarinn obligatoire qui irrite depuis toujours les architectes de gauche) a été rappelée par M. Delaporte, qui a souligné la - perie d'autonomie - qui en résulterait. Le président de l'ordre, M. Jacques Vissière, plaide constamment de son côté pour le maintien d'une instance responsable de la déontologie, et il est vraisemblable que la majorité des architectes restent attachés au symbole.

Rien de nnuveau à propos de l'nrdre, donc. Sur les autres points du contentieux, M. Quillios a apporte une ou deux réponses, du moins des indications. Pas question par exemple d'imposer anx collectivités lo-cales la création d'ateliers publics dont les architectes craignent une concurrence déloyale . En revanche, à la vigoureuse demande de M. Delaporte de ne pas laisser l'architecture . en pâture à l'amateurisme broulllon es à l'affairisme cynique - des maîtres d'œuvre et des pavillonneurs, le ministre de l'urbanisme et du logement n'a pas cédé : il estime que la situation créée par la loi de 1977 est insupportable.

## Relever la tête

Le ponvoir politique ne peut se resoudre à înterdire d'agir comme ar-chitectes plusieurs milliers de maitres d'œuvre qui beneficient d'autorisations provisoires. Faul-il pour autant supprimer le recours obligatoire aux architectes pour les maisons de plus de 170 mètres carrés? M. Quilliot pense que ce seuil n'a pas de sens et que cette me sure n'a pas donné - réellement plus de travail aux architectes . Il envisage donc de limiter l'obligation légale de recours à l'architecte aux constructions publiques, aux constructions édifiées avec des fonds publics, ou recevant le public. Pour le reste, le ministre de l'urbanisme souhaite - rendre l'architecte plus nécessaire qu'obligatoire .. l'État donnant l'exemple et redevenant un grand mattre d'ouvrage ..

A qui profitera le démontage par tiel de la loi de 1977 qui n'a pas tenu, il est vrai, toutes ses prome à l'égard de la profession mais a permis, selon beaucoup, aux architectes de relever la tête, d'être mieux considérés et de faire comprendre l'utilité de leur interven-

Tout le monde semble d'accord dans ce dialogue tendu et houleux pour mettre en avant le nécessaire redressement de l'enseignement (contenu plus seientisique des études). Une satisfaction pour les architectes: l'enseignement restera sous la tutelle du ministère de Furbanisme et du logement et ne subira pas les conséquences de la loi Savary, même si des « passerelles » avec l'Université sont ménagées pour les étudiants au bout de deux

MICHÈLE CHAMPENOIS.

# J.P. DROUET J.F. JENNY-CLARK D.HUMAIR STECKAR - TUBAPACK

UGC ERMITAGE VOVE-REX -UGC OPERA - UGC GOBELING - MAGIC CONVENTION - LES IMAGES MELIES Montreell- CARREFOUR Pontin - ARTEL Morne La Vollée «FLANADES Sarcelles - ALPRA Argentoul LES PERRAY Ste-Genevieve-des-Bois - UGC Poissy - P.B. Corgy - CLUB Les Mornaux - 9 DEFENSE-4 TEMPS



## **E** Centre Georges Pompidou

à l'occasion de la sortie de la revue

## **AUTREMENT « fous de danse »** le 6 juin 1983

Petite salle : 15 h débat « les jeunes chorégraphes en France », animé par Claude HUDELOT

18 h 30 Micheline LELIEVRE 19 h 30 Robert KOVICH 20 h 30 Dominique PETIT

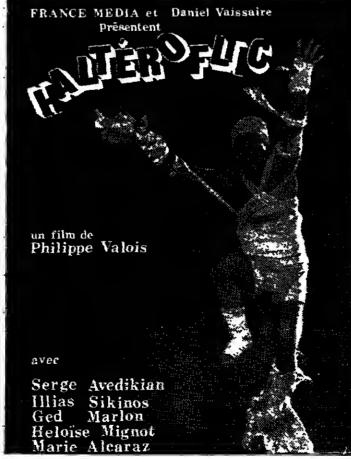
## **LOCATIONS - INFORMATIONS**

DAVID BOWIE, le 8/06	93	F
CROSBY, STILLS AND NASH, le 11/06	88	F
ROD STEWART, les 12 et 13/06	95	F
AL JARREAU, les 14, 15 et 16/06	95	F
SUPERTRAMP, le 26/6	95	F
JOAN 8AEZ, les 29 et 30/06	80	F
GEORGES 8ENSON, le 29/06	95	F
PETER GASRIEL ie 1º/07	<b>B</b> 5	F

LOCATION PAR CORRESPONDANCE 94, rus Sein-Lizzere, 75009 PARIS, accompagné d'un chéque bancsire ou postaj 3 volets étable à l'ordre de CAMERAPRESS, une enveloppe timbrée (ou recommendée) à votre adresse.

LOCATION AU GUICHET A LA MÊME ADRESSE Nom ...... Prénom ...... Code possal ......

Mercredi 8 juin



Sortie mercredi 8 juin -≡SÈLECTION CANNES 1983===



Le Monde Dimenche 5 et lundi 6 juin 1983 - Page 13

dept. 3/38statu"

# Paris / programmes

# théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES OISEAUX - Carré Silvia Mon-fort (53]-28-34), sam., 16 h et 21 h. LE MUSÉE NOIR - Pialeance (320-00-06), sam., 20 h 30. LTVROGNE DANS LA BROUSSE

Théâtre Noir (346-91-93). samdim., 20 h 30.

LA VOUTE - Théâtre 18 (226-47-47), sam., 22 h; dim., 18 h.

TRIO - American Center (321-42-20), sam., 21 h. LE PRINCE TRAVESTI - Challet (727-81-15), sam., 20 h 30; dim.,

15 h.

LA DÉBUTANTE - Aquarium (374
99-61), sam., 20 h 30 ; dim., 17 h 30.

LES PARAVENTS - Nanterre
Amandiers (721-22-25), sam.,
20 h 30; dim., 17 h.

### Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), sam., 19 h 30:

COMÉDIE-FRANCAISE (296-10-20), sam., 20 h 30: les Estivants; dim., 20 h 30: le Médeein volant/Amphitryon; Thermes de

Charlet (727-81-15), T.N.C.-Théatre du Rond-Point, sam.-dim., à 15 h et 20 h 30 ; le Gagaku. PETIT ODEON (325-70-32),

dim., à 18 h 30 : Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Moutesquien. TEP (797-96-06), sam., à 20 h 30 (dern.) : Erendira.

BEAUBOURG (277-12-33). Cinéma-vidéo: sam.-dim., 13 h: So-lange Griaud née Tachée; Au nom de la raison: 16 h: Petil Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable; Images, rue, images: 19 h : En finir

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83): sam,, 20 h 30 ; les Indes

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), dim., 14 h 30; sam., 20 h 30; Ballet Rambert; sam., 18 h 30; Compagnie/Centre national de danse contemporaine d'Angers Viola Far-

## Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil. ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10) sam., 20 h 30, dim., 17 h : le Denil écla-tant du bonheur : Prélude à K. Mans-

ATELIER (606-49-24) sam., 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau. ATHENEE (742-67-27) sam., 16 h : Kcan. BASTILLE (357-42-14) sant., 21 h, dim., 17 h: Description d'un combat.

CARTOUCHERIE, Epic de Bois (808-39-74) sam., 20 h 30. dim. 16 h: Patience... patience dans l'azur. — Tempête (328-36-36) sam.. 21 h, dim., 16 h : les Amis de M. Gazon: Aquarium (374-99-61) sam.. 20 h 30, dim. 17 h 30 : la

CENTRE CULTUREL DU MARAES (272-73-52) sam., 20 h 30 : Roman Rock à l'houre du thé.

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46) sam. 20 h 30 : Lit vers Lethé CINQ DIAMANTS (580-18-62). sam.,

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69). Galerie sam., 20 h 30: Dialogue 6c l'ar-bre. – Resserre sam., 20 h 30: la Mu-sica. – Grand Théâtre sam., 20 h 30:

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Revier

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) sam., 21 h : Commissaire COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) sam. 20 h 30, dim., 15 h 30 : Noblesse et

COMEDIE DE PARIS (281-00-11) sam., 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté DAUNOU (261-69-14) sam, 21 h, D.,

DECHARGEURS (236-00-02) sam. 20 h 30 : Mourir à Colone EDOUARD-VII (742-57-49) sam., 21 h. ELDORADO (208-45-42) sum., 20 h 30, sam. et dim., 15 h 30 : Théâtre de Bou-

ESCALIER D'OR (523-15-10) sam., 20 h 30 : Abraham et Samuel. ESPACE-GAITÉ (327-13-54) sam., 18 h 30 : les Gros ESPACE-MARAIS (271-10-19) sam., 20 h 30 : le Mariage de Figaro; dim à



FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURITHE (197-33-05) sam., dim., 21 h : les Nocas de Figaro. FONTAINE (874-74-40) sam., 20 h 30,

GATTE-MONTPARNASSE (322-16-18) sam., 20 h 30, dim., 15 h : Des jours et des units. GALERIE 55 (326-63-51) sam., 21 h: Play it again, Sem. HUCHETTE (326-38-99) sam., 19 h 30 :

la Cantatrice chauve: 20 h 30 : la Le-enn: 21 h 30 : Théâtre d'ombres; 22 h 30 : les Atours de Neil. JARDIN D'HIVER (255-74-40) sum. 16 h : Transat (dernière). LA BRUYERE (874-76-99) sam., 21 h., dim., 15 h : Mort accidentalle d'un anar-

chiste.

LUCERNAIRE (544-57-34) L sam., 18 h 30: Un ascenseur à la mer (dernière]: 20 h 30: les Mystères du confessionnal; 22 h 15: Archéologie. — II. sam., 18 h 30: Fragments; 20 h 30: les Enfants du béton (dernière); Petite salle sam., 22 h 15: Permis de séjour.

MADELEINE (265-07-09) sam., 20 h 45, D., 15 h : l'Amour fen. MARAIS (278-50-27) sam., 20 h 30 : le MICHEL (265-35-02) sam., 18 h 15 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : On dinera au lit. MICHODIÈRE (742-95-22) sam., 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison

MONTPARNASSE (320-89-90) sam., 21 h, dim. 15 h : R. Devos ; Petit Mont-parassee sam., 21 h 15, dim., 16 h : l'As-

NOUVEAUTÉS (770-52-76) sam., 21 h, dim., 15 h : l'Emourloupe. ŒLIVRE (874-42-52) sam., 20 h 30. dim. PALAIS DES GLACES (607-49-93) sum, 21 h, dim, 17 h : Opéra-Louffe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) sam., 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30; is Fille sur la banquette arrière POCHE (548-92-97) sam., 21 h : Vers SAINT-GEORGES (878-63-47) sam., 20 h 45, dim. 15 h ; Six heures au plus

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 ; le Fautenil à bascule.

TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79) 1. sam. 22 h, dim. 15 h: l'Ecume des jours. – IL sam., 20 h 30 : Huis clos; sam., dim. 17 h: Fin de partie.

TEMPLIERS (272-94-56), sam., 20 h 30: THEATRE D'EDGAR (322-11-02) sam., 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fail où ou nous dit de faire.

THEATRE DU LYS (327-88-61) sam., 20 h 30: Toul Avnc Tin Do, si to peux; 22 h 15: le Monte-Plats. THEATRE 13 (588-16-30) sam., 20 h 30, dim., 15 h : le Piège de Méduse. THEATRE PRESENT (203-02-55) sam.,

., 17 h : l'Opéra de q THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). ~ Grande salle, sam., dim., 15 h et 20 h 30 : Gagaku. - Petite salle, sam., 20 h 30 : les Exilés. THEATRE DU TOURTOUR (887-82-48) sam., 18 h 30: la Crosse en l'air (dernière) : 20 h 30 : Merci Appoline :

22 h 15, J. Charby : Pour de rire. TRISTAN-BERNARD (522-08-40) sam. 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : les Dix Petits

## VARIETES (233-09-92) dim. 15 h 30, sam. 18 h 45 et 22 h : l'Etiquette.

A DEJAZET (887-97-34), sum., 22 h 30, dim., 20 h 30; M. Vossen, S. Kessler. BASTILLE (357-42-14), sam., dim., 20 h :

CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam., 20 h 30 : S. et R. Parigraph SUNSET STUDIOS, sam., 21 h: P. Cun-TH. 18 (226-47-47), sam., 20 h, dim. 16 h: Cre Danse Consort (dern.).

TH. DE PARIS (280-09-30), sam., 20 h 30, sam. et dim. 15 h : Ballet A.-Gades (dern.).

## Les concerts

SAMEDI 4 ESPACE CARDIN, 20 h 30 : Orchestre des Pays de Loire, dir. M. Souttrot (Clostrel.

LUCERNAIRE, 21 h : T. Marmor, G. Campana (Mendelssohn, Stranss, Scarlatti...). SALLE GAVEAU. 20 h 30 : R. Petrossi

(Bach, Schurnann, Schubert...)

RADIO-FRANCE, Anditorium 106,
16 h 30 : Journée Strauss : Auditorium 105, 18 h 30 : La Maurache.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h : Nouvel Orchestre philharmoni-que, dir. F. Leitner (Straus). ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Essemble Vetera et Nova (Couperin). EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE,

20 h 45 : Ensemble Carlos Vilo. THÉATRE DE PARIS, 18 h : Quatuor de Tubas de Paris (Mozart, Prokofiev, KIOSOUE DU JARDIN DU LUXEM-

BOURG, 15 h : American Youth Sym-EGLISE SAINT-GERVAIS, 16 h 30 : J. Ver-Hasselt (Couperin). CONCIERGERIE, 17 h 30 : Concert de Paris, J.-Cl. Veilhau (Vivaldi).

EGLISE SAINT-MERRI, 21 h : Chorale Kammerchor Schmallenberg (Mome-verdi, Dupré, Mendelssohn). DIMANCHE S CENTRE CULTUREL CANADIEN,

11 h: P. Froment-Savoie (Menotti, Bach, Busoni). NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h 45 : G. Benati (Cimarosa, Gherarde Zampieri...).
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA
SALPETRIÈRE, 16 h 30 : D. Maurer

(Buch, Brahms, Widor). EGLISE SAINT-MERRI 16 h : A. Goyen, S. Lannes (Monteverdi, Frescobaldi, Bach). LUCERNAIRE, 18 h 30 : Musique électro-

Page 14 ~ Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 •••

## Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 281-26-28+ (de 11 heures à 21 heures,

## Samedi 4 - Dimanche 5 juin

sauf les dimanches et jours féries)

ECLISE SAINT-LOUIS DES INVA-LIDES, 17 h : Cheznes de Schaberg (Frank, Vierne, Langlais).

RADIO-FRANCE, Grand Anditorino, 19 h : Chorale Andite Nova (Haydn, Mendelssohn, Brahms). ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Ph. Bride, M. Bardon (Viotti, Haëndel, Vivaldi).

SORBONNE, Grand Amphithélètre, 21 h: Chaur et Orchestre de Paris-Sorbonne, Chour national, dir. J. Grimbert (Glück).

## Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), dim., 16h 30; B. Few, Trio Butterfly. ATMOSPHERE (249-74-30), sam., dim., 20 h 30: M. Buhler; à 23 h: A. More. CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : F. Swing Quartet. CHAPELLE DES LOMBARDS (357-

24-24) sam., 22 h 30 : Pakatak ; dim., 22 h 30 : Shoogar Combo. CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), sam., dim., 23 h: Apartheid sot. DEPOT-VENTE (637-31-87), sam., 21 h 30 : J. Nacache et Sany Band. MANU MUSICALE (238-05-71). 21 h 30 : sam., J.-F. Canape, F. Mechali, Mouthana, J. Sicard.

NEW MORNING (523-51-41), mm., 20 h : Slickaphonics ; dim., 20 h : Lounge Lizards. PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30: CHAMPIGNY, Th. G.-Philipe (880-sam, Swing at Siz. 96-28), dim. 15 h : l'Esquisse.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), mm., dign., 23 h: M. Richard, N. et S. Rahoer-son, M. Hery (dorn.). PHILLONE DEFENSE (776-44-26), sam., 21 h : Zaka Percussions.

SLOW CLUB (233-84-30), sam., 21 h 30:

## Festivals

VII-SOURÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-68) Sam.dim. à 21 heures : L. Hay, L.-N. Ca-trice, P. Sirot, M. Lescon (Sammartini, Philidor, d'Herveloix...); D. Hessy, A. Posdapeyre (Chausson, Dupare, Ra-vel...).

## FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-49-84)

TREMELAY-LES-CONESSE, Égise, sum. 17 h : Orchestra J.-F. Paitlard (Mendelssohn, Strauss, Grieg...).

BIENNALE NATIONALE DE DANSE DU VAL-DE-MARNE

DU VAL-Do-Marketa

IVEY, Th. dez Quartiers (672-28-06),
sam. 20 h 30 : Cie J. Pomarès; 21 h 45 :
l'Esquisse.

OBLV, Théisre (687-33-66), le sam. 4 à
21 h : Ris et Danceries.

LA QUEUE-EN-BRIE, Gymnase Pierrede-Couhertin (576-30-42), sam. 20 h 30 :
Ardance; 22 h 15 : Qu. Rosiller.

Characteristy Th. G. Philips. (280-

# cinéma

Les films marqués (\*) sont interdies max moins de troixe aux, (\*\*) mux moins de dix-luit aux.

## La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24) SAMEDI 4 JUIN

15 h, ie Piaisir, de M. Ophüls; 17 h, Panorame du cipéma australien: The Night the Provier, de J. Sharman; Festival de Cannes 83 - Quinzaine des réalisateurs: 19 h, Eisenham, de T. Dorst; 21 h, Miss Lonelyhearts, de M. Dinner.

## DIMANCHE SJUIN

Panorama du cinéma australieu: 15 h, A good thing going, de A. Nicholson; 17 h, F.J. Helden, de M. Thornhill; Festival de Cannes 83 - Quinzaine des réalisateurs: 19 h, Voie saus issue, de Y. Yosha; 21 h, la Femme flambée, de R. Van Ackeroa.

### **BEAUBOURG (278-35-57)** SAMEDI 4 JUIN

15 h. Sa majesté la femme, de H. Hawks; 17 h. Festival de Cannes 83 -Semaine de la cridque: la Princesse, de P. Erdőss; 19 h. Psuorama de cinéma indien: l'Ascension, de Gopalakrishman; 21 h, Esthappan, de

## DIMANCHE 5 JUIN

Festival de Cannes 33 - Semaine de la critique: 15 h. Fanx-Fuyants, 6c A Bergala et J.-P. Limosin: 17 h. le Destin de Johiette, de A. Issermann: Panorann du cinéma indien: 19 h. Des Marginaux, de M. Sen; 21 h, Chorus, de M. Sen.

## Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)

(\*\*): Rio Opéra, 2 (742-82-54).

L'ARGENT (Fr.): Forum, 1\* (29755-74): Impérial, 2\* (742-72-52): Hautefeuille, 6\* (633-79-38); Colisée, 8\*
(359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 8\*
(357-90-81); Parnassiems, 14\* (32985-11); Bienvente Montparasse, 15\*
(544-25-02); 14 Juillet Beaugrenelle, 15\*
(575-79-79).

ATOMIC CAFÉ (A. vo.): Saint-Séveria.

ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Séveria, LES AVENTURES DE PANDA (Jep., v.f.): Templiers, 3 (272-94-56). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.f.) : Trois Hs 9- (770-47-55).

9 (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o.): Damon, 6 (329-42-62); (v.o., v.f.): Normandie, 9 (359-41-18); (v.f.): Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32): U.G.C. Montparmasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Gare de Lyoz, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Images, 18 (522-47-94).

LA BALANCE (Fr.): Epée de Bois, 5-LA BALANCE (Fr.) : Epée de Bois, 5-(337-57-47) : Mazeville, 9 (770-72-86). BANZAI (Fr.) : Ambassade, & (359-

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bomaparte, 6. (326-12-12). BERLIN HARLEM (AL, v.o.) (\*\*) : Marais 4 (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (\*): Opéra Night, 2\* (296-62-86). BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.): Saint-Ambroise, 11\* (700-89-16); Cinoches St-Germain (H. sp.), 6\* (633-10-82). CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C. Octen, 6 (325-71-08); Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Champs-flysées, 8 (359-12-15); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.f.): U.G.C. Mont-parasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boule-vards, 9 (246-66-44). CIRCULEZ YA RIEN A VOIR (Fr.): Richellon, 2 (233-56-70); Ambassade, 8 (359-19-08); Montparnasse Pathé, 14

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2: (742-60-33); Sindio de la Harpe, 5 (634-25-52); Marignan, 8 (359-92-82); Montpuranee Pathé, 14 (320-12-06); Gaumant Sad, 14 (327-84-50). DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.): Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet Racine, 6 (326-19-68).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16). tage, 3: (359-15-71); (v.f.); U.G.C. Montparinase, 6: (544-14-27); U.G.C. Boulevards, 9: (246-66-44); Pathé Cicchy, 18: (522-46-01).

DARE CRYSTAL (A., v.o.): Epéc de Bois, 5 (337-57-47); (v.f.): Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucarnaire, 6\* (544-57-34).

LES DERNIERS MONSTRES (it., v.o.): Épéo de Bois, 5\* (337-57-47);

Marbeuf, 8\* (225-18-45).

DERRIERE LA PORTE (k., v.o.) (\*): U.G.C. Danton, & (329-42-62); Biar-ritz, 8- (723-69-23). DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luzembourg, 6 (633-97-77).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1º (297-49-70) : Richolien, 2º Halles, 1° (297-49-70); Richolica, 2° (233-56-70); Saint-Germain Studio, 5° (633-63-20); Hantefeuille, 6° (633-79-38); Colisée, 8° (359-29-46); George-V, 5° (562-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); Français, 9° (770-33-88); Nation, 12° (343-04-67); Alhéna, 12° (343-00-65); Fauvene, 13° (331-60-74); Müstral, 14° (320-12-06); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Bienvenne Montparrasse, 15° (544-25-02); Victor Hugo, 16° (727-49-75); Wepler, 18° (522-46-01); Gambetta, 20° (636-10-96).

LES DIELUX SONT TOMBÉS SUR LA

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TETE (Bost.-A., v.a.): Forum Orient Express, 1" (297-53-74); Quintette, 5" (633-70-38); George-V. 8" (562-41-46); Marignan, 3" (359-92-82); (v.f.); Maxeville, 9" (770-72-86); Français, 9" (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12" (343-01-59): Montparsos, 14" (327-52-37); Grand Favois, 15" (554-46-85); Murat, 16" (651-99-75); Secrétan, 19" (241-77-99).

DIVA (Fr.): Panthéon, S. (354-15-04);
Marbenf, S. (225-18-45); Paince CroixNivert (H. sp.), 15- (374-95-04); Paris
Loisirs Bowling, 15- (606-64-98).
E.T. L'EXTRA-TERRESTEE, (A., v.o., v.f.): Trois Haussmann, 9- (770-47-55).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.): Maxeville, 9- (770-72-86). FANNY ET ALEXANDRE (Seed., v.o.): Olympic Balrac, 8 (561-10-60); Olympic Entrepot, 14 (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (AIL. v.o.) (\*\*) : Marais, 4 (278-47-86). FUCKING CITY (All, va.) (\*\*) : Maris, 4 (278-47-86) GALJIN (Brá., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14

(321-41-01).

GANDHI (Brit., v.o.): Movies, 1= (260-43-99); Clamy Palace, 9= (354-07-76); Elyaéas Lincoln, 8= (359-19-08); Ambas-sade, 8= (359-19-08); Parmassiens, 14= (320-30-19); (v.f.): Français, 9= (770-33-88); Athéma, 12= (343-00-65); Ganmont Sud, 14= (327-84-50); Miramar, 14= (320-89-52).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-leal, v.o.) (\*) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-52-56); U.G.C. Rotonde, & (633-08-22); Biarritz, & (723-69-23); Pa-hlicis Malignan, & (359-31-97); Olympic Entrepôt, 14 (542-67-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (vf.); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparasse,

14 (320-89-52).

14\* (329-90-10); Paramount Mailiot, 17\* (758-24-24); Images, 18\* (522-47-94).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (\*): Gaumount Halles, 1\* (277-49-70); Berliez, 2\* (742-60-33); Richelieu, 2\* (233-56-70); Quintette, 5\* (633-79-38); Olympic Saint-Germain, 6\* (222-87-23); Beretsgue, 6\* (222-57-97); Pagode, 7\* (705-12-15); Ambassade, 8\* (359-19-08); Olympic Balzac, 8\* (561-10-60); Nations, 12\* (343-04-67); Paramount Montparamen, 14\* (329-83-11); Olympic, 14\* (542-67-42); Gaumout Convention, 15\* (822-42-77); Paramount Mailiot, 17\* (758-24-24); Paramount Mailiot, 18\* (723-69-23);

PAURAI TA PEAU (A., v.f.) (\*) : La-mière, 9 (246-49-07). IE JEUNE MARIÉ (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); U.G.C. Odém, 6 (325-71-08); Biarritz, 3 (723-69-23); Mari-gnan, 8 (359-92-82); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.): LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Pt.):
Gammont Haller, 1" (297-49-70); Berhitz, 2" (742-60-33); Saint-Germain Huchette, 5" (633-63-20); Bretagne, 6"
(222-57-97); Saint-André-des-Arts, 6"
(326-48-18); Pagode, 7" (705-12-15);
Ambassade, 8" (359-19-08); SaintLazare Praquier, 8" (387-35-43); Fanvette, 13" (331-60-74); Gaussont Sud,
14" (327-84-50); Gaussont Convention,
15" (828-42-27); Paramount Maillot, 17"
(758-24-24); Pathé Clichy, 18" (52246-01); Gaussont Gambetta, 20" (63610-96).

MAYA L'ARGEILE (Autr., vf.); Saim-

MAYA L'AREILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11: (700-89-16). LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Etysées Limoda, 8 (359-36-14) ; Parma-siens, 14 (320-30-19).

## LES FILMS NOUVEAUX

'ANNÉE DE TOUS LES DAN-GERS, film australien de Peter Weir, v.o. : Porum 1" (297-53-74) : Weir, v.O.: Forum 1º (297-53-74);
Saint-Germain Village, 5º (633-63-20); Marigman, 8º (339-92-82);
14-Inillet Beaugrenelle, 15º (575-79-79); v.f.: Berlliz, 2º (742-60-33); Fauvette, 13º (331-60-74);
Mistral, 14º (539-52-43); Mostparnasse Pathé, 14º (320-12-06);
Images, 18º (522-47-94); Gaumont Gambette, 20º (636-10-96).

Gambetta, 20° (636-10-96).

BALLADE, A BLANC, film français de Bertrand Gauthier: Paramount Marivanz, 7° (296-80-40): Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Paramount City, 8° (562-45-76); Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Paramount Montparmene, 14° (329-90-10): Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00). 15 (579-33-00).

CEST FACILE ET CA PEUT RAP-PORTER... 20 ANS, film français de Jean Luret : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) : Paramount Marivaux, (261-50-32); Paramount Marivaux, 2: (296-80-40); U.G.C. Ermitage, 8: (359-15-71); Paramount Opera, 9: (742-56-31); UGC Gare de Lyon, 12: (343-01-59); Paramount Gobelins, 13: (707-12-28); Paramount Galaxie, 13: (580-18-03); Paramount Oricaax, 14: (540-45-01); Paramount Montanasse. 14 (329-90-10); Murat, 16 (651-99-75); Paramount Monumartre, 14 (606-34-25); Secrétan, 19-(241-77-99).

FAITS DIVERS, film français de

FAITS DIVERS, film français de Raymond Depardon: Saint-Ambré des-Arta, 6º (326-48-18); Olympie Balzze, 8º (561-10-60); Okympie Entrepôt, 14º (542-67-42); Parnassiena, 14º (329-83-11).

FURYO, film japonais de Nagisa Oxbima, v.o., Gaumont Halles, 1º (297-49-70); Hamefeuille, 6º (633-79-38); Gaumont Champs-Elysées, 8º (359-04-67); Parnassiena, 14º (329-83-11); Mayfair, 16º (525-27-06); v.f.: Richelien, 2º (233-56-70); Français, 9º (770-33-88); Nation, 12º (343-04-67); Fauvette, 13º (331-60-74); Miramar, 14º (320-89-52); Gaumont Sud, 14º (327-84-50); Wepler, 18º (522-46-01).

46-01). A MAITRESSE DES SINGES Tilm ambricain de Larry Buchanar, v.f., Max Linder, 9 (770-40-04); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

MORTELLE RANDONNEE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) : Cino-ches, 6 (633-10-82) ; Biarritz, 8 (723-

69-23).

LA MORT DE MARIO ESCCI (francosuisse): Rorum, 1\* (297-53-74): Impérial, 2\* (742-72-52); Quintette, 5\* (63379-38): Marignan, 8\* (359-92-82);
Nation, 12\* (343-04-67); Parmassiers,
14\* (329-83-11); U.G.C. Convention,
15\* (828-20-64).

15 (828-20-64).

IE MUR (Franco-Ture, v.o.) (\*): Ciné
Beaubourg, 3\* (271-52-36): U.G.C.
Odéon, 6\* (325-71-08); 14 Juillet Parnasse, 6\* (326-58-00): Normandie, 8\*
(359-41-18); 14 Juillet Bastille, 11\*
(357-90-81); 14 Juillet Beaugreadle,
15\* (575-79-79): (v.f.): Rex, 2\* (23683-93): U.G.C. Montparasse, 6\* (54414-27); U.G.C. Boulevards, 9\* (24666-44); U.G.C. Gohelins, 13\*
(336-23-44); Mistral, 14\* (539-52-43);
Pathé Cheby, 18\* (522-46-01).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A. OFFICIER ET GENTLEMAN (A. v.o.): Marticul, 8 (223-18-45); (v.f.): Trois Haussmann, 9 (770-47-55).
L'UELL DU TEGRE: BOCKY HI (A.

v.f.) : Arcades, 2\* (233-54-58). PAULINE A LA PLAGE (Fr.): Para-mount Odéon, 6 (325-59-83). PENTIENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (\*\*) : Paramount Marivant, 2 v.f.) (\*\*): Paramount Marivanz, 2-(296-80-40); Paramount Chy, 8- (562-

(296-80-45-76). 45-76).

PIÈGE MORTEL (A., v.o.): Gammont.
Halles, 1\* (297-49-76); Quintotte, 5\* (633-79-38); Paramount Mercury, 8\* (562-75-90); Parassiens, 14\* (329-83-11); (v.f.): Parassiens, 14\* (329-742-56-31); Convention Saint-Charles, 15\* (579-33-00); Pathé Clichy, 18\* (522-46-01)

QUARANTE-HUIT HEURES MARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.): Paramount Odéon, 6<sup>a</sup> (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8<sup>a</sup> (720-76-23); (v.f.): Maxwrille, 9<sup>a</sup> (770-72-36); Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Montparasse, 14 (329-90-10); Tourelles, 20 (364-51-98). RAMBO (A., v.f.) (\*) : Arcades, 2 (233-54-58); Gaité Rochechouart, 9 (878-81-77).

gast B

20

 $e^{i \pi i \pi^{i \pi} i \pi^{i \pi}}$ 

34 4

400

图图记载电镀

. . .

Variation.

110

(225-18-45).
TOOTSEE (A., vo.): Cleary Ecolog. 5(354-20-12); Bierritz, 9- (723-69-23);
(v.f.): U.G.C. Optes, 2- (261-50-32);
U.G.C. Boulevards, 9- (246-66-44);
U.G.C. Gere de Lyon, 12- (343-01-59);
Montperson, 14- (327-52-37).

LA TRAVIATA (it., v.o.): Forum Cinémes, 1" (297-53-74); Vendême, 2" (742-97-52); Monte-Carlo, 8" (225-09-83); Marst, 16" (651-99-75). (9-83); Murat, 16\* (651-99-75).

LA VALSE DES PANTINS (A., va.);
Gammost Halles, 1\* (297-49-70); Quintette, 5\* (633-79-38); Marigman, 3\* (359-92-82); 14 Juillet Bastille, 11\* (357-90-81); Parmassiens, 14\* (329-83-11); (v.f.); Impérial, 2\* (742-72-52); Montparmane Pathé, 14\* (329-12-06).

LE VENT (Mat.)

12-06).

LE VENT (Mal., v.o.): Sains-André-des-Arts, 6' (326-80-25).

VECTOR, VICTORIA (A., v.o.): Forum Crient Express, 1" (297-53-74); Sains-Michel, 5' (326-79-17); Elpaées-Lincola, 8' (359-36-14); (v.f.): Capri, 2' (308-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Hautofeuille, 6 (633-79-38).
VIE PRIVEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6(544-28-80).

A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION 7 (A., v.f.); Paramount Mari-vanz, 2- (296-80-40). Vanz, 2 (295-80-40).

ZEG ZAG STORY (Pr.): Richelien, 2(233-56-70); Marignan, 8- (359-92-82);
George-V. 8- (562-41-46); Français, 9(770-33-83); Montparmaste. Pathé, 14(320-12-06).

(330-12-05).

ZOMBIE (A., v.o.) (\*\*) : Paramoust Odéon, 6\* (325-59-83) ; Ambassade, 8\* (359-19-08) ; (v.f.) ; Hollywood Boolevards, 9\* (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9\* (742-56-31) ; Montpartos, 14\* (327-52-37) ; Mistral, 14\* (539-52-43),

## Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napo-160m, 17 (380-41-46). LA BLONDE EXPLOSIVE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5 (325-78-37).

CABARET (A., v.o.): Forum Oriont Express, 1" (297-53-74); Noctambules, 5: (354-42-34). CETAIT DEMAIN (A., v.o.) ; Studio des CETAIT DEMAIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5° (354-39-19). LES CINOUANTE-CINQ DOURS DE PÉRIN (A., v.o.) : UGC Danton, 6° (329-42-62) ; v.f. : Grand Rex, 2° (236-83-93) ; Normandie, 8° (359-41-18) ; Pa-ramount Montpurnesse, 14° (329-90-10) : Kinopanosuma, 15° (306-50-50).

UGC Open, 2 (261-50-32); UGC Gobelius, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (336-23-64); UGC Convention, 15 (326-20-64); Images, 18 (522-47-94) 47-94).

LA COURTESANE (A., v.o.): Forum
Orient Express, 1st (297-53-74).

DEEP END (Aug.): Espece Gaüte, 14
/227-05-02).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Cujas, 5- (354-89-22).

Cupas, 5 (334-87-22).

LES DIABLES (A., v.o.), (\*\*): Danton, 6 (329-42-62); Ciné Beanbourg, 3 (271-52-36); Biarritz, 8 (723-69-23); v.f.: UGC Opéra, 2 (261-50-32); Rotonde, 6 (633-08-22); UGC Convention, 15 (828-20-64). LES FAUCONS DE LA NUIT (A, v.o.): ESTADOUND DE LA NUIT (A. vo.):
Foram Orient Express, I\* (297-53-74);
Studio de la Harpe, 5\* (634-25-52);
George-V, 8\* (562-41-46); Lumière, 9\*
(246-49-07); Maxéville, 9\* (770-72-86); Fauvette, 13\* (331-56-86);
Montparnos, 14\* (327-52-37); Grand
Pavoia, 15\* (554-46-85); Pathé Clichy,
18\* (572-46-01).

18 (522-46-01). LES FAUX COUPARLES (A. v.o.): Action Christian Bis, 6 (325-47-46).
LE JOUR SE LÉVE (Fr.): Risho, 19 (608-87-61).

JESUS DE NAZARETH (IL, V.L) : (1" or 2" parties), Grand Pavois, 15" (554-46-85). MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A. v.o.): Chmy Ecoles, 5: (354-20-12). NEW YORK NEW YORK (version info-grale): Calypso, 17: (380-36-11). NINOTCHEA (A., v.o.): Action Chris-tine Bis, 6 (325-47-46): Action La-layette, 9 (878-80-50).

tion Christine, 6 (325-47-46). ESSEON (It. vo.) : Acades, 17 (764-97-83). LA PARADE DE PRINTEMPS (A., VA.): Mac Mahoo, 17 (380-24-81). LA PASSANTE DU SANS-SOUCE (Fr.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83): Pablicis Champs Elysées, 8 (720-76-23); Paramount Bastille, 12 (343-79-17): Paramount Montmartre, 14 (540-45-91): Paramount Montmartre,

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Ac-

18 (606-34-25). PHANTOM OF THE PARADESE (A. v.o.) (\*) Cinoches, 6 (633-10-82). LE PIGEON (IL, v.o.) : Studio Logos, 5

(354-47-62).

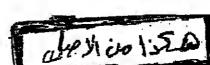
PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 3(265-82-66) : Napoléon, 17- (380-41-46). LE PROCÉS (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

LES QUATRE DE L'AVE MARIA (R., V.I.): Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76); Paramount Optra, 9 (742-56-31); Paramount Bastilie, 1⊅ (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (380-381); Paramount Galaxi 18-03); Paramount Montpernaise, 14-(329-90-10); Convention Saint Charles, 19- (579-33-00); Paramount Montmertrc, 18 (606-34-25).

LES RUELLES DE MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6\* (325-47-46). SATTRECON (It, v.o.) (\*) : Champo, 5 (354-51-60).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOU-JOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DÉ-MANDER (A., v.o.) : Cipoches, 6-(633-10-82).

LE VIOLENT (A., v.o.) : Action Clustine Bis, 6: (325-47-46).



1.23

# France/Paris-région

## EN 89 SUR LA SEINE

# Les norias de Bercy-Javel

inutile le coûteux mini-metro Aramis. éliminés les embarras de circulation, balayées les engoisses suscitées par le double site parisien de l'Expo de 1989. Un homme se fait fort de transporter sans efforts ni dommages vingt mille visiteurs à l'heure entre Bercy et Javel. Comment? tout simplement. en utilisant la Seine pour ce qu'elle est : une voie d'eau

Cet homme « providentiel », c'est Jean Bruel, le patron des bateaux-mouches. Un personnage. Né-natif de Souillac, licen-

à grande capacité. .

vingt-dix.

Et il peut prouver ce qu'il avance. Les premières unites de la coria fluviale dont il rêve sont à quai, dans Paris même, sous l'œil du zonave de l'Alma.

Le premier navire baptisé l'Hirondelle est une barge métallique au museau de squale qui peut embarquer sur ses deux étages mille deux cents passagers. Pour la sé-curité des manœuvres, une tur-bine projetant un jet d'ean orientable à volonté est loge sous sa coque. Mais il n'est pas question d'entreprendre une traversée avec ce seul moteur. Pour s'élancer sur le fleuve, l'Hirondelle a besoin d'un pousseur.

Cette deuxième onité est une étrange machine, ramassée, vi- douzaine de grosses Hirondelles, laine comme un sabot, mais tout les unes en cours de remplissage à

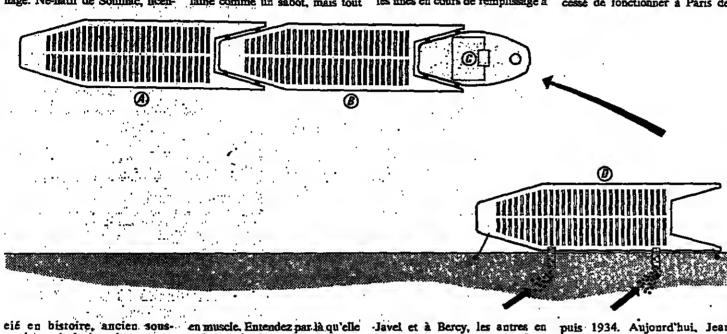
tre. Vons le placez derrière la barge et en avant la musique. Un capitaine jnché dans une cabioe de pilotage escamotable (les ponts de Paris obligent) dirige le tout avec l'assistance d'un ordina-

L'idée du P.-D. G. des bateauxmouches est simple. Il s'agit d'adapter au transport des hommes ce qui est couramment pratiqué pour charrier du sable oo dn charbon. Un pousseur et ses quatre barges sont, par exemple, moins chers à construire et à exploiter que einq automoteurs. Pendant que deux des barges sont à quai, en cours de chargement, les deux autres sont en ronte. Le pousseur, lui, tourne sans cesse.

Jean Bruel prétend qu'avec une

Ils hesitent et même rechignent. Les périples nautiques sur la Seine sont soumis à une réglementatioo draconienne. Les navires ne doivent pas dépasser 60 mètres de long, être bourrés de bouées de sauvetage et dotés de leur propre moteur. Admettre des barges et un pousseur serait déroger à ces règles sacro-saintes. Une fois de plus, Bruel dérange.

Il est vrai que le patron des bateaux-mouebes n'a pas cessé d'étonner les pouvoirs publies, voire de les agacer. En 1950, il avait racheté un ancien coche d'eau désarmé et s'était mis en tête de promener des touristes. Personne n'y avait songé. Ses premiers clients furent des Suisse. L'un des guides, édité à Genève, avait oublié de mentionner que le service des coches d'eau avait cessé de fonctionner à Paris de-



marimer, écologiste de cœur et enferme dans ses flancs étroits

# aventurier de tempérament, ce colosse n'a millement l'air de galéger du haut de ses squante-six MOTS CROISES enterme dans ses Hanes etrous trois moteurs totalisent 800 chevant qui actionnent trois propulseurs différents. C'est Jean Bruel

## PROBLEME Nº 3464 -

HORIZONTALEMENT I. Son problème consiste à soustraire d'une moitié une unité de multipli-cation. Le uez de Jobourg ou celui de Cyrano. - II. Créateur d'effets dans la haute couture. Sous son ciel, le soleil avait rendez-vous avec les étoiles. -111. Démonstratif.

111. Démonstratif.... Homme de charge. - IV. Poste qui en alimente beaucoup d'autres. Sa place est à Montmartre ou an Pere-Lachaise. -V. Milieu pour milieu. Les poupées y. sont bruyantes et les gaculards silencieux. Dont l'esprit tion de certains caprits, - VI. Senaprès un attendu fort tardif. Logees coup d'autres dans

est troublé par l'ac-.. tence prononcée." ses rones. Tradi

500

S. 70.5 S.

ATTER STATE

885

tions. Possessif. - VIII. Primate assimilé à un arthropode. Incapacités de porter pouvant constituer un far-deau moral. - IX. Divinité. Première victime de la société de consommation. Mini-territoire. Partie joyeuse d'une santerie. - X. En-chante le meunier et désespère le merian. Exposition commerciale. -XI. Fatiguée à l'extrême. Chute de cheval. Couplé dans l'ordre qui devient désordre dans le tiercé. -XII. Se contracte en vue d'un rallou-gement. Son ardeur a tondance à ra-lentir la nôtre. — XIII. Le fait d'être en train n'implique pas qu'il soit dans de bonnes dispositions. Note. On lui demande de filtrer mais non de flotter. - XIV. Idée naissante. Article. Note. Forme d'avoir. Copu-lative. - XV. Exaltée ou réservée. Livre de modes.

## VERTICALEMENT

 Champignon mortel. Personnel. - 2. Voyageur de la S.N.C.F. dont l'homonyme voyage à pied. Fait usage de faux. – 3. Le sein de Notre-Dame. Autochtones d'ane Terre de Feu en voie d'extinction -4. Fen vert à l'époque des diligences. Hauteur ou rondeur. Constante. -5. La nouvelle est parue récemment Ce qu'est à coup sûr une visille fée.

- 6. Bulbe secondaire. Leurs marches sont essoufiantes: - 7. Couche à même le sol. Œuvrer pour la facade. - 8. Celui qu'on veut avoir dé-

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 au sous-sol. — XIII
VII. Eu met un XIV
rayon avec beaucoup d'autres dans XV

> truit souvent le peu qu'on a: Prisc d'cau avec laquelle ou se trouve à sec. Coupure de journal. - 9. Aborigène nord-américain. Offre des vues claires dans les sites montagneux. Capta le courant. — 10. Limier en quête de faisans. Se débattent dans l'eau ou la mélasse. — 11. Traîne la jambe. Manifestèrent une bumeur de rosse. Figurent an programme. feut être aisé pour la prodiguer. Eufoncement des côtes. - 13. Soutient des affaires pendantes. Victime mythique d'une erreur de transmission. 14. Etreindre l'âme et faire plisser le front. Conduit à certains œillets une eau qui ne convient pas à d'au-tres. - 15. Symbole d'une unité de pression. Préposition. Ses tigres sont légion mais son Tigre est unique.

### Requiert un sujet vigoureux. Solution du problème n° 3463

Horizontalement I. Elégance. – II. Litanie. –
III. Ebriété. – IV. Créner. Et. –
V. Ta. Ecra. – VI. Ole. Roi. –
VII. RR. Christ. – VIII. Air. Relie.
– IX. Leude. Lo. – X. Tampons. –
XI. Si. Néon. XL Si. Néon.

Verticalement ...

1. Electorales. - 2. Librairie. -3. Etre. Rut. - 4. Gaine. Dan. -5. Ance. Chreme. - 6. Nitre. Ré. Pô (P.O.). -. 7. C.E.E. Crillon. -8. Erosion. - 9. Fatuite. Sn. GUY BROUTY.

cours de poussage entre les deux sites de l'Expo, le problème du transport des visiteurs à l'intérieur de la capitale serait quasiment résolu. A 18 kilomètresheure (maximum autorisée sur la Seice), les deux quais seraient reliés en moins de quarante mi-outes. Avec, en prime pour les touristes, la visite de Paris et pour la préfecture de police, des voies sur berges dégagées. Et en sur-prime une formidable économie

pour chaque passager n'excéderait pas celle d'un modeste cyclo-L'Hirondelle et son pousseur appareilleroot des que les services de la oavigation, éberlués par cette pouveauté encore unique au

d'énergie. La puissance oécessaire

monde, auront donné leur feu

puis 1934. Aujourd'hui, Jean Bruel arme sept bateaux capables de transporter simultanément six milie personnes. Quatre compa-gnies concurrentes l'ont imité. Mais le restaurateur de la navigation parisienne est le seul à passer ses jours et ses ouits à bord de sa

Son premier coche d'eau qui fonctionnait encore au charboo est toujours à quai, entièrement restauré comme une pièce de musée. Cette glorieuse antiquité est d'ailleurs entrée dans l'histoire. René Dumont et les «verts» y avaient établi leur quartier général lors de la campagne présiden tielle de 1974. Appareillera-t-elle une dernière fois pour promener le président qui, en 1989, inaugurera l'Exposition universelle?

MARC AMBROISE-RENDU.

LUNDI 6 JUIN

Le rayonnement français - (Académie des sciences morales et politiques).

14 h 45, 23, quai de Conti. G. Riond:

## PARIS EN VISITES CONFÉRENCES—

LUNDI 6 JUIN La Grande et la Petite Ecurie du chiteau de Versailles 14 h 30, grille de la Grande Ecurie (Caisse nationale

des monuments historiques).

« Cristallerle de Baccaret ».

15 houres, 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'ei et d'aillours).

MARDI 7 JIJIN

«L'Opéra», 13 h 15, centre du hali d'homeur (Caisse nationale des monu-ments historiques). -L'Ile Saint-Louis -, 15 heures, métro Pont-Marie (ARS). - Histoire des juis en France-

16 h 30, 6, place Saint-Michel, M-Rouch-Gain.

## Week-End d'un chineur---

L'événement de la saison est l'ouverture, à Versailles (du 3 au 12 juin), d'un Salon d'anti-quaires, à l'Oraugerie, sous les voûtes du bâtiment construit par Mansard, voici tout juste trois siè-

Noblesse oblige, les quatrevingt-cinq antiquaires venus de toutes les provinces ont fait un effort de sélection, et la gamme des meubles ou objets d'art est large-inient diversifiée, evec une forte représentation du Grand Siècle et du dix-huitième classique (commodes mazarines, bureaux de pentes, cabinets eu laque), sans oublier les meubles régionaux (ar-moires bourguignonnes, babuts de l'Ardèche, commodes de port) ni les tapisseries des Flandres et d'Aubusson, les pendules et tableaux anciens de qualité. .

. Pour une chine plus modeste, signalons le passage de la Geole (entrée 10, rue Rameau) et la

## 15 h 30, 6, rue Ferrus, J.J. Kirkpa-trick : «Les États-Unis et l'Amérique centrale - (IFRI).

MARDI 7 JUIN

19 h 30, 5, rue Largillière, - Art et civilisation du Mexique. (Nouvelle 20 h 45, 46, rue de Vaugirard, P. Bourdien : Démocratie, droits de l'homme, liberté (Cercle J.-J. Rous-

cour des Antiquaires, pittoresque brocante. Toujours è Versailles, du côté des Chevau-Lègers, grande acti-vité des marteaux d'ivoire, le di-manche 5 juin : livres historiques

et régionaux (10 et 14 heures), bijoux (10 heures), argenterie. objets d'Extrême-Orient objets (14 heures). . A Paris, le Salon de la brocante - qui groupe deux cent einquante exposants - offre un vaste choix è prix honnêtes. A Senlis, rappelons

la boune teuue du premier Salon, à l'église Saint-Pierre. Autres ventes hors Paris, le 5 juin : eocore des tableaux modernes à Chertres et à Saiot-

Germain; meubles rustiques è Ensin au Palais des congrès Maillot), (porte · commissaire-coureur · Hervé Poulein propose aux eochères

vingt bolides (14 h 30).

## **RADIO** Carbone bis

Là-bas, dans leur phere, au-dessus des côtes de la banlieue sud, les hommes de Carbone 14 se sont remis à souffler dans leur biniou. On aveit drt l'équipe pulvérisée, l'émetteur à la casse, le 97,2 de la bande FM mis sous báillon. Fini, dissient les voisins, terminé Carbone; dents sciées. les turbulents; à la trappe, les VOVOUS

Ils ronronnsient seulement. leur dossier sous la patre des promesses de la Haute Autorité. qui leur evait demandé de baisser le ton, le temps qu'on mette de l'ordre sur la ligne et désigne les élus de le « dérogation ».

Le couac : pas de Carbone 14 à l'errivée ; recalé e l'oral. Ils l'ont sec, les joyeux farceurs, de cette entourloupe de leurs amis de gauche. Promoteurs d'insolença, its se sont pliés aux ordres pour finalement se faire rouler dans la farine. Pes contents, funeux même. Du coup, les survivants ont rameuté les vieux de le vieille pour leur demander de venir retaper une grille de pro-grammes et d'imaginer un calendrier de grands sursauts. Ils sont

Ainsi ce soir-là Lafesse faisait sa remrée. Lafesse mis au pla-card depuis quelques mois et qu'on ressortan comme un tomahawk de guerre, Lafesse, champion toutes cetégories de la confession à hauts voix, porno-graphe à l'oreille fine, tout entier

Une vedette très aimée de son public. Il pesse de minuit à 2 heures du matin, dans une plege assez joliment titrée « Poubelle-Night ». Il est là dans le studio sous spots en penom-bre entouré d'une petite cour planches. Jeune homme aux mots crus, qui fait donner de l'ertillerie lourde avec gentillesse et persuasion. Lafesse, gonfalonier de « Cerbone », evec son pendant féminin, Supernana.

Pas vraiment obnubilées par « le chose », toutes ces bonnes gens, mois persuedées que c'est un « secreur » mai exploité ou, du moins, pris sur un ton qui date terriblement evec les réalités de l'époque. Ce n'est pas le seul domaine qu'ils croient laisse en ja-

Au plus haut de le vagua, Car-bone 14 - créé en décembre 1981 - sera crédité de près de six cent mille auditaurs. Des fervents qui marchent à fond dans les trouvailles que cette philoso-phie du blasphème fait inventer à eas nouveaux déboulonnaurs. L'amour en direct (« Un quidam tout ca qu'il y a de vrai avec un tapin peché eu bois de Boulogne. Mille francs pour le tapin »); la fausse mort de Mike Jeeger; le fausse alerte à la bombe... A Fresnes, les taulards epplaudis sent è tout rompre; dans les benlieues-béton, on se marre ! on en redemande.

Après les « coups », ou en même temps, arnvent des émissions plus délicates e manier. « Cinquante millions de voleurs », dans laquelle les détenteurs de trucs (commant détraquer son percepteur, son paremètre ou la mechine à contravention) donnent les re-cettes at les détails. Une outre fera fureur, « Langue de pute », tribune sur laquelle on s'installa en direct, pour dire du mal da son voisin ou du personnel politique en vigueur.

Mais des informations parviennent aussi chez nos demolisseurs. Du très beau metérial comme cette série de cassettes arregistrées sur les téléphones de certains ministères. Scabreux, très scabreux. mais on passe tout de même à l'antenne... C'est Charlie-Hebdo evec les soutes è renseignements du Canard enchaîné. Les camèras des télévisions étrangères débarquent dens le place, gloutonnes, ravies. C'est le succès.

Les ellées du pouvoir, elles, résonnent de bruits de sécateurs. Carbone agace très fort. Cette façon de raconter la passe du président e beaucoup déplu. De quel bord au juste est cette radio de gauche ? On lui demandera en la poant de bien reflechir à

Aujourd'hui, les jeux sont faits. Carbone est « pirete » comme une vingtaine d'autres e non dérogées ». Quatre brouilleurs eméricains sont errivés en France, mechines invincibles ca-peblee de feire tourner en mayonneise plus de dix-sept fré-quences à le fois. Quelle sera l'ettitude du pouvoir ? La grande opération «friture», le botte des C.R.S. au septième étage de Begneux-Carbone 14 et mertyr
- ou bien l'étouffement per mort

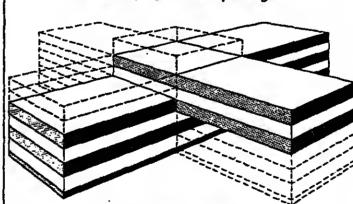
Aldo Bucci, publiciteire, ebeurs (1) et passionné par prendre en mains les rênes de la nouvelle équipée. « Je suis l'un des souteneurs, elle me rapporte pas un rond (la Carbone 14) mais je m'amuse » Contre les radios privées locales et leur soupe à vendre, parce qu'il conviendran de cesser de marcher eux ordres da cesser de marcher eux ordres et surtout parce que partout sur les paillassons de la ville l'ennui at la desespoir fauchent de la vie à pleins bres, lui, le fils d'Algerien, propose une nouvelle version de Carbone.

La première, s'en était-on eperçu, avait reçu l'hommaga da Philippe Lavergne, traducteur de Finnegans Wake, qui dédiait l'impossible travail de Joyce aux animeteurs de catte antenne du bout du monde perdu dans la nuit et les mots.

## JEAN-PIERRE QUELIN

(1) Îmmigrê de la seconde gené-ration. Arabe dit en verlan largot dans lequel on inverse les syllabes des mots).

## LES HOPITAUX MODULAIRES CONTENEURISÉS « MO-CO SYSTEM » pat. reg.



## FLEXIBILITÉ TRIDIMENSIONNELLE TOTALE

présentés à la Foire

## **INTERHOSPITAL 83**

Düsseldorf 7-10 juin Pavillon 9, Stand 9 D 17

MODCO, New-York - Etats-Unis Cl & Cl, Vicenza - Italie MADEBRAS CASTELO, Curitiba - Brésil

offrent une solution moderne avec des étages interstitiels pour les services permettant:

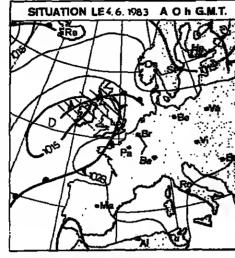
- une expansion horizontale infinie,
- · une liberté interne illimitée,

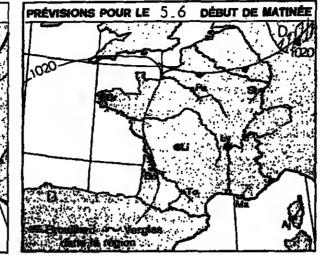
une complète flexibilité tridimensionnelle.

INTERPLAN, MILANO - ITALIA, 11 VIA VIGONI, T. 583020

The second secon

## **MÉTÉOROLOGIE**





Évolution probable du temps en France entre le samedi 4 juin à 0 heure et le dimanche 5 juin à minuit.

La situation est stable avec conditions anticycloniques sur la France. Cepen-dant, une dépression relative an large du Portugal apportera dimanehe soir une évolution orageuse modérée sur le sudouest du pays.

Dimanche, après la dissipation rapide de quelques nuages bas sur le Langue-doc et le Roussillon, un temps ehaud et très ensoleillé prédominera sur le pays; les passages de cumulus seront plus fré-queuts de la Manche au Nord, et des quents de la Marche au Pour, et des mages élevés apparaîtront dans l'après-midi sur l'Aquitaine où quelques orages isolés pourront éclater dans la soirée. Les vents seront faibles, et les températures toujours élevées-

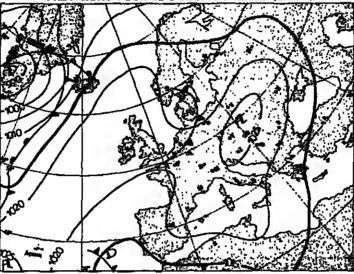
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 juin, à 8 heures, de 1 021,7 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Ajaccio, 28 et 15 degrés; Biarritz, 29 et 14; Bordeaux, 30 et 15; Bourges, 25 et 9; Brest, 19 et 11; Caen, 26 et 14; et 9; Brest, 19 et 11; Caen, 26 et 14; Cherbnurg, 20 et 12; Clermont-Ferrand, 29 et 13; Dijon, 26 et 12; Gre-nohle, 28 et 14; Lille, 23 et 15; Lyon, 29 et 14; Marseille-Marignane, 26 et 14; Nancy, 25 et 11; Nantes, 28 et 13; Nico-Côte d'Azur, 23 et 19; Paris-Le Bourget, 28 et 14; Pau, 30 et 16; Perpignan, 24 et 13; Rennes, 27 et 13; Strachourg, 25 et 12; Tours, 27 et 14. Strasbourg, 25 et 12; Tours, 27 et 14; Toulouse, 27 et 14; Pointe-à-Pitre 31 et

Températures relevões à l'étranger : Alger, 25 et 18 degrés ; Amsterdam, 19 et 13 ; Athènes, 29 et 20 ; Berlin, 23 et 13: Bonn, 22 et 12; Bruxelles, 23 et 15: iles Canaries, 22 et 18; Copenhague, 17 et 9; Dakar, 30 et 23; Djerba, 28 et 17; Genève, 27 et 10 : J#1 Ceneve, 27 et 10; Jerusalein, 25 et 10; Lisbonne, 28 et 15; Londres, 20 et 13; Luxembourg, 24 et 15; Madrid, 31 et 14; Moscou, 23 et 14; Nairobi, 23 et 14; New-Ynrk, 23 et 16; Palma-de-Majorque, 28 et 17; Rome, 27 et 17; Stockholm, 17 et 10; Tozeur, 36 et 21;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## LE 5 JUIN A O HEURE (G.M.T.)



## **ENTRAIDE**

## DES LUNETTES POUR LE TIERS-MONDE

Depuis 1970, le groupe du Haut-Rhin de l'Union catholique des aveugles d'Alsace se préoccupe des problèmes posés aux avengles du tiers-monde.

Une équipe de bénévoles trie les lunettes collectées, inscrit les dioptries sur les verres, met les lunettes dans les étuis et les emballe en colis de 3 kilos (quarante-quatre paires). Ces colis sont achemines par avion vers la Haute-Volta, le Togo, le Cameroun, le Kenya, le Burundi, l'Ou-ganda, le Sénégal, Madagascar, la République Centrafricaine, le Congo Brazzaville, le Transkei, le Mozambique, l'Angola, Djibouti, la Tanzanie, l'Ethiopie, le Zaire, le

Ces lunettes ne sont pas envoyées

à des particuliers, mais à des personnes compétentes dans des cliniques, des dispensaires ophtalmologiques ou des stations de missions qui en font bénéficier les nombreux malvoyants pauvres de leurs pays.

Pour participer à cette opération, il convient d'envoyer au Père Fran-çois, couvent, 68560 Hirsingue, unibon état, de vision ou de soleil, les montures en bon état. Ne pas envover de verres seuls.

\* Les frais d'euroi d'une paire de lunettes s'élèvent à 3 francs environ. Si Ten desire participer aux frais, on pent envoyer ses dons à : Arthur Meyer, C.C.P. Strasbourg 1 602 58 D, avec la mention - Opération lunettes -.

## RADIO-TÉLÉVISION

## Samedi 4 juin

## PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Série : Dallas.

20 n 3b Serve: Dallas.

J.R. chagriné tente de renouer avec Sue Ellen.

21 h 25 Droit de réponsa.

Emission de Michel Polac.

Les cimetières de voitures... ou les voitures d'occasi

22 h 50 Etoiles et toiles: Robert Bresson.

Magazine du cinéma de F. Mitterrand.

23 h 40 Journal.

**DEUXIÈME CHAINE: A 2** 20 h 35 Varietés : Champs-Elysées. De M. Drucker. Avec Nicole Crossille.

22 h Sport : Basket-ball. 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 Tous ensemble ou... à

Papier, rêve et montgolfières
Diffus. Rhône-Alpes, Auvergae.
 Dense et musique à Lille.
Diffusé dans les autres régions.

## 21 h 40 Cycle Charlie Chaplin : le Machiniste.

22 h 10 Journal. 22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varde.

22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varde.
22 h 30 Musi-Club.
Concert à l'Opéra de Bayreuth à l'occasion du contieme auniversaire de la mort de Wagner: « Siegfried Idyll » et » Du berceau au tombeau » de Liszt, dir. Pierre Buile.

FRANCE-CULTURE 20 h. « Les passagers de la maisus branc », de Marc Agi, Avec J. Topart, C. Rich, P. Vameck, A. Fajcon...
21 h 55, Ad fib.
22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE MUSIQUE
JOURNÉE RICHARD STRAUSS

les chefs d'orchettre stranstiens : desvres de Mozart.

## Dimanche 5 juin

## PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Le magazine de la semaine : Sept sur

De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay. Au sommaire : le sommet de Williamsburg vu par les télévisions ; les inondations en France ; va-et-vient vietnamien. Le grand témoin : Alain Peyre-

20 h Journal 20 h 35 Film; le Corbeau, Film français de H.-G. Clouzot (1943), avec P. Fresnay, G. Leclerc, P. Larquey, M. Francey, Sylvie (N. Rediffu-

sson). Un médecin dont on ignore le passe s'est installé dans une petite ville de province. Il reçoit des lettres ordu-rières signées - le Corbeau -. D'autres se répandent à travers toute la ville, et les passions se déchaînent.

22 h 10 Passions, passions. Emission d'A. Bercoff et P. Desfous. 22 h 55 Internationaux de tennis,

## 23 h 35 Journal.

**DEUXIÈME CHAINE: A2** Dimanche magazine.

Le départ des Bo-doit ; la Pologne avant le voyage du Stade 2. 20 h

Journal, 20 h 35 Jeu: La chasse aux trésors.

21 h 40 Série documentaire : Metiers dangereux et spectaculaires. Pilote sur dragon, de G. Duduyer.

### 22 h 30 Magazine : Désirs des arts. 23 h Journal,

TROISIÈME CHAINE: FR3 20 h 35 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin

De Kafka à Pierre Desproges.

21 h 35 La métamorphose.
De F. Kafka, adaptation R. Vrigny,

J.-D. Verhacghe.
Une bonne adaptation grace à la télévision « paluche ». 22 h 5 Journal,

20 h. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées);
« Capriccio » de R. Strauss par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Leitner, chef de chant, M. Pauhon,
1° violon, J. Prat, sol. C. Casapietra, P. Gottlieb,
T. Moser, H. Cuenod...
23 h. Le club des archives : R. Strauss, chef d'orchestre et

## 22 h 30 Cinéma de minuit : la Comtesse aux pieds

nus.
Film américain de J.-L. Mankiewicz (1954), avec
H. Bogart, A. Gardner, Ed. O'Brien, V. Cortese,
R. Brazzi (v.o. sous titrée. Rediffusion).
Évocation, par trois témoins de sa vie, à une danseuse de
cabaret espagnole, devenue vedette à Hollywood, qui ne
commut jamais le bouheur et que personne ne pui vraiment comprendre.

h 30 Une minute pour une image. d'Agnès Varde.
 h 33 Prélude à la nuit.
 Obrados. Dos Cantares Populares par Luigi Alva

## FRANCE-CULTURE

18 h 30, Ma non troppo. 19 h 30, Le cinéma des cinéastes. 20 h, Albatros : David Antur. 20 h 40, Atelier de création radiophonique : James Joyce.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Coucert (donné le 6 mai 1940 au Carnegie Hail de New-York) : « Concerto pour piano et orchestre nº 2», « Première Symphonie » de J. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la N.B.C. 22 h 30, La mit our France-Mosique : 2 22 h 30, Les figu-tines du livre ; à 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Les mots de Françoise Xenakis.

## TRIBUNES ET DEBATS

**DIMANCHE 5 JUIN** 

- M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, est invité à l'émission - Le grand-jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L., à 18 h 15. - Mai Edith Cresson, ministre du commerce exté-neur, participe au « Club de la presse» d'Europe 1, à

- M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, est le grand témoin du magazine « 7 sur 7 », sur TF1, à 19 heures. LUNDI 6 JUIN

Le général Jacques Mitterrand, ancien président de la SNIAS, est reçu au journal de Franco-Inter à

-:.. :

. . . .

A. ....

. - . -

.....

4 .. .

 $f(X_{i+1}, y_{i+1})$ 

• • • • •

. . . . . .

the contract

٠.

ें के बहर हत

H. Barrier

10 mm

er er er en en

\*\*\*\*

40.0

.:

7 h 40: M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la C.G.T., répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au Public » à 19 h 15.

## CARNET-

## Mariages - Le docteur Françoise HALPHEN

et M. Jean-Marc LOUBIER,

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré le 26 mai 1983 en la mairie de Paris-16.

## Décès

- On pous prie d'annoncer le décès

M. René ALLOMBERT-GOGET. chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes acadén naire honoraire de Beaumont-sur-Oise ancien conseiller général du Vai-d'oise,

scolaire et universitaire bogoraire. administrateur national honoraire de la M.G.E.N., survenu le 1º juin 1983, à Marseille

L'inhumation aura lieu an Poizza (Ain] le samedi 4 juin, à 16 heures. Le Poizat, 01130 Nantua. 22, rue Voltaire, 95260 Beaumont-sur-Oise.

— M= Pilar de Azcarate. François et Ana Ribis.

Luis et Brigitte, Juan et Joëlle, Patricio font part du décès de

M. Luis de Azcarate. survenu le 2 juin 1983. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Chein-Dessus (Haute Garonne).

- On nous prie d'annoncer le décès

M. Georges FOSSEY. survenu dans sa soixante-douzième année, qui sera incinéré comme il le sou-haitait au cimetière du Père-Lachaise.

le lundi 6 juin, à 8 heures. [Ancien commandant de compagnie du mequis de la Creuse, croix de guerre et médaille de la Résistance. En traveillant dans le mineu de la pressa, il ne comptait que des amis et il laisger permi eux le souvenir d'un homme juéte et généraux.]

- Le Frère Rosaire (Charles) GAGNEBET, de l'ordre des Frères Prêcheurs, a été rappelé à Dieu le 1= juin 1983, dans sa soixante-dix-neuvième année.

### Couvent Saint-Thomas-d'Aquin, impasse Lacordaire,

- On nous prie d'annoncer le décès

M. François-Jacques GAVARINL directeur des préfectures bonoraire, chevalier de la Légion d'honneur.

officier de l'ordre du Mérite, battant volontaire de la Résistance (alias lieutenant Fletcher).

nfficier de l'ordre de l'Etoile noire, urvenn à Ajaccio au Centre hospitalier Nutre-Dame de la Misérienrde, le 29 mai 1983, à l'age de quatre-

M. F.-J. Gavarini, né à Ajaccio le 25 avril 1900, a fait une longue carrière dans les préfectures de la Corse, de la Réunion et de la Savoie.

On lui doit l'organisation de ceux de l'île de la Réunion après la transforma-tion de cette vieille colonie en département d'outre-mer (1950). M. Gavarini, qui fut le premier Corse recevoir la rosette de l'ordre du Mérite

(1965), était titulaire de nombreux ordres nationaux et coloniaux et de La Louisiane .
 44, cours Lucien-Bonaparte,
 20000 Ajaccio.

- M. et M™ Edouard Gilly et leurs enfants, M= Jacqueline Fournet-Hipstin

et ses enfants. Mee Fanny Salagnac de Peyrafort, M. Jean Rigault, ont le chagrin de faire part du décès du

capitaine de vaisseau Pierre GILLY, des Forces navales françaises libres, eur de la Légion d'hor croix de guerre 1939-1945

avec paimes, médaillé de la Résistance. survenu je 28 mai 1983, a Paris. L'incineration a eu lieu dans l'inti-

56 Fairfax road, Bellevue Hill, Sydney N.S.W. 2023 Australia. 15. rue Vincuse, 75016 Paris.

Cet ovis tient lieu de laire-part.

M. et M<sup>∞</sup> Alberto Salama

et leurs enfants. Pierre et Carole.

M. et Mee Charles Rossano, M= Camille Pardo. M= Stella Rossano,

Me Yolande Rossano Les familles Rossano, Cohen, Ventura, Molho, Algazi, Cicurel, Charbit, out la douleur de faire part du décès de M= Georgette SALAMA,

turvenu le 2 juin 1983, à Paris. 22, rue de Passy, 75016 Paris.

- Nous avons la douleur de faire part du décès de notre cher morénou lu Robert SOMMER. L'inhumation aura lieu an cimetière

Montparmasse, à Paris, le lundi 6 juin, à 11 b 30 (réunion an 5, rue Emile-Richard]. La famille fera chiven à Jérusalem et

recevra pas. De la part De Mee Pauline Sommer, De leurs enfants : Michou et Miriam Oppenhei Féo et le grand rahbin Jacob Madar, Claire et Raphaël Coben, Emmanuel et Hélène So Cécile et Jean-Pierre Guttel.

Elie et Poria Sommer, Sylvie et Gabriel Weil, Eve Sommer. Rose et Fortunato Benjamin, De leurs trente-deux petits-enfants, De leurs arrière-petits-enfants, Et de toute la famille. 33, rue Croulebarbe, 75013 Paris. II, rue Nily, Jérusalem.

Le grand rabbin de France, Le grand rabbin du Consistoire cen-

Le grand rabbin de Paris, Le beth din de Paris, Le Consistoire central, Le Consistoire de Paris, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Robert SOMMER, rabbin konoris causa, ancien membre du Consistoire central et du Consistoire de Paris. ancien président de la section religieuse de l'A.C.I.P.

L'inhumation aura lieu le lundi 6 juin 1983, à 11 h 30, au cimetière parisien da Montparnasse.

Alain et Françoise Casters-Voillem

es arrière-petites-filles, Les familles Bresson, Millou, Petit et Raynaud,

nour la maison du Père de Marguerite VOILLEMIN. née Ducreux, le 26 mai 1983 à Rambouillet (Yve-

lines), dans sa quatre-vingt-sixième Ils vous prient d'associer à son souve-

décédé le 4 janvier 1983. Les obsèques religiouses à la Boissière et l'inhumation dans le caveau de famille à Paris, out en lieu dans l'inti-

prière. . Vous donc aussi, vous ètes dan in tristesse : mais je vous reverrai, et votre cœur se réjouira : et nul ne vous ravira votre joie.

8, rue de Varize, 75016 Paris. 7, place des Ilots, 59300 Valencienn

- Jacques et Magdeleine Le Clerc-René et Suzanne Boulling-Voillemin,

es petits-enfants. Isabelle, Fanny et Charlotte,

Ainsi que les amis fidèles qui l'out ssistée dans les dernières années de sa ont la grande peine d'annoncer le dépar

nir celui de son époux, Louis VOILLEMIN.

mité le lundi 30 mai. Que ecux et celles qui l'ont cont aimée marquent son souvenir par une

> Demandez et vous recevrez, afin que votre joie soit parfaite. (Jean 16/22-24.)

## Remerciements

- Mª Jacques Bregy, M. Jean-François Bregy, Et toute la famille

M. Jacques BREGY, expriment leurs sincères remerc

- M= Carabel, ses enfants et sa famille, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du

M. Pierre CARUHEL. prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil de bien vouloir trouver ic ments.

- Saint-Maur. Mogtpellier. J.-J. Rassial, Eva et Sam, Esther, Théo, Jacques et Michèle et leurs याधिकार expriment leurs remerciements à tous les amis qui se sont joints à eux dans leur immense peine après la disparition

rématurée de Adélie RASSIAL, née Hoffenberg.

Anniversaires

Que ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

- Il y a un an, le 6 juin 1982, Fernand BRUYNINCKX

abano terme!!!PADOUE ITALIE Bernes Hotel COLUMBIA \* \* > >

Tradition at hospitalità. En situation merveileuse entourés de parcs. Toutes les cures de santà et jeuneses dans l'Hôtel. Fangothèra-pie et physiothèrapie confre numationes, arthrites, douleure, obésité étc... Ozone-thèrepie, grandes piscines thermales couver plein air. Tennis, grotte, saile de gyron plein Bit. 10 mms. Service excellent aux chon, per pariang, garage, custine excellent aux chon, per tit dejeuner ou bullet - Soirbes de gale, excur tit dejeuner ou bullet - Soirbes de gale, excur tit dejeuner ou bullet - Soirbes de gale, excur 

- Pour le neuvième et douloureux anniversaire du rappel à Dieu de son fils

.- . . . .

# qui leur ont été témoignées lors du décès de

enlevé brutalement à l'affection des sions à l'âge de quinze ans, Me Paulette Zibi-Kozeika et sa famille font connaitre que la prière de l'Asguir sera dite, lundi 6 juin 1983, à J8 b 30, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris-9.

Sandor KOZELKA

- Tous coux gui out connu et aimé M= Hélène POBERG,

auront une pensée pour elle en ce jour

du cinquième anniversaire de sa mort.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé

- Pour le premier anniversaire de la

Paul SERMAN, une pensée toute particulière est deman-dée à ceux qui l'ont connu et garde son

62100 Calais, 41, boulevard Pasteur. Soutenances de thèses

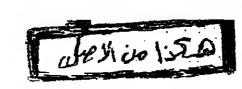
 Université de Reims, lundi 6 juin,
 à 14 h 30, suile du Conseil, M™ Geneviève Leigle : • Le sens du mystère dans l'œuvre romanesque de Patrick White • Université de Paris-III (Sorbonne nouvelle), lundi 6 jain, à 14 heures, salle Louis-Liard, M= irène Beldi-ceanu - Le monde préottoman et otto-

quie (fin du XIII., milieu du XVI. siècle) - Université de Paris-IV (Sorbonne), mercredi 8 juin, à 14 heures, salle des Actes, M. Jean Bareduc : « Le langage de la publicité contemporaine aux Élats-Unis ; études de la publicité

man à la lumière des archives de Tur-

des magazines .. - Université de Paris-III (Sorboure nouvelle), mercredi & juin, à 14 beures, saile Louis-Liard M. Jean-Paul Goujon : - Renée Vivien (1877-1909) ; essai de biographie et vues sur l'œuyre ..

Page 16 - Le Monde • Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 •••



# Économie



La pie qui ebante ou la complicité du silence... L'anecdote est surprenante, C'était en décembre dernier. Un accord sur l'expression des salaries venait d'être signe à La pie qui chante, filiale de B.S.N. située dans la banlieue lilloise. Un communiqué de la direction parut dans la presse pour célébrer un des premiers accords du genre, après la promulgation des lois Auroux. La pie qui chante, en quelque sorte, attisait la curiosité... Mais, quelques mois plus tard, ni la direction parisienne de B.S.N., ni le syndicat C.G.T. de l'usine n'acceptèrent de diffuser la moindre information sur les débuts d'application de l'accord. Les portes restèrent closes. Presse non grata... on ressentait un certain malaise. Quelques bribes d'explication recueillies auprès d'un responsable syndical de Lille éclaireirent le mystère. Côté C.G.T., on ne souhaitait pas, semble-t-il, donner d'éclat à un accord qui paraissait a posteriori consacrer le pouvnir de la directinn plutôt que l'avantage du syndicat. - Rappelez-moi dans un an. On parlera concret. Pour le mament, c'est du vent -, répondit, en guise de conclusion, un délégué cégétiste de l'usine. Le malaise était certain. Mais il n'a rien d'ex-

## Freiner des quatre fers

L'expression des salariés a rempli les colunnes des journaux lurs du débat parlementaire sur les lois Auroux. Ce droit nouveau prend progressivement forme. mais il continue à intriguer et à inquiéter les responsables du patronat comme ceux des syndicats. La base semble, pour le moment, à peine concernée. Ainrs que ce droit a été fait pour elle, pour qu'elle se fasse entendre, elle se tait. - L'expression des salaries? Ah bon... il y a une lai? Ici, an n'en parle pas », vous dit-on dans certaines entreprises. Ailleurs, on semble mieux informé. Mais, vous explique-t-on. - la négociation se mene au siège, après seulement

on en discutera dans l'usine. L'expression est aujnurd'bui en pleine négociation.

Au 4 février 1983, date-limite fixée par le législateur pour ouvrir cette négociation qui est obligatoire, quelques dizaines de firmes seulement avaient réussi à signer un accord. Ce dernier n'est d'ailleurs pas une obligation. S'il n'existe pas, la proposition de la direction fait office de textecadre.

Au lendemain de ce 4 février, les six mille entreprises concernées par la loi Auroux se sont lancées dans la négociation. Au le mai, mille trente-six d'entre elles étaient parvenues à un accord, si l'on en croit le comptage réalise par les directions régionales de la main-d'œuvre. C'est dire la prodence que l'on cultive sur le terrain de part et d'autre. Dans les grandes firmes, les acleurs une période d'expérimentation. La durée, la fréquence et l'organisation des réunions sont prévues. Mais le contenu tournant autnur des problèmes d'organisation du travail reste flou. Et surtout, on se réserve de modifier l'accord après quelques mois de pratique. Ainsi fera-t-on un premier bilan en août 1984, le minisière faisant le sien en juin 1985. Cette base à qui on octroie le droit a l'expression ferait-elle peur ? Pour l'beure, où l'application est encore balbutiante, on

nage en pleine idéolngie. A l'évidence, les responsables patronaux et syndicaux nnt mis le pied sur la pédale de frein avec plus ou moins d'insistance et pour des motifs divers. A peine reprend-on aujourd'bui un peu de vitesse. Le C.N.P.F. n'a jamais caché sa méfiance à l'égard des his Auroux. Ses éléments les plus nutraneiers ont même brandi le spectre du « soviet », comparant les conseils d'atelier ou de bureau prévus par le législateur à . une hierarchie parallele dangereuse -. Force nuvrière n'a jamais été favorable à ces lois : seul le

# Le droit à l'expression dans l'entreprise

## A pas comptés

Le droit à l'expression dans l'entreprise pour tous les salariés en est à ses balbutiements. Le texte législatif qui l'instaure date pourtant du 4 août 1982. C'est une des quatre lois Auroux largement débattues eu Parlement. Dix mois se sont êcoulés : la plupart des entreprises sont encore en pleine négociation. Depuis février, chacun a mis les bouchées doubles. Du côté syndical, plus particulièrement à la C.G.T. et à la C.F.D.T., des sessions et documents de formation ont été réalisés pour les délégués locaux. Sur ce droit nouveau, ces derniers reprennent les arguments confédéraux. Car la négociation commence à peine à l'échelon local. Du côté patronal, la volonté est manifeste de développer les divers groupes

d'expression existant déjà sur le terrain de la production. Quant à la base, bénéliquire de la réforme et objet de toutes segutientions, elle ne se sent que très rarament concernée. Le sera-t-elle daventage quand la réforme entrera dens les faits ? Ce droit nouveau à l'expression est devenu un enjeu. Et chaque camp s'y prépare.

syndicat est apte à défendre les travailleurs. Inutile donc, et même nuisible, de mettre en place d'autres contre-pouvnirs. La C.G.C., « prête à amarcer le mouvement pour ce droit nouveau «, ne tient pourtant guère à scier la branche sur laquelle elle est assise. Il faut à ses yeux protéger le rôle de l'encadrement si l'on ne veut pas désorganiser la production.

Pour leur part, la C.F.T.C., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont soutenu la nouvelle loi. Mais la négociation qui a suivi a révélé de ce côtéci également des méfiances. Chacun d'ailleurs le reconnaît. Ainsi en fut-il en février, lors d'une « tahle ronde » patronat-syndicats organisée par un consultant, M. Henri Vacquin. Pour ce dernier, « c'est la bataille pour le contrôle de l'expression qui est devenue, hélas! la préoccupation essent lelle de la hiérarchle comme des syndicats. On ne discute guère du fand, ni des raisons positives qu'il y à à libérer l'expression. L'avènement d'une parole libérée fait peur. Au train où vont les choses, on peut craindre un enterrement en douceur », redoute M. Vacquin.

De part et d'autre, on aeboppe sur les mêmes questions. C'est d'abord celle du rôle de l'encadrement : qui animora les groupes d'expression? Le choix de l'ordre du jour, la rédaction des comptes rendus, la transmission des résultats à la direction font tout autant prohlème. Des mille trente-six accords déjà répertoriés par le ministère du travail se dégagent déjà quelques réponses (voir encadré).

Mais, pour certains syndicats, une sérieuse inconnue demeure : les groupes d'expression ne serontils pas détournés par les directions d'entreprise au profit d'une politique visant avant tout à améliorer les performances et la producti-

L'apprébension est connue. De tout temps les syndicats français ont refuse de se mêler de ces questions de productivité. A chacun son inb : le management pour les uns, la revendication pour les autres. Aujourd'bui, la négociation sur le droit à l'expression impose à ebaeun de redéfinir son rôle. L'urganisatinn du travail, principal sujet sur lequel les salariés auront à s'exprimer, implique de fait que l'on pense performance et productivité. Car tout est lie. D'où le malaise de eertains syndiealistes. Comment ne pas être l'artisan de

syndicat est apte à défendre les travailleurs. Inutile donc, et même nuisible, de mettre en place d'autres contre-pouvnirs. La C.G.C., « prête à amarcer le sa propre exploitation? Mais aussi, comment jouer un rôle dans les groupes et ne pas en être exclu, comme le sont les délégués des fameux « cercles de qualité »

mis en place par le patronat?

Chat échaudé craint l'eau froide. Les appréhensions sont d'autant plus fondées qu'en matière d'expression directe sur la production le terrain est déjà en partie occupé par les directions d'entreprise. Dans les faits, l'avance patronale est réelle. Cercles de qualité, groupes de progrès ou d'expression en tous genres prolifèrent. Et cela a commencé il y a belle lurette.

### Cadence personnalisée

A la SNIAS-Marignane, dans

le hureau de M. Carayon, directeur de l'usine jusqu'en janvier dernier... (1). « L'expression. les gens s'en foutent, sauf si on crée quelque chose. Le principal, c'est d'avoir du boulot et gagner de l'argent. Nous avons inventé le rapport Auroux. Cela fait quinze ans que j'anime personnellement des assemblées générales par llat de production où chacun peut évoquer tous les sujets qu'il veut ., lance, goguenard, M. Cachise, fût-elle hrutale. La plupart des dirigeants d'entreprise se refusent, à l'inverse, à admettre le label - expression loi Auroux pour les différents groupes qu'ils ont mis en place ces dernières an-nées. Pourtant, M. Caraynn a sans doute raison. Comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, les entreprises pratiquaient l'expression avant la lettre... et la loi du 4 soût 1982. L'exemple de la SNIAS à Marignane n'est pas unique. Cbez Peugeot S.A., depuis toujours, des groupes ont functionné: « progrès », « expres-sion », « amélioration des conditions de travail », « qualité » an fil des nécessités et des réorganisations de service, les noms ont fleuri. Mais la pratique n'a jamais cessé. La liste serait longue des entreprises de toutes tailles lancées aujourd'bui dans ce type d'expérience. La SNIAS-Marignane en est cependant un des plus beaux fleurons.

Dans l'atelier où sont montés les hélicoptères Écureuil, depuis cinq ans on travaille au a finiparti -. Simple: l'ouvrier est libre de sa cadence et de son temps. La

direction fixe le niveau de production à fournir pour le mois. Un ordinateur central relié aux consoles de l'atelier permet de suivre nu jour le jour les résultats. Chacun module son rythme. Travail « fini », ouvrier « parti », telle est la règle du jeu. Le temps de loisir ainsi dégagé ne peut excéder ce-pendant plus d'un jour par semaine. Ces jours pouvant d'ailleurs étre regroupés si on le désire. Les professinnnels de l'Écureuil sont tous des volontaires. Cette organisation du travail a permis d'augmenter la pro-ductivité de l'ordre de 50 %. L'expérience a beaucoup pln et les candidats n'ont pas manqué. Mais la restriction des ventes de l'Ecureuil sur les marchés étrangers a amené la direction à réduire l'activité de l'atelier. Certains ouvriers ont dû être mutés dans d'antres secteurs de l'usine. Ils redécouvrent les rigidités d'une organisation classique du travail. Ce n'est pas toujours facile. Tels sont les risques de la conjoncture. Tel est le prix de cette souplesse chère aux diri-geants français, mais suspecte à bien des syndicalistes. « Si la loi Auroux doit conduire à cela, on n'est pas au bout de nos peines »,

Si 1982 est l'année des lois Aude qualité. L'Association francaise pour les cercles de qualité, née en 1982, a réuni trois colloques en quelques mois, regroupant plus de deux mille participants. Un succès significatif. Dès l'autompe, le mouvement s'amplifie. Né depuis quelques années dans les grandes firmes industrielles, il gagne alors les moyennes entreprises et même le secteur de la distribution. Ainsi les magasins Auchan sont les promiers à mettre en place des · groupes de progrès · dans ce secteur. Au magasin de Lille, l'expérience est lancée en novembre. Dans les rayons comme aux caisses, la maîtrise contacte quelques employés pour participer aux réunions du nouveau groupe.

commente l'un d'entre eux:

Peu d'Elus : il faut commencer Peu d'Ess : il faut commencer prudemment, explique la direc-tion. Les exclus, indifférents au départ, s'intèressent peu à peu à l'expérience. Aujourd'bui, la di-rection vient d'augmenter le nom-bre de groupes. Chez Auchan tou-jours, d'autres essais se poursuivent. A Mehin, les caissières pratiquent depuis deux ans l'autogestion pour l'aménagement de leurs boraires. Elles fixent entre elles tous les trois mois un ca-lendrier de leur présence. Le nombre d'heures à réaliser dans le mois étant, bien entendu, déterminé par la direction. Tous les trois mois également, les caissières choisissent, parmi elles, celle qui sera la coordonnatrice cbargée de veiller au bon fonc-tionnement du planning. « On s'arrange bien entre nous. Je me sens libre, je ne pourrais pas reve-nir à l'ancien système », explique une de ces coordonnatrices. Pour elle comme pour ses collègues, la loi Auroux, quand elle sera appli-quée, permettra à l'ensemble du personnel de profiter de ces nou-

velles relations de travail. Est-ce si probable ? Aujourd'hui; une entreprise sur dix en est à appliquer concrèrement la loi. Ailleurs. on est encore en pleine phase de négociation. Dans ces conditions, nul ne peut préjuver de l'avenir. Un fait est sûr : contrairement aux cercles de qualité et autres groupes dont les participants sont triés sur le volct par l'encadrement, les futurs groupes d'expression label « Auroux » réuniront de droit l'ensemble des salariés. Par cela, le nonveau groupe ne ressemblera pas aux anciens. La relation au travail, aux collègues et à la maîtrise s'en ressentira forcement. L'innovation est d'importance. Mais que produirat-elle? Il faudra attendre quelques mois pour en juger.

DANIELLE ROUARD.

(1) Depuis janvier 1983, M. Fernand Carayon est directeur industrici de la division Hélicoptères de la SNIAS. A Merigane, M. Étienne Lefort est directeur de l'union.

# 1036 accords signés au 1er mai, selon le ministère des affaires sociales

Les négociations sur l'expression des salariés ont-elles fait nattre une dynamique sociale dans les entreprises? Au 1º mai, le ministèra des affaires sociales avalt recensé 1036 accords, solt 15 % des 6000 entreprises concernées. Dans 95 % des cas, la négociation est, sinom aboutie, déjà entamée. En tête des régions viennent l'Illede-France (267 accords), Rhône-Alpes (100) : en queue, Provence-Côte d'Azur 1551. La miniatère a analysé 300 de ces accords.

Cote d'Azur Ibbl. La miniatera a analysé 300 de ces accords.

La C.G.T., la C.F.D.T. at la C.G.C. ont signé, selon la ministàra des affaires sociales, respectivement 57 %, 45 % at 50 % des 300 accords, 'F.O. 37 % at la C.F.T.C. 16 %. Le rôle de l'encadrament se trouve confirmé pour l'animation des groupes 175 % des cas). Dans un accord sur cinq est prévu un autre animataur que l'agent de maîtrise : il peut s'agir

alors d'un salarié du groupe, d'une personne extérieure au groupe ou d'une ariimation par rotation entre les participants au groupe. La fréquence des réunions est varieble, indiquée précisément dans quatre accords seulement. 50 % des accords prévoient trois ou quatre réunions par an, 30 % deux, 15 % une, 5 % six ou douze. La durée de ces réunions varie de une à deux haures.

Dans la très grande majorité des accords analysés, l'objet des réunions est celui qui a été défini par les textes ministèriels : les actions pour l'amélioration des conditions de travail, les caracteristiques du posta da travail et son environnement, les méthodes et l'organisation du travail. Les groupes d'expression auront en moyenne de quinza à vingt membras. Les grandes firmes ont opté pour une

progressivité dans l'expérimentation du droit d'expression (sidérurgia, métallurgie, banques).

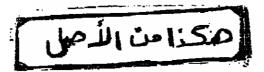
Le 2D mai, au cours d'una conférence de presse à l'issue du bureau national, M. Jean-Paul Jacquiar, aecrétaire national de la C.F.D.T., a indiqué : « Naus n'avons pas encore atteint les équilibres quantitatifs et qualitatifs necessaires à une dynamique sociale irréversible. »

Sana généraliser ses observations, la C.F.D.T. s'est livrée à une analyse sur 102 des 750 accords qui lui sont parvenus à la data du 10 mai 1983. Sur 90 types d'accords identifiés, la mortie sont des accords-cadra, conclus dans des entreprises multi-établissements, l'autra mortié étant constituée d'accords d'établissements ou d'entreprises à un seul établissement. Là où les signataires sont consus, la C.F.T.C. a refusé de si-

gnar dans 1D % des caa, le C.F.D.T. et la.C.G.C. dans 15 %, la C.G.T. dans 25 % et F.O. dans

La C.F.D.T. relève que la rythme de mise en œuvre c est pour moitié sif, pour moitié concernant à bref délai l'ensemble des travailleurs ». Dans la quasi-totalité des accords, la hiérarchie directe fait partie, de droit, des groupes d'expression. Dans 55 % des cas étudiés. l'animateur comme la rapporteur sont désignés par la groupe, mais c'est très souvent la hiérarchie qui transmettra les vœux du groupe et qui retransmettra ensuite les réponses de l'employeur. A titre d'exemple, la C.F.D.T. indique qu'à Turboméca e ce sont les travailleurs qui discutent de leurs futures règles du droit d'expression avant qu'elles soient négociées ».



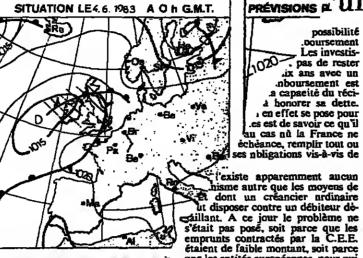


# France / services

# Grands marchés

## Les devises et l'or

## MÉTÉOROLOGIE-



Évolution probable du temps en France de entre le samedi 4 juin à 0 heure es la dimanche 5 juin à minuit.

La situation est stable avec con anticycloniques sur la France; sous la dant, nue dépression relative ataire sera Portugal apportera dimanches imporceolution orageuse modérésait initialement de la constant de la constan quest du pays.

uest du pays. . . . limiter aux Dimanche, après la diard de dollars, de quelques nuages benilliards recher-doc et le Roussillon, 3 millions de doi-très ensoleillé préde le marché le per-les passages de curà partir d'emprunts quents de la Maernationaux dotés de nuages élevés à fixes. Du fait de son midi sur l'Aquiement assez modeste, isolés pourrit pourrait dès lors être Les vents ivec un taux d'intérêt exclu-tures tout basé sur le Libor, sans au-

La pecours à la bête noire des em-nivearteurs qu'est le taux de base à 8 caire apéricain. 76f Que la durée soit de sept ou de

auit ans, il est plus que probable que cette portinn de la transaction sera assortie d'une marge venant s'ajou-ter au taux du Libor de seulement 0,375 % pendant les deux nu trois premières années, pour atteindre 0,50 % durant les dernières. Compte tenu de la réticence des eurobanques pour prêter à partir d'une marge de 0,375 %, celle-ci est devenue l'apa-nage de si peu de débiteurs que leur nombre se compte sur les doigts d'une main. La France ae pourrait dorémavant y prétendre à cause de son endettement extérieur excessif. En revanch, la C.E.E. fait partie des

\* happy few = qui le pente uts

Le second plus important volet du
financement de la C.E.E. devrait
être une émission à taux d'intérêt liard de dollars. Bien que les condi-tions définitives n'en soient pas encore arrêtées, on peut déjà s'en faire une idée assez elaire.

Tout d'abord sa durée pourrait s'étendre sur dix ans, à condition

L'emprunt euro-obligataire à taux variables de la C.E.E. devrait être variables de la C.E.E. devrait être montée du dollar, qui s'était accélé-lancé d'ici une dizaine de jours. La rée à la veille du sommet de Wilpoursement 020 pas de rester perspective de voir déferier sous peu sur le marché international des capiix ans avec un nboursement est a capacité du récià honorer sa dette. en effet se pose pour au cas nú la France ne echeance, remplir tout ou

> Le premier a momentanément ralenti le lancement d'autres opéra- tous ses records à Paris, atteignant tions à taux variables, bien que ce 7,67 F. A la veille du week-end, tou-secteur soit le seul qui puisse fonc-tefois, un pen de calme semblait tionner lorsqu'on redoute une ten-revenu sur les marchés des changes, sioa sur les taux d'intérêt.

compte de la France.

CHRISTOPHER HUGUES.

# Par une nouvelle ironie du sort, la

Le second a quasiment ferme la 7,64 F. porte au nez des emprunteurs désireux d'emprunter des dollars à taux la d'intérêt fixe. Seul Revlon a résolument bravé une conjoncture adverse monétaire (2 milliards de dollars) en venant proposer vendredi matin soulevait les appréhensions des au pair, avec un coupon annuel de milieux financiers américains et 11 %, 125 millions de dollars d'euro-obligations à sept ans. Malgré ces durcissement de la politique des conditions sympathiques, les inves-autorités (le FED) et anticipaient tisseurs ne se sont pas précipités pour acquérir le papier du fabricant américain de cosmétiques, dont la qualité de la dette a été récemment déclassée de « AA » en » A ». Le secteur de l'euromarché libeilé

en deutschemarks souffre aussi de la tension qui s'exerce sur les taux d'in-térêt en dollars. La C.E.E qui s'apprête à lancer le lundi 6 juin une émission internationale de 200 millions de deutschemarks sur une durée de buit à dix ans, devra offrir un coupon annuel d'au moins 7.75 % pour avnir quelque chance de succès. Il y a une quinzaine de jours, le même emprunteur aurait pu réaliser son opération avec un coupon de près de 0,75 % inférieur. Dans le cas présent, il s'agit d'un emprunt desné à couvrir les besoins courants de la C.E.E. et qui, par conséquent, n'a aucune relation avec les financements qu'elle entend réaliser pour le

Une fois de plus, e'est le marché des émissions en ECU, où les rap-ports sont toujours restés élevés, qui s'en tire le mieux. La demande du dentiste belge demeure vive pour le papier libellé dans la devise de la C.E.E. Elle vient d'assurer le succès d'un emprent de 50 millions pour Rank-Xerox et elle est en train de par la banque américaine Citicorp. Espérons qu'elle y parviendra égale-ment pour l'émission de 50 millions que la Caisse nationale de l'énergie entend offrir à partir du 8 juin proehain sous la garantie de la République française.

# PRÉVISIONS R'unt de la C.E.E. Nouvelle flambée du dollar : 7,64 francs

liamsburg, s'est poursuivie à un rythme encore plus rapide au lende-main de ce sommet. C'est précisétaux entre 1 et 1,5 milliard de our lars, et la profonde inquiétude sur l'évolution des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, sont les deux facteurs qui ont contribue très fortement à réduire l'activité cette se l'article sur le marché monétaire et l'article sur l'article sur l'article sur l'article obligataire), qui a fait flamber le • billet vert •, dont le cours a battu tefois, un pen de calme semblait revenu sur les marchés des changes, le dollar se trauvant ramené à

Le ton était donné dès le début de semaine: l'annonce d'une nouvelle augmentation de la masse ane bausse de taux. En ennsé-quence, celle-ci se produisait sur-

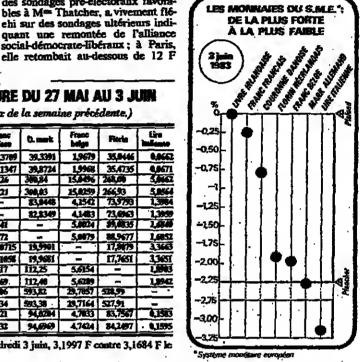
de 9 1/2 % à 10 %. Du conp, les pla-cements en dollars devenaient de plus en plus attirants aux dépens de ceux effectués partont gilleurs, notamment en Allemagne, et le dol-lar montait, montait... Cette ascension soulevait la colère des parte-naires des États-Unis, notamment le chancelier allemand Kohl qui, de retour de Williamsburg, adressait d'assez vifs reproches aux Etats-Unis, « regrettant qu'ils n'aient pas donné suite aux demandes de leurs partenaires et n'aient pas abaissé leurs taux . Jendi, et surtout vendredi, la rameur d'interventions des banques centrales (cela a été le cas pour la Bundesbank, qui a défendu le cours de 2,55 DM pour 1 dollar) et nn recul du taux américain (9 3/4 % contre 10 % pour l'euro-dollar à six mois) faisaient baisser

un pen la tension. Le dollar revenait à 2,54 DM et 7,64 F. La livre sterling, en très forte hausse la semaine précédente, sur des sondages pré-électoranx favorables à Ma Thatcher, a vivement fléchi sur des sondages ultérieurs indiquant une remontée de l'alliance le-champ, l'enrodollar à six mois, social-démocrate-libéraux ; à Paris, instrument de référence pour les eurocrédits internationaux, passant

franc suisse ont également battu leurs records à Paris, touchant respectivement 3,21 centimes et

Quant au franc français, fort de la faiblesse du mark, il s'est maintean au sommet du S.M.E., la monnaie allemande restant fixée à son cours plancher de 3 F, et décollant seulement un peu jendi et vendredi sur les divergences qui se dessinent au sein de la majorité gouvernementale en France. La Banque de France a pu continuer à récupérer des devises à hauteur de l'milliard de marks environ par semaine, sauf vendredi où elle a empêché la mounsie alle-mande d'atteindre 3,01 F.

Le cours de l'or a accusé une forte chute (de 27 dollars) mercredi le jnin, pris il est légèrement remonné. En fin de semaine, il cotait 411,50 dollars l'once contre 437 dollars le mercredi 27 mai. - F.R.



### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 MAI AU 3 JUIN (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lime	\$EU.	Franç français	Franc	O. mark	Franc helge	Floria	Liro
	1,5655	-	13,0761	47,3789	39,3391	1,9679	35,0446	0,0662
New-York	1,5980	-	13,2898	48,1347	39,8724	1,5968	35,4735	4,8671
	11,9721	7,6475	-	362.26	360,84	15,0496	248,09	5,6662
Paris	12.0249	7,5250		362.21	300,03	15,4259	266,93	5,8564
Zarich	3,3047	2,1110	27,6837	_	83,8448	4,1542	73,9793	1,3984
	3,3198	2,0775	27,6082	-	82,8349	4,1483	73,6963	1,3959
Franciore	3,9795	2,500	33,73%	120,41	-	5,0024	33,0835	1,6540
	4,8077	2,5989	33,3366	120.72	-	5,9879	88,9677	1.6852
	79,5506	50,8150	6,6446	24,9715	19,5901		17,8473	3,3663
brzouliag	30.0278	56,6899	6,6551	24,1656	19,5681	-	17,7651	3,3651
	4,4671	2,8535	37,3128	135,17	112,25	5,6154		1,1903
Ameterdani, .	4,5047	2,8190	· 37,4636	135.69	112,48	5,6289	-	1,3947
	2363,12	1509,50	197.38	715,06	593,82	29,7657	524,53	-
Miles	2378,14	1488,20	197.76	716.34	593.38	19,7164	527.91	
	374,15	239,00	31,2520	113,21	94,6284	4,7833	83,7567	0,1583
okya	379,52	237,58	31,5616	114,32	94,6969	4,7424	84,2497	0,1595

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 3 juin, 3,1997 F contre 3,1684 F le

## faire de même pour le placement de Marché monétaire et obligataire 40 millions d'ECU lancé ces jours-ci Marché monétaire et obligataire

# Le dilemme du Fed

 Je ne comprends pas pourquoi la masse monétaire augmente à ce rythme -, a déclaré cette semaine M. Donald Regan, socrétaire au Trésor des Etats-Unis, en faisant allusion à l'accélération de son taux de croissance qui a atteint ces dernières semaines 13 % à 14 % en rythme annuel au lieu des 4 % à 8 % fixés comme objectif an début de l'année. Il semble bien, également, que les dirigeants de la Réservé fédérale (le Fed), ne comprennent pas plus que les banquiers et les analystes de tout poil pourquoi cette asse, dans sa définition étroite (M 1 : monnaie en circulation plus dépôts à vue), s'emballe pareillement, alors que M 2 (M 1 plus les dépôts à terme) affiche nue progression conforme any nbjectifs. La baisse de 400 millions de dollars annoncée pour la période hebdomadaire se terminant au 25 mai est plus accentuée que celle qui était généralement prévue. Ce résultat n'efface pas l'emballement des

Les experts sont très divisés sur la signification récile des variations de M 1, surtout au cœur d'une phase de désinflation qui modifie les comportements et après une refonte des instruments de placement bancaire qui entraîne d'énormes transferts de liquidités de l'un à l'autre : plus de 10 milliards de dollars investis dans les fands de placement à court terme, désormais moins avantageux et non compris dans M 1, sont allés se placer sur des comptes bancaires.

semaines précédentes.

## Un marché saturé

Quant au Fed, sa position apparaît assez ambiguē. D'abord, à l'automne dernier, ses dirigeants, notamment son président, M. Paul Voleker, avaient affirmé qu'ils ne prendraient plus en compte, comme auparavant, les variations de M 1. jugées aberrantes et peu significalives, pour se concentrer sur M 2. Mais, apparamment, les cabrioles ectuelles de M 1 ne les laissent pas totalement insensibles. Ensuite le Fed doit faire face à un dilemme assez pénible. D'un côté, il se voit INDICES. - Moody's, 1 052,10 pressé par la Maison Blanche et par (1 060,30); Reuter, 1 837,50 M. Donald Regan de freiner en hâte M. Donald Regan de freiner en hâte la croissance de la masse monétaire

pour éviter une relance de l'inflation, hantise du pouvoir. De l'autre, il se vnit accusé de pousser indûment les taux à la hausse, ce qui fait flamber le dollar et soulève les protestations indignées des partenaires des Etats-Unis.

An seuil de l'été, le marché oblipataire français donne des signes très nets de saturation, au point que le calendrier des Emissions a du être allégé, avec, pour la semaine prochaine, deux emprunts seulen pour 715 millions de francs. Il est vrai que, depuis le début de l'année. tous les records ont été battus, avec près de 80 milliards de francs d'emprunts à la fin mai, contre 50 milliards de francs en 1982 à la même époque. Rappelons que, sur l'année 1982 tout entière, la collecte avait porté sur 154,4 milliards de francs, en augmentation de 44 % sur l'anaée précédente. Pour le seul mois qui vient de se terminer, il a été émis pour 19 milliards de francs.

Il n'y a rien donc d'étonnant à voir les souscripteurs bouder an pen. Un autre élément vient perturber le bon fonctionnement de la » pompe à capitaux ». C'est l'incertitude qui continue à régner sur l'évolution des taux à long terme. Certes, les rendements du marché secondaire restent stables, à 13,69 % contre 13,77 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans. 13.58 % contre 13,62 % pour ceux à moins de sept ans, 14,57 % contre 14,62 % pour les emprunts du sectenr pablie (14.60 % il y a quinze jours) et 15,37 % contre 15,35 % pour cenx du secteur privé, selon les indices Paribas. Bien que l'on sache que les taux à long terme ne vont pas monter en France, da moins pour l'instant, on redoute la contagion des Etats-Unis, de l'Allemagne et des Pays-Bas, où ils montent.

Certe crainte diffuse explique que les émissions à taux fixe soient mai accueillies : la dernière en date, celle du Crédit foncier de France pour 3 milliards de francs à 14,90 %, se place très mal, certaines banques se trouvant « collées » avec leur · papier ». Outre son taux fixe, certaines de ses modalités sont mal accueillies par le marché, notamment le remboursement sur dix-hunt ans en annuités constantes et non pas in fine, comme on l'aime beaucoup en France. En revanche, les.

emprants à taux variable, surtout les T.M.O. s'arrachent littéralement. sur le - neuf - comme sur l'occasion, les émissions indemnitaires (C.N.L, C.N.B.) cotant au-dessus du pair. Après Saint-Gobain, c'est Rhône-

Poulenc qui Emet des titres participatifs, pour 600 millions, au taux minimum de 10 %, avec une partie à taux fixe de 7 % et une autre à taux variable de 3 %, majoré au prorata de la croissance du chiffre d'affaires consolidé. Cette formule, préférée à celle de Saint-Gobain (indexation sur les bénéfices) en raison des pertes de Rhôno-Poulene, est très bien accueillie.

## Un nouvel instrument du Trésor

Signalons, enfin, la naissance officielle du nouvel instrument du Tré-sor, les obligations renouvelables. Emises à 1 000 F et 12.75 %, elles seront remboursables en totalité au bout de six ans, avec la possibilité, au bout de trois ans, d'échanger leurs titres contre des obligations de même nature et de même durée, émises à cette date et au taux qui sera fixé alors, en fonction du marché. Cet instrument, issu des recommandations de la commission Dautresme, permet aa Trésne de disposer d'une formule intermédiaire entre le bon, d'une durée de nn à cinq aus, et l'obligation classi-que (six à dix aus). Bénéficiant de l'abattement de 5 000 F sur les coupons et du prélèvement forfaitaire de 25 %, l'obligation renouvelable de six ans se compare avantageuse-ment avec le bon du Trésor de cinq ans à 14 %, avec option pour un prélèvement forfaitaire porté à 45%, sans abattement. Notons sculemen que le paiement, en totalité, des intérêts au bout des six aus (trois ans on cas de renouvellement) permet au Trésor d'étaler sa dette, et d'instituer, en fait une sorte d'emprunt perpétuel si les souscripteurs (des menages, pour la pinpart, penset-on) font jouer'à répétition leur option de renouvellement. Dans l'immédiat, le Trésor en attend l milliard de francs, pour « tâter la

FRANÇOIS RENARD.

## Les matières premières

# Baisse de l'argent et du sucre

La hausse persistante da dollar, la crainte d'une tension des taux d'inté-rêt aux Etats-Unis, ont exercé leurs effets pervers sur les différents marchés commerciaux. C'est la famille des métaux précieux qui a été la plus touchée par la chute des cours. Tant que le loyer de l'argent se maintiendra à un nivean élevé, les industriels, même dans les pays, Etats-Unis en tête, où la reprise s'affirme, ne se presseront pas de re-constituer leurs stocks.

MÉTAUX. - La baisse s'est non seulement poursuivie mais accen-tuée sur les cours de l'aluminium à Londres. Le renouvellement des contrats de travail d'une durée de trois ans, qui expiraient le 31 mai chez les trois plus importants prochez les tots pus importants pro-ducteurs américains, élorigne la me-nace d'une longue grève. Autre fac-teur défavorable, les stacks britanniques de métal se sont sensiblement accrus.

Stabilité des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, malgré l'augmentation pour la trente-troisième semaine consécutive des stocks de métal, qui atteignent 329 375 tonnes (+ 3 925 tonnes).

Nouveau recul des cours du plomb d Londres. Plusieurs produc teurs américains viennent de réduire le prix de leur métal. Les stocks britanniques se sont encore accrus dans de sensibles proportions pour otteindre 185 400 tonnes (+7350 tonnes).

Grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur, les cours de l'étain ont été soutenus à

L'argent a enregistre une baisse supérieure à 5 % sur le marche de Londres en corrélation avec la chute de l'or et la hausse persistante du dollar. Le platine a aussi été af-

DENRÉES. - Pour la première fois depuis quelques semaines, une détente s'est produite sur les cours du sucre. Mais le repli reste peu important. Au commencement de la semaine, les meilleurs niveaux depuls août 1981 avaient été touchés

crainte d'une penurie de disponibi-lités à court terme a relancé la spéculation. Plusieurs pays exporta-teurs, comme Cuba, la République Sud-Africaine et les Philippines, ne parviendraient pas à honorer leurs engagements. La sècheresse prolon-gée en Thatlande réduira dans de sensibles proportions les disponibilités à l'exportation (25 % environ). La persistance du mauvais temps en Europe se traduira par une diminution supérieure aux premières prévisions de la production de betteraves. En France, on table déjà sur une baisse d'au moins 20 % de la production de sucre. A la fin de la cam-pagne 1982-1983, les stocks mon-diaux devraient revenir, selon

que les entités européennes, pour qui les capitaux étaient recueillis, ne

suscitaient aucune réserve. Malheu-

reusement, avec une dette exté-

reure dépassant les 60 milliards de dollars, la République française est un débiteur qui appelle à la pru-dence. A cet égard il faut répéter

que les eurobanques, tout comme les organismes internationaux compta-bilisent l'endettement des banques

de l'hexagone dans l'endettement du

pays, calcul que les autorités fran-çaises se refusent toujours à faire.

Afin de souligner son standing ex-ceptionnel, la C.E.E. entend offrir des termes très serrés pour les prê-

teurs sur son émission à taux varia-bles. L'intérêt semestriel ne devrait

pas excèder l'addition d'une marge de 0,25 % à la moyenne des taux in-terbancaires offerts et demandés à

Londres sur les dépôts en eurodol-lars à court terme (Libor). De plus

la commission pour les banques sera,

selon toutes probabilités, très basse, e'est-à-dire au maximum de 0,90 %.

Seul l'ECU...

conditions une masse aussi énorme

de papier ne sera pas une mince af-faire, tout particulièrement si l'on

veut éviter que les euro-obligations à taux variables n'atterrissent dans les portefeuilles des banques qui alors

seralent moins enclines à participer dans l'eurocrédit complémentaire.

jusqu'à présent fait la prenve qu'elle

est en mesure d'y parvenir. Il s'agit de Crédit Suisse-First Boston. Pour

cette raison, la communauté ban-

caire internationale qui ne lui dis-pute pas sa prépondérance en la ma-

tière s'attend à ce qu'elle soit seule mandatée pour dirigée l'euro-

ehe, les options sont encore ouvertes

en ce qui concerne la direction de

l'eurocredit bancaire

Une seule banque internationale a

Mais placer publiquement à ces

de tonnes, soit 5 millions de tonnes de moins que prévu. La baisse succède d la hausse sur le marché du cacao, car le Ghana et la Côte-d'Ivoire n'ant pas suspendu leurs expéditions. Au Brésil, les craintes de gelées s'éloignent, aussi la spéculation estelle tambée, entraînant une baisse

CÉRÉALES. - Repli des cours peu accusé du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mon-diale est évaluée par le Conseil in-ternational du blé à 475 millions de tonnes, chissre en augmentation de 5 millions de tonnes sur la précé-

certaines estimations, à 9,5 millions

LES COURS DU 3 JUIN 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente) DENRÉES. - New-York (en cents par MÉTAUX. - Londres (en sterling par

METAUX. — Londres (en stering par tonne): cuivre (Wirebars), comp-tant, i 088 (1 087); à trois mois, 1 109.50 (1 114); étain comptant, 8 465 (8 450); à trois mois, 8 530 (8 530); plomb, 266.50 (270.50); zinc, (452.50); aluminium, 934 (950); nickel, 3 190 (3 080); argent (en pence par once troy), 779.50 (829). — New-York (en cents par li-vre); cuivre (premier terme), 74.90 (829). — New-Yark (en cents par ivere): cuivre (premier terme), 74,90 (77,65); argent (en dollars par once), 11,97 (13,41); platine (en dollars par once), 414,50 (460); ferraille, cours moyen (en dollars par tome), inch. (66,83); mercure (par tome), inch. (66,83); mercure (66,83); mercure (66,83); mercure (66,83); mercure (66,83); mercure (66,83); mercure (66,83); bonteille de 76 lbs), 300-310 (300-320). — Penang: étain (en ringgit par kilo), 30,51 (31,16).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 75,55 (73,60); octobre, 76,90 (75,40). -Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, inch. (451); jate (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, in-changé (400). — Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet. 44,10 (43,80).

CAOUTCHOUC. - Londres (en livres par tonne): R.S.S. (comptant), 734-740 (737-750), — Penang (en cents des Détroits par kilo): 234-244 (242,50-243,50). lb; sauf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, juillet, 2 030 (2 090); septembre, 2 075 (2 150); sucre, juillet, 11.80 (12.05); septembre, 12.05 (12.40); café, juillet, 126.58 (12,40); café, juillet, 126,58
(133,35); septembre, 125,80
(139,90). — Londres (en livres par
tanne): snere, anât, 183,25
(191,50); octobre, 191,25 (197,50);
café, juillet, 1 604 (1 665); septembre, 1 567 (1 647); cacao, juillet,
1 408 (1 440); septembre, 1 426
(1 464). — Paris (en francs par quintal): cacao, juillet, 1 727 (1 730));
septembre, 1 760 (1 791); café, juillet, 1 938 (2 010); septembre, 1 940
(1 999); sucre (en francs par tonne),
juillet, 2 510 (2 460); soût, 2 530
(2 455); tanteaux de soja. jniliet, 2510 (2400); sout, 2550 (2455); tnnrteaux de soja. – Chicago (en dollars par tonne), juillet, 179 (179,30); août, 180,40 (183,05). – Londres (en livres par tonne), juin, 143 (141,50); août, 139,60 (140,30).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents per boissean): blé, juillet, 346 1/2 (350 1/4); septembre, 357 (360 1/4); mais, juillet, 306 1/4 (305 3/4); septembre, 290 1/2 (293 1/4).

Page 18 - Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983

# Revue des valeurs

# **BOURSE DE PARIS** See a concert 2 5 cells and concert a barrent and content and cont

7,64 fram

Signature de l'anclare l'action de l'action de l'action de l'action de l'action l'action l'action de l

and account of a first of a first

State of the same of the same

Le cours de lors acres de la constante de la c

DE LA PLUS FORE
A LA PLUS FARE

Marie Marie Marie

**清解**"你你你你你你们!

- 14.

- 1

. . .

. C.Y.

T.M.O. is an extended

such to a non- a committee

KCN1. CNS: care

Aprop hair Gubanisi

make a second contractions

Freier, qui errer ce tint

White the de la section

Abar 1 se de 1 - et une ett.

vertebre de 11. majorita

🖛 🕸 grantarur au caffaile.

sampunitable Carlotterations

\$60 Mg Get 151 111125. \$ 1855.

AND HER SETUDIONS OF THE

german de la construitat s

Un nouvei instrument

Page and the state of

Complete the result of the comments of

Married Restricted the Party of State

Base de tre alle alor is per

No better to the A late Care

Marie britann . freing der unight.

Metere metare of de metall

Services a serie date of management

ele. Cet anna ment at 195

The Wall

Transport of the Property of t

Manager Control of the Control of the

\*\* S armay are a state of the state of

September 222, 192 September 182 a. 192 September 182 a. 192 September 182 September 1

place at the second land

- Comment of the Comm \* 11 20 11 11 11

Manufacture of the second of t

Mineral Parts

the state of the same of the s

The street of the street of the street of the Min at Some the car at the

THE PERSON OF THE PERSON OF

CORRECT OF THE PARTY OF

MARY RES 15 1. LATE WAY COM

properties: 10 to 10 to

The same of the sa

THE PARTY OF THE P

THE PART OF THE PART OF THE PART OF

1 services de l'acces per est

and and

AND STATE OF

du Trésor

整理の まひれがかって

SIX-QUATRE, six-quatre, sept-six. En trois sets, le « petit » Français Christophe Roger-Vasselia (il mesure tout de même 1,37 mètre...) a « sorti » l'Américain Jimmy Comons du court central de Roland-Garros. 7,65, 7,67 et 7,64 à la veille du week-end. En trois jours, le doitar américain a envoyé au tapis une fois de plus le franc français. Les luternationnax de France de tennis et la « doillarite », selon Pexpression d'un de nos confrères pour désigner ce mai insidient qui déclenche la fièvre sur les marches des changes (voir la rubrique « Les devises et l'or »), voilès, en fait, les deux événements qui out occupé l'attention des famillers du patais Brougniart cette semaine.

Si le dollar monte, c'est que les tanx d'intérêt en font antant, entraluant aussitôt un mouvement inverte sur l'or. Vollà, très achématiquement, les trois pointes du triangle tracé par les observateurs purisiens, l'œll rivé sur Wall Street où le moisure recul des cours relance immédiatement toutes les spéculations sur un possible mouvement de retraite des naurchés américains qui entraînerait dans son sillage l'ensemble des places internationales.

piliage l'ensemble des places internationales.

Pour l'instant il n'en est rien, et « la montée historique de Wall Street depuis plusieurs mols n'est que la première étape d'en marché qui reste orienté à la hausse sur une longue période d'an moins deux ans », a estimé M. Jacques Drussaert. Invité par les journalistes du Club presse-finance à commenter cette affirmation, le vice-président de Merrill Lynch luternational a appuyé sa démonstration sur matre facteurs : sur quatre facteurs :

sur quatre facteurs:

O Le récent eurichiesement des ménages américains, dû à la fois sux réductions d'impôts pratiquées l'année de-nière par l'administration américaine et aux guins en portefeuille réalisés dans ce pays où les consommateurs sont également des investisseurs en peissance sur les marchés boursiers. An total, estime M. Drossaert, la capacité d'épargue des Américains s'est acerne de quelque 500 ou 600 miliards de dollars depuis août 1982;

O Les conséquences positives d'une récession qui a contribué à abaisser le « point mort » des entreprises, c'est-à-dire le coût de l'unité produite;

## A l'image de Wall Street

· Le fait que Wall Street ne fasse pas actuelles l'objet d'une surivaluation effrénée avec des valeurs-vedettes qui se vendent à seulement dix fois leurs bénéfices

 L'expérience du passé enfin, qui démontre, selon ini, qu'un comp d'arrêt porté à l'inflation, un phénomène très net actuellement aux Eints-Unis, accompagné d'un mouve-ment de buisse des taux d'intérêt (encore escoupté par la plupart des observateurs), déclenche inévitablement une progression des actions.

Tout en faisant grosso modo la même analyse que son confrère, M. Gérard Katz, vice-président de Drexel Burnham Lumbert, l'une des principales firmes de courtage américaines, a tema à sonigner à cette occasion que les temps avalent changé depuis quelques semaines. « Tout ne monte plus comme avant à Wall Street; les secteurs tourment et le marché corrige à présent les manuels résultais des cettes en la constitute que disidendes distribute est les manuels et le marché cett les marchés est les manuels de la constitute que disidendes distribute est les marchés est les marc ment et le marche corrige a présent les mauvais résultais des sociétés et la anaction aux dividendes distribués est im-médiate », a-t-il souligné, allant jusqu'à recommander le secteur des banques américaines de dépôts, un comparti-ment qui devrait, à son avis, rapidement sortir de l'ornière où l'ont plongé les « ardoises » subles sur les pays qui ne penvent plus faite face à feur endettement,

Et Paris, dans tout ça, direz-vous ? En bien, notre place a encore suivi cette semaine au plus près les indications des marchés américains, ce qui explique tout l'intérêt que continuent à porter les analystes au moindre soubresant du Big Board. Le résultat a été plutôt favorable puisque les actions françaises ont réussi à gagner environ 0,50 % an cours de ces cinq séances, en dépit d'une évolution très irrégulière au fil des jours, portant à 2,3 % la hausse de ces mêmes titres depuis la dernière liquidation.

Ancum mouvement de veute important n'est signalé dans les charges d'agent de change, où l'on serait, au contraire, plutôt enclin à citer l'exemple de sel on tel éparguant de

## Semaine du 30 mai au 3 juin

baat de gamme veux solliciter le conseil de ces spécialistes « pour des sommes très rondelettes » qu'ils ne savent où placer, si ce n'est en Bourse. Le seul élément un peu nouvan est la contraction du volume des échanges aux alen-tours de 120 à 150 millions de francs par séance sur les valeurs françaises cotées à terme, signe que les gros porte-feuilles — surtout étrangers — ont ralenti leurs achats de paquets d'actions qu'ils effectualent par blocs.

Le mouvement était perceptible depuis plusieurs jours et il vient de trouver sa confirmation avec les dernières statistiques measuelles de la chambre syndicale. An mois de mai, écourté il est vrai par quelques « pouts », le volume d'affaires s'est établi 24,8 milliards de francs coutre 29 milliards de francs environ le mois précédent, et la part des actions, qui était encore de 27,6 % en avril, au bénéfice des obligations, toujours largement majoritaires, est forte-ment remontée le mois suivant pour atteindre 33,9 %.

Les grandes valeurs sont encore relativement bon marché et les titres de seconde catégorie permettent de faire de boanes affaires », souligne un habitué de la cor-belle, citant l'exemple de Leroy-Somer, Esso, Darty, Bic et, surtout, la Lyonnaise des eaux. Les valeurs sucrières ont été particulièrement à l'houseur cette semaine en rai-sou de la forte hausse des cours mondiaux du sucre qui a permis à Béghin-Say et Saint-Louis-Bouchon d'enregistrer des gains voisins de 20 % en l'espace de quelques séances.

Un seul secteur a un pen démérité, celui des établissenents de crédit. Cetelem et sa maison mère, la Compagnie hancaire, et U.F.B. ont fléchi après l'amonce d'un renfor-cement des normes d'encadrement du crédit qui va se tra-duire par un volume de prêts à la consommation moins important à l'avenir, mais les spécialistes de la Bourse de Paris considèrent que ces sociétés vont rapidement relever la tête à la fois au palais Broogniart et dans leurs bilans respectifs, compte tenu des contre-leux qu'ils ne vont pas manquer d'allumer pour conserver leurs marges.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3-6-83	Diff
4 1/2 % 1973 (1)	2 851	34,50
7 % 1973	8 971	+ 31
10,30 % 1975	89,30	- 0.10
P.M.E. 10,6 % 1976 .	89,95	+ 4.35
8,80 % 1977	108,98	- 0,32
10 % 1978	27,90	
9.80 % 1978	86,80	
8,80 % 1978	88,50	
9 % 1979	\$3,60	
10,80 % 1979	90,30	
12 % 1980	97,65	
13,80 % 1980	101	+ 4.25
16,20 % 1982	108.35	
16 % 1982	106.87	
15,75 % 1982	105.00	
CNE 3 % (2)	3 051	- 106.50
C.N.B. bq. 5 000 F	101,10	
C.N.B. Paribes		,
5 000 F	- 101,10	+ 0,30
C.N.B. Suez 5 000 F	101,10	
C.N.L 5 000 F	101,15	+ 0,40
(i) Compte tenz d'u	п сопрод	6 90 F.

## Bâtiment, travaux publics

	3-6-83	Diff.
Aunil d'entrepuises	898	- 18.30
Bouygues	686	- 18
Ciment Français	196,80	+ 4.30
Damez	711	- 4
J. Lefebvre	145,10	- 430
G.T.M	340	- 8
Lafarge	295	+ 1
Maisons Phonix	. 405.20	- 4.80
Polict et Chausson	347	+ 12
SCREG.	125	- 3
SGP.SR	120	- 5

3-6-83

## Alimentation

Beghin-Say	311	+ 3	3
Bongrain	1 515	- 3	6
B.S.N. GDanone	1 799	- 1 - 6	6
Carrefour	1 329	- 6	R
Casino	910	- 1	R/1)
Cédia	527	- 1	B (1) 2
Euromerché	730	_ 7	4
Guycane et Gasc	310	_	č
Lesiour	1 026	- ;	4
Martell	900	) – š	ė
Moet-Heanessy	1 195		7
Mumm	374	- 10	0,80
Occidentale (Gale)	590	+ 2	
Olida-Caby	170		9,50
Pernod-Ricard	592		9
Promodès	910	+ 3	2
Source Porrier	320,58	+	1,5
St-Louis-Bouchon	239	+ 3	7
C.S. Sampiquet	245	<u> </u>	
Venve Cliquot	I 321	- 3	
Viniprix	690	+ 2	
Nestlé	17 940	- 60	(2)
TATOLES	4.540		- (2)
(1) Compte tent	d'un c		ds
50 E			-

	3-6-83	Diff.
Elf-Aquitaine	170	+ 1
Eeso	326,50	+ 29,50
Francasep	348	+ 10
Pétroles française	188	- 9
Pétroles B.P.	137	+ 7
Primegaz	245	- 4
Raffinage	161	- 5
Sorrero	365	Birchannia .
Exxon	320	- 5.50
Petrofina	995	- 3.
Royal Dutch	396	- 2

## Produits chimiques

	3-6-83	Diff
Institut Mérieux	675	+ 7
Laboratoire Bellon -	323	+ 2
Nobel-Bozel	10	- 0.39
Roussel-Uciaf	239	- 1
BASF.	536	- 24
Bayer	591	- 19
Hoechet	525	-26
ICL	69.30	- 2.20
North Kladen	507	- 1

## Banques, assurances sociétés d'investissement

La S.D.R. de Bretagne enregistre pour 1982 un recul de son bénéfice net : 5,99 millions de francs contre 6,52 millions de francs. Le divi-dende net est fixé à 12,10 francs

La Banque Ottomane a dégagé en 1982 un bénéfice de 3.78 millions de livres sterling accru de 46,8 %. Du fait d'une forte dotation aux réserves (1,3 millions de livres contre 350 000 livres), le montant disponible n'augmente que de 11,6 %. Le dividende passe de 4 à 4,5 livres. Les parts de fondateurs recevront 514,40 livres contre 450,10 livres.

## Suivant l'exemple de Legrand, les sociétés Casino, Darty et Essilor se lancent dans les actions à dividende prioritaire

La société Legrand, considé-rée comme l'une des principales cutreprises curopéennes d'appa-reillage électrique, a été la pro-mière à se lancer dans l'émission d'actions à dividende prioritaire (A.D.P.) sans droit de vote, une procédure prévue par la « loi Monory » du 13 juillet 1978, mais qui avant rencontré peu de succès auprès des entreprises. En effet, une demi-douzaine d'entre elles tout au plus (dont une scule société cotée, la Générale de fonderie) avaient jugé bon, jusqu'à présent, d'utiliser les dispositions de cette nouvelle catégorie d'actions.

Remanié dans le cadre de la « loi Delors » sur le développement des investissements et la protection de l'épargue du 3 janvier 1983, ca système permet aux sociétés d'émettre des actions démunies de droit de vote (écartant ainsi la crainte que pourraient avoir les dirigeants de voir leur « tour de table » menacé), sous réserve de quelmenace), sous reserve de querques exceptions. En revanche, les détenteurs de ce type d'action bénéficient, lors de la distribution des résultats, d'un dividende prioritaire qui ne peut être inférieur à 7,5 % de leur nominal cod dividende feast d'ait minal, ce dividende étant d'ailleurs cumulatif, c'est-à-dire qu'il est possible do le reporter sur l'exercice suivant, puis sur les deux exercices altérieurs, en cas

Voilà pour les principales dis-positions des actions à dividende prioritaire (A.D.P.) que Le-grand a choisi de présenter sur le marché financier à hauteur de 300 millions de francs environ, sons la forme de cent cinquante mille titres émis à 2 000 F (l'action cotait 2 025 F le vendredi 3 juin) et sur la base d'une A.D.P., jouissance 1er jan-vier 1983, pour trois actions ordinaires Legrand, en raison de l'abandon par les actionnaires familiaux (52 % de capital) de

leur droit préférentiel. Cette société est la première à utiliser le régime rénové de l'ac-tion à dividende prioritaire, sous la forme d'un avantage perma-nent et indexé. Ainsi, le divi-dende prioritaire de Legrand est fixé à 50 % du nominal (as lieu d'une limite légale de 7,5 %), soit 50 F net par action (on 75 F avec l'avoir fiscal).

De plus, la répartition du complément de dividende est effecuée de telle sorte que la rémunération totale de cette action à dividende prioritaire sans droft de vote soit toujours au

moins supérieure à 60 % de la rémunération offerte par l'action ordinaire, un écart qui vise à compenser l'absence de droit de vote, et donc d'intervention dans les décisions majeures de

A titre d'exemple, pour l'exercice 1982 (si ce type d'action avait existé), les actions privilé-giées auraient reçu le dividende attribué aux actions ordinaires (50 F), majoré du coefficient prévu (160 %), soit un total de 80 F, auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 40 F pour aboutir à un dividende global de 120 F per A.D.P. Legrand.

Ce dispositif, assorti d'un privilège, permet donc d'indexer totalement le supplément de rémunération versé aux actions sans droit de vote sur la croissance de la distribution, souligne la société, précisant que le produit de cette opération, qui a reçu un bon accueil sur le marché, lui permettra de financer un programme d'investissements fixe à environ i miliard de francs pour les trois prochaines années, dont 40 % devraient être affectés à l'étranger.

Après avoir laissé à Legrand le soin de préparer les milieux financiers et le grand public à ce type d'innovation, d'autres so-ciétés se sont ensuite lancées à leur tour dans l'émission d'A.D.P. sans droit de vote dès qu'elles ont recu l'accord de leurs actionnaires convoqués à cet effet en assemblée générale extraordinaire.

C'est le cas de Casino qui va émettre près de huit cent mille actions à dividende prioritaire à souscrire au prix de 600 F et sur la base d'une nouvelle action pour trois anciennes, le dividende prioritaire étant toutefois limité au minimum de 7,5 % prévu du nominal prévu par la loi. De son côté, Darty va lancer environ cent quatre-vingt-dix mille actions de ce type, cuises 450 F. scion une parité d'échange qui n'est pas encore arrêtée, les titres ainsi créés bénésiciant d'un dividende prioritaire égal à 35 % de leur valeur nominale.

Enfin. les actionnaires d'Essilor seront appelés le 11 juin (un samedi après-midi...) à approuver un projet identique portant sur 100 à 150 millions de francs et sur un dividende prioritaire équivalent à 10 % de nominal. les modalités exactes n'étant pas eacore arrêtées.

## 3683 Dm. Matériel électrique

Bail Equipement	224,50 163	+ 12,50	services public	\$	
Chargeurs S.A	170	- 29 + 2,98		3-6-83	Diff.
Bancaire (Cic)	248	- 21	Alsthom-Atlantique	153	- 7
CF.F	555	[- 6	CEM.	32	- 0.50
CF.L	201	+ 6	CIT-Alcatel	1 180	+ 60
Enrafrance	431	+ 6	Crouzet	142	+ 2
Henre (La)	262	- II	Générale des Eaux	287,29	- 11.80
imm. Pl-Monocen. (1) .	235 235	+ 4.30	Intertechnique	1 150	Inchange
Locafrance	235	- 4	Legrand	2 025	- 5
Locindus	525	- 10	Lyonnaise des Eaux	558	+ 17
Midi	850	+ 12	Machines Bull	39	- 0.10
O.P.P (Omz. Fig.	4.75		Marra	1 285	- 5
Paris)	860	+ 3	Merlin-Gérin	850	inchange
Parisienne de récac	479	- 36	Moteurs Leroy-Somer		+ 30
Prétabail	724	Inchange	Monlinex	91,90	+ 0.50
Révillon	541	+ 1	P.M. Labinal	267,50	- 11.50
Schneider	182	- 5 ,	Radiotechnique	375	- 5
U.C.B	150	+ 1	SEB	339	_ 6
47 300 3			Signatur	664	I 1
(f) Compte tent	d'un c	oupon de	Télémée, Electrique	1 075	+ 57
6,30 frames.			Thomson-C.S.F.	204	+ 22
			I.B.M.	1 876	1 3
Pilaturas tanti			I.T.T.	376	- 9,58
Filatures, texti	es, mu	zgusuns	Schlamberger	444	- 1,50
				1 213	- 44
	4	D.00	OHNINGS	جيتي	- 44

51,80 + 1,80 69,58 + 4 113 + 1	Mines d'or, diamants
458 - 2 933 - 4 667 + 15 41,58 - 3 149,80 - 4,20 968 + 6 69 - 1 112 - 4 27,30 - 8,70	L'Anglo American Corporation un des principaux groupes minier d'Afrique du Sud, annonce pour l'exercice clos le 31 mars dernier, un bénéfice après impêts peu différen du précédent : 616,4 millions de rands contre 611,8 millions de rands.
	To dividends final art posistant i

Le dividende final est maintenu à 75 cents, faisant un total de

				,-,-		
outro-mer				3-6-R3		Dilt.
	3-6-83	Dity.	Amgold	1 130	F	19
Géophysique	1 849 52,70	+ 22	Anglo-American Bullelsformin De Beers	208,10 609 81,98	+	8,90 1I
Michelia M.M. Poustroya	727	+ 7	Driefontein Free State	328 480	ŀ	8,30 1
Cherter INCO (1)	41,70 143,10	+ 1,40	Goldfields	82 246	Œ	4.90
R.T.Z.	3,89	- 3 - 0,26	Harmony Président Brand	218,80 471,50	±	2,60 11,50
(1) Compte ten			Randfontein Saint-Helena	1 509 418	÷	21
0,30 francs.			Western Deep Western Holding	568 526	-	11 21

## Valeurs diverses

André Roudière F.F. Agasho-Willot B.H.V. C.F.A.O. Damart-Serviposte

Darty D.M.C.
Galories Lafsyette
La Redounc
Nouvelles Galories

Printemps ......

Mines, cooutchouc,

	3-6-83	Diff.	MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
Agence Haves A.D.G. L'Air Liquide	736 299 472	+ 1 + 14 + 7		Coters 27 trai	Cours 3 juin
Anjourneri	254 590	+ 10 + 30	Or fio ficio en barre)		702 800 102 450 687
Bis	296 797 1 320	+ 37 + 7 - 70	Pièce trançaine (10 fr.) . Pièce suinne (20 fr.)	420 677	407 573
Europe 1 Cie Ind. Part.	741 279	+ 62	Pièce istine (20 fr.)  Pièce tunisienne (20 fr.) Sorversir	620 620 615	850 810 620
Hachette J. Borel Int.	1 055	- 15 + 2	Souversio Elizabeth S	810 400	610 400
Oréal (L') Navigation Mixte Nord-fist	1 620 190 53	- 59 - 5 + 1	Pièce de 20 dollers — 10 dollers	3 965 7 920 1 100	3 950 1 510 1 210
Presses de la Cité Sais Rossignoi	1 058 872	- 12 + 12	- 50 pages	4 275 795	4 330 902
Sunofi U.T.A.	358 193,50	+ 7	- 10 florion	884 425	682 406

L	EVOLUM	E DES TRA	NSACTION	S (en francs	()
	30 mai	31 mai	le juin	2 juin	3 juin
Terme Comptant	205 495 919	226953193	229 426 233	229 920 659	226 654 000
R. et obl Actions	759 044 087 147 502 655				1 146 829 206 138 665016
Total	1 112 042 661	1212111288	1 245 553 833	1 203 257 138	1 512 148 222

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981) Tendance . 128,8 | 130,1 | 127,9 | 128

S.M.

	3-6-83	Diff.
Alsthom-Atlantique	153	- 7
CEM	32	- 0,50
CIT-Alcatel	1 180	+ 60
Crouzet	142	+ 2
Générale des Eaux .	287,29	- 11.80
Intertechnique	1 150	Inchange
Legrand	2 025	- 5
Lyonnaise des Eaux .	558	+ 17
Machines Bull	39	- 0,16
Marra	1 285	- 5
Merlin-Gérin	850	Inchange
Moteurs Leroy-Somer	545	+ 30
Moulinex	91,50	+ 0.50
P.M. Labinal	267,50	- 11.56
Radiotechnique	375	- 5
S.F.B.	339	- 5
Signatur	664	+ 1
Télémée, Electrique	1 075	+ 57
Thomson-C.S.F	284	+ 22
I.B.M.	1 876	- 3
I.T.T.	370	- 9,58

110 cents (mensile	٠,٠		
	3-6-83	Dily.	
Amgold Anglo American Bullelsfommin De Beers Drieftontein Froe State Goldfields Geneur Harmony Président Brand Randfontein Saint-Helens	1 130 208,19 609 81,96 3728 480 82 246 218,80 471,50 1 509 418	- 19 - 8,90 + 11 - 0,30 + 1 + 7 - 4,90 - 2 + 2,60	
Western Deep Western Holding	568 526	- 11 + 21	

[	30 mai	31 mai	le juin	2 juin	3 juin
Comptant	205 495 919	226 953 193	229 426 233	229 920 659	226 654 000
R. et obl.	759 044 087	854470785			1 146 829 206
Actions	147 502 655	130687310	144 470 097	123 243 311	138 665016
otal	1112042661	1212111288	1 245 553 833	1 203 257 138	1 512 148 222

Étrang. 133,5 133,1 130 129,2 X

# (base 100, 31 décembre 1981) Indice gén. | 126,1 | 126 | 124,6 | 124,5 | 126

## **BOURSES** ÉTRANGÈRES

## **NEW-YORK** Bien orienté

Poursuivant son mouvement de re-prisc, le marché new-yorkais a fait preuve d'une bonne orientation cette se-maine, en dépit d'une hésitation perceprible, un tou que ue reflète pas, pour-tant, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Celai-ci a'établissait à 1 213,03 points vendredi, en baisse de 3,10 points sur la semaine précédente, l'activité enregistrée au coars de cette semaine de quarre jours écourtée en raison de la célébration du « Memorial Day a ayant porté sur 331,6 millions d'actions courre 486,7 millions la se-maine précédente.

Les fortes baisses enregistrées mardi ont été attribuées à la crainte de voir la Réserve fédérale resterrer les normes du crédit après l'augmentation continue de la masse monétaire américaine au cours des quatre dernières semaines (15 milhards au total).

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
A.T.T.	38 3/8 66 7/8	39 1/4 64 7/8
Boeing Chase Man. Bank	40 7/8	43 3/4
Du Poet de Nem	59 3 /4 48 1 /4	57 3/8 48 1/4
Eastman Kodak Exzon	73 34 1/4	74 1/8
Ford	48 1/2 104 1/8	51 3/8 54 3/4
General Foods	42 7/8	43 3/4
General Motors Goodyear	66 5/8 34 1/4	33
LE.M.	111 3/8 39 5/8	114 38 3/4
Mobil Oil	29 3/4 79 5/8	29 5/8 78 3/4
Schlumberger Texaco	48 3/8	473/4 341/8
U.A.L. Inc.	34 5/8 34 3/8	34
Union Carbide	72 27 1/8	69 1/2 25 1/4
Westinghouse	48 1/4 46 5/8	50 1/4 47 3/8

## LONDRES

Le Stock Exchange a établi, lundi, un nouvean record absoln de hausse qui a porté l'indice Financial Times des va-leurs industrielles au niveau de 712,5. mais la publication de nouveaux son-dages montrant une diminution de l'avance électorale des conservateurs dans la perspective des élections du 9 juin et la crainte d'une hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique sont venues d'interet outre-Allannque sont venues tempérer la progression initiale de la cote. Celle-ci a également été affectée par les résultais de Beecham, l'action s'étant fortement repliée après l'annonce de bénéfices inférieurs aux prévisions des boursiers.

Indices • F.T. • ; industrielles : 698,4 contre 712,2 ; mines d'or : 625,2 contre 610,1 ; fonds d'Etat : 82,34 contre

	Cours 27 mm	Cours 3 jain
Beecham Bowater Bo'l. Petroleum Charter Courtanids De Beers (*) Dennloo Free State Goduld Glaxo Gl. Univ. Stores Imp. Chemical Shell Unikever Vickers War Loan	398 190 384 276 92 8,96 66 49 1/2 860 548 470 518 700 112 38 5/8	370 214 386 286 88 8,76 74 58 850 550 458 532 763 167 36
(*) En dollars.		

### TOKYO En repli

Le marché s'est replié cette semaine ea raison de la dépréciation du yen par rapport an dollar et du ton plus hésitant enregistré à Wall Street. Les aciers, les pagnics maritimes et les métaux non ferreux (en raison de la détériora-tion des cours des métaux sur les marchés internationaux) ont subi certains dégagements.

L'indice Nikket Dow Jones a terminé la semaine à 8520,51 yens, en baisse de 72,39 points sur la semaine précédente, l'indice général s'inscrivagt à 635 (moins 0,33 point).

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
Akay Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy	539 505 1 380 590 831 1 500 215	575 482 1 500 500 820 1 500 209
Sony Corp Toyota Motors	3 600 1 150	3 740 1 120

## FRANCFORT

L'annonce de la baisse de 20 % des commandes passées à Mannesmann a déçu les professionnels, et d'autres titres du secteur mécanique ont également cédé du terrain, tandis que les automo-biles étaiem également un peu dépri-mées. L'indice de la Commerzbank s'est finalement établi à 906 contre 922,7 le vendredi précédent.

	Cours 27 mai	Cours 3 juin
A.E.G.  8.A.S.F.  Bayer  Commerzbank  Deutschebank  Hoechst  Karsadt  Mannesmann  Siemens  Volkswagen	73,70 146,30 137,70 178,80 322 143,90 256 153,80 331 172	71,90 143,20 133,60 176,80 316 143,10 244 147 326,30 167,50

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**ETRANGER** 

3. La libération du Docteur Augoyard. La grande peur du F.M.I.

**POLITIOUE** 

Le débat sur l'enseignement supé-rieur à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

12. Les Internationaux de tennis à Roland-Garros.

**ECONOMIE** 

18. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (16) Meteorologie (161; Carnet (16); Programmes des specta-cles (14); Mots croisés (15).

En avril

## LE RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES DÉPENSES DE SANTÉ S'EST CONFIRMÉ

Fin avril, le rythme annuel de progression des depenses de l'assurance-maladie a été de 15.1 %. au lieu de 15,4% fin mars, 16.8% en fevrier, 17,9% en janvier, 18,5% fin décembre 1982 et 19,6 % fin avril 1982. La tendance su ralentissement de la hausse des dépenses de santé se confirme done depuis qua-

En ce qui concerne les soins de santé, le taux de progression est de 15,4 % fin avril (au lieu de 15,7 % fin mars). Les remboursements aux établissements d'hospitalisation ont évolué en avril au rythme anouel de 15.8 % contre 16,9 % en mars (17.8 % pour le secteur public et 9,9 % pour le secteur privé).

Les autres postes de dépenses augmentent sensiblement moins vite que l'ensemble. Les honoraires du secteur privé progressent à un rythme annuel fin avril de 13,6% dicaux et 12,8 % pour les honoraires dentaires) au lieu de 13,5 % fio

Dans leur ensemble, les prescriptions augmentent à un rythme annuel de 13,7 % (14,4 % pour la pharmacic, 13.4% pour les aetes d'auxiliaires médicaux, et 12 % pour les actes de hiologie). Enfin les dépenses d'indemnisation pour les arrets de travail lies à la maladie ont progressé au rythme de 11,8 %, au lieu de 12 % fin mars.

## Table ronde sur les inondations DES AVANCES DE TRÉSORERIE **DEVRAIENT ÉTRE OFFERTES** AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES TOUCHEES

La table ronde d'urgence, réunic, vendredi 3 juin, à l'initiative du ministère de l'agriculture, proposera dès lundi procbain à M. Michel Rocard que les agrieulteurs les plus touchés par les inondations du mois de mai percoivent des avances de trésorerie exeptionnelles de la part du fonds des calamités agricoles.

Cette première mesure (le fonds ne sert en principe qu'en cas de chutes de revenus en fin d'année) ne concerne toutefois que les agriculteurs dont les terres sont à plus de 80 % - sous l'eou -.

Les exploitations - dans la boue . un peu moins touchées, feront l'objet d'une seconde réunior de la table ronde dans le courant de la semaine prochaine, a déclaré M. André Grammont, conseiller technique au ministère de l'agriculture, qui présidait la réunion de ven-

Environ einquante mille hectares de terres agricoles seraient « saus l'eau - dont vingt mille dans l'Ain et la Saône-et-Loire, douze mille en Côte-d'Or et Franche-Comte, et un millier en Scine-et-Marne.

La F.N.S.E.A. s'est déclarée. après cette réunion, décidée à rester vigilante, et a réclamé au-delà de ces mesures d'urgence, des dispositions pour assurer l'équilibre économique et financier des exploitations tou-

## LES FUTS DE SEVESO A BALE

## Dioxine: le « ouf! » français

l'aube, l'ennemi a été bouté hors de France : les quaranta et un futs da Savaso, détanus depuis deux semaines au camp militaire da Sissonne (Aisne), ont étà reconduita à la frontière par camion plombé, dûment escortés par des gendarmes, des douaniers, teurs propriétaires (les raprésentants d'Hoffmann-La Rochal at qualques journalistes . A 4 h 50 du matin, les fûts ont franchi la frontière à Saint-Louis (Haut-Rhin] et ont ensuita été conduits sous bonna garde à l'usine Roche de Bale, où ils ont été présentés à la presse avant leur disparition dans un souterrain.

Out ! Ainsi s'achèva, pour la gouvernement français, l'épisode locambolasque des déchats da Seveso, entrés discrètement an France, le 10 septembre 1982, par Vintimille, achemines encore plus discrètement jusqu'à un entrepôt de Saint-Quentin (Aisne) pour y être dédouanes, et enfin conduits secrétement dens un hangar da boucheria désaffectée à Anguilcourt-le-Sart (Aisna). Resta maintenant pour la justice française una affaira delicata :

apprécier axactement la responsebilité du transporteur français M. Bernard Paringaux, gérant de la Société provençala d'élimination des déchats chimiques (Spélidec) at a consultant a en résidus industriels venus du monde

Pourtent, la dioxine de Seveso n'a pas fini de faire parier d'ella. Outra qu'il reste sur place, en Italie, un bâtiment at du matérie contaminés, il va falloir maintenant détruire le contenu des quarante at un fûts. La société suisse Ciba-Geigy a proposé d'incinèrer les déchats dans son four ultra-moderne de Bâla - sous réserve d'ultimes esseis offrant touts garantie.

Ironie de l'affaira : l'usine Ciba-Geigy de Bêle se trouve dans un quartier - Klybeck qui jouxta les « trois frontières ». Ainsi, selon les vents, les fumées d'incinération de la dioxine retomberont soit en Suisse, soit en Allamagna fådérale, soit an France, L'Italie, cette fois, est épargnés, mais alle a déjà

## Deux chercheurs américains affirment qu'ils ont découvert des hactéries capables de vivre à une température de 250 degrés

Deux ehercheurs américains affirment, dans le dernier numéro de la revue scientifique Nature (1), qu'ils ont découvert des bactéries capables de survivre et de se multiplier à une température de 250 degrés Celsius, confirmant ainsi l'hypothèse que la vie pourrait avoir existe sur d'autres planètes considérées auparavant comme mortes en raison des températures élevées qui y règnent.

La plupart des bactéries meurent lorsque la température dépasse 70 degrés, et peu de microbes resis-tent au-dessus de 85 degrés. Selon cette revue, le précédent record de résistance à de fortes températures était détenu par une certaine espèce de bactéries qui pouvaient survivre jusqu'à 105 degrés.

Mais les deux chercheurs affirment que les bactéries sur lesquelles ils ont fait leur expérience, au moyen notamment d'une cocotteminute, survivaient à 250 degrés (soit 15 degrés de plus que la température à laquelle le papier brûle) et multipliaient leur nombre par cent en auclaues heures.

La bactérie peut même survivre à une température de 300 degrés. mais non se multiplier, ont-ils ajouté. Les deux chercheurs sont les docteurs John Baross, de l'École d'océanographie de l'université d'État de l'Oregon, et Jody Deming, de l'Institut Chesapeake-Bay de l'université John-Hopkins (Maryland1. Ils ont prélevés ces bactéries en 1979, au fond de l'océan Pacifique, au large de la côte californienne, à proximité de - cheminées - laissant échapper des gaz culfureux brillants. La temperature près de ces - sources - sous-marines est extremement élevée, atteignant jusqu'à 371 degrés. · · · ·

Les professeurs Baross et Deming ont aussi souligné que l'énorme pression existant à ces profondeurs (265' atmosphères) ne semble pas perturber ees bactèries, hien au contraire. Elles se nourrissent visiblement de soufre, de manganèse et de fer, ont-ils encore indiqué, Les deux chercheurs

dans le New York. Times daté du 3 juin, sur le sérieux de leurs travaux, précisant qu'ils ont corroboré leurs premières observations à l'Institut océanographique Scripps, à La Jolla (Californie), où il est possible de recréer les conditions de température et de pression rencontrées près des cheminées sulfureuses.

Certe découverte, ont-ils affirmé, est révolutionnaire dans la mesure où ces bactéries pourraient hien être physiologiquement similaires aux toutes premières formes de vie sur terre : elle permet d'imaginer que la vie est possible dans l'espace, et tout spécialement sur la planète Vénus, où existent, semble-t-il, des températures et des pressions atmosphériques comparables. - (A.F.P.,

LA FILIALE AMÉRICAINE

DE TOTAL PERD

10 MILLIONS DE DOLLARS

Total Petroleum va vraisembla-blement devoir passer en pertes un contrat d'environ 10 millions de dollars signé avec Coral, petit raf-fineur Indépendant, qui se trouve dans l'incapacité financière de l'ao-

nover. La filiale américaine à 50 %

de la Compagnie française des pè-troles a est pas la première à subir na non-paiement de Coral. A la mi-mai, Shell International Trading se voyait refuser le palement da

15 milions de dollars d'une livrai-son de 500 000 tonnes de brat ni-

gérien et entamait un procès. D'après le Wall Street Journal, la

compagne panaque mexicame re-mex avait sabi la même mêsaven-ture pour plus de 20 millions de dollars. La Banque de Paris et des Pays-Bas, banque de Coral dass ces transactions, avait refusé d'ho-

Le risque est grand pour les pe-tits raffmenrs indépendants de voir cette affaire renforcer la méliance

des grandes compagnies à leur égard. Ce qui ne manquerait pas de

dégrader leur situation financière, déjà mise à mal par la crise.

agnie publique mexicaine Pe-

(1) Nature, numéro 5920.

## Pour plusieurs journaux américains

## LE DOLLAR EST SURÉVALUÉ

- Dollar et déficit trop élevés -. Sous ce titre, le New York Times du vendredi 3 juin publie un éditorial pour demander au gouvernement américain d'agir et de ramener le dollar à un niveau plus résliste. Soulignant qu'il n'y a pas que la France qui - crie -, mais d'autres pays ainsi que des hommes d'affaires, y compris aux États-Unis. le quotidien estime qu'il serait - utile - d'intervenir sur le marché des changes puis de s'attaquer au déficit hudgétaire américain, cause des problèmes aczuels. Il reprend done a son compte la thèse française et juge qu'il faudra en passer par une augmentation de la fiscalité.

Le Journal of Cammerce, qui reflète l'opinion du monde des affaires, parle également d'un - dollar surévalué - et de taux de change « mal alignés », qui favorisent les exportations allemandes et japonaises et qui pourraient entraîner des . conséquences néfastes et injustifiées pour l'économie réelle ..

### · La mine d'Asbestos vendue à des Canadiens. - La plus grande mine d'amiante du monde noncommuniste, située à Asbestos au Québec, va être vendue à des inves-CEPES 57, rue Ch.-Laffins, 92 Houldly. 722-94.94745.09.19 tisseurs canadiens par son propriétaire américain Manville

## ROGER CANS.

## LE PORTE-AVIONS NUCLÉAIRE **CONSTRUIT A PARTIR DE 1986 DÉPLACERA 36 000 TONNES**

Selon & Cols bleus >

cléaire que la France a décidé, conformement à la loi de program-mation militaire 1984-1988, de commander en 1986 devrait déplacer 36 000 tonnes, soit un déplacement supérieur à celui des Foch et Cle-menceau setuels, précise Cols bleus, l'hebdomadaire de l'état-major de la marine nationale, qui publie, dans son numéro du 4 juin, nne description de ce bâtiment mis à l'étude en

Long de 238 mêtres et large de 61 mêtres, le premier porte-avions français à propulsion nucléaire, dont aura un pont d'envoi de 12 300 mètres carrés pour une quarantaine d'appareils. Cols bleus indique que, dans un premier temps, ce navire emportera des avions d'attaque à réaction Super-Étendard et, plus tard, un avion de combat tactique commun avec celui de l'armée de l'air française, l'A.C.T., encore à

. En tout état de cause, écrit la revue, les capacités d'un porte-avions ne pouvant être étudiées sans référence aux caractéristiques des avians embarqués, un « avian-enveloppe » a été défini : c'est un biréacteur de 20 tonnes au catapultage, camparable au F-18

La propulsion nucléaire sera assurée par deux chaufferies identiques á celles des prochains sous-marins nucléaires lance-missiles, le S.N.L.E. nouvelle generation, qui devraient déplacer environ 15 000 tonnes, comme le révèle le dernier numéro du mensuel la Revue maritime de juin.

Selon Cols bleus, la silhouette du porte-avious surprendra en raisoo de la situation très avancée de l'ilot par rapport à la place qu'il occupait de tradition au milieu des porte-avions elassiques. Le bâtiment aura deux catapultes de 75 mètres, disposées de saçon à privilégier les parcs de stationnement des avions.

C'est à l'arsenal de Brest que sera construit ce navire de guerre. Le chantier devrait représenter, pendant dix ans, onze mille cinq cents emplois.

· Visita ministérielle perturbée. - Quelques dizaines de manifes-tants antiqueléaires et objecteurs de conscience ont perturbé vendredi 3 juin l'inauguration de la nouvelle ndarmerie de Coueron (Loire-Atlantique), en présence de M. François Autain, secrétaire d'Etat à la désense. Les manifestants ont brandi des banderoles sur lesquelles on lisait - non au nueléaire civil et militaire ». Dans l'après-midi, une soixantaine d'onvriers de l'arsenal de Brest avaient perturbé par un sir-in l'inaugura-tion, par le secrétaire d'Etat, d'un village familial des armées au Trez-Hir, dans le Finistère, pour protester contre l'échec de négociations sur les salaires.

Le numéro du « Monde » daté 4 juin 1983 a été tiré à 483 220 exemplaires

## AU SALON DU BOURGET

## M. Mauroy: « La France ne ménagera aucun effort pour assurer le succès du projet Airbus A-320 »

Le gouvernement français n'a ja-mais relaché son soutien aux efforts entrepris par Airbus Industrie pour lancer l'A-320 », a déciaré, ce samedi 4 juin au 35 Salon international de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, faisant référence aux discussions entre Européens sur la construction évenmelle d'un avion Airbus hiréacteur de cent cinquante places.

· Nous sommes entrès dans une phase décisive. Dans les prochains mois, nous devrons convenir, avec nos partenaires et sur la base des résultats de la campagne commer-ciale en cours, du lancement du programme. La volonté, la cohésion et la détermination des différents parta determination des attrents par-tenaires — industriels et gouverne-ments — ne doivent pas se démentir un seul instant. Le gouvernement français, quant à lui, ne ménogera aucun effort pour assurer le succès de cette entreprise vitale pour l'ave-nit «, a ejouté M. Mauroy.

Dans le domaine militaire, le pre-mier ministre s'est félicité de l'accord intergouvernemental (France, Royaume-Uni et République fédérale d'Allemagne) sur la conception d'une nouvelle génération de mis-siles antiebars et de • lo banne

convergence de vues - entre Bonn et Paris sur les études préparatoires au lancement d'un hélicoptère de combat. A propos de l'avion de combat Mirage-2000. M. Mauroy a garanti que l'armée de l'air française « sera financièrement en mesure de commander environ trente-trois appa reils par an jusqu'en 1988 •

Concernant la décision de construire un avion expérimental de combat, baptisé ACX, le premier ministre a précisé que cette initiative e ne signifie cependant pas que la France tieme à mener seule ce programme ambitieux d'avion de cambat des années 1990. Au contraire, les discussions techniques et opérationnelles engagées avec nos partenaires européens traduisent notre auverture à toutes les possibilités de coopération

Après avoir invité le Centre national d'études spatiales (CNES) à préparer pour la fin de l'année, - un programme cohérent - pour les vingt prochaines années. M. Mauroy a demandé que · des réflexions sur les applications futures de l'espace pour la défense soient menées acti-vement, en particulier dans le do-maine de l'observation par satel-lite; son importance stratégique est en effet croissante.

## En recevant le C.N.P.F.

## M. JACK RALITE A ACHEVÉ SES CONSULTATIONS **SUR LE DOSSIER CHOMAGE**

M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, a achevé le vendredi 3 juin, avec le C.N.P.F., le tour d'horizon des conditions d'une lutte active contre le chômage commencé avec les organisations syndicales et la C.G.P.M.E. à la fin avril.

M. Yvon Chotard a réaffirmé que l'emploi des jeunes « reste une des priorités absolves » de l'action du C.N.P.F., « quelle que soit la conjoncture et quels que soient les interleuteurs. Le vice-président du C.N.P.F. a annoncé la réunion, le 16 juin, des délégnés à l'emploi du C.N.P.F. pour préparer la • mobilidre du plan en faveur des dixhuit - vingt-cinq ans, tout en regrettant que le gouvernement ait tant tardé

Avec les organisations syndicales, rencontrées avant la « table ronde » du 20 mai sur le « plan jeunes » M. Jack Ralite avait pu aborder l'ensemble du dossier chômage.

En vue de la négociation entre partenaires sociaux sur la nouvelle convention ASSEDIC, une réunion tripartite gonvernementpatronat-syndicats scrait préalablement prévue.

drait de différencier l'assistance, due à la recherche du premier emploi ou à la réinsertion des femmes. de l'assurance proprement dite, due anx ebomeurs ayant cotisé. La C.G.C. va d'ailleurs plus loin, en proposant un quota de l'ordre de 1 million à 1,2 million de demandeurs d'emploi au-delà duquel l'État devrait prendre le relaie avec l'équivalent d'un « plan Orsec ».

Pour F.O. et la C.G.C., il convien-

De son côté, la C.F.D.T. estime indispensable, au nom de la solidarité, que les non-salariés soient mis à contribution pour le financement du régime d'assurance-chômage, et réclame l'amélioration des allocations pour les chômeurs de longue durée. La C.G.T, elle, prône un élargisse-ment de la contribution de l'État, à partir d'un prélèvement sur les fortunes et les hauts revenus. Pour la C.G.P.M.E. de René Bernasconi, enfin, il faut réexaminer la notion de solidarité et trouver des règles plus simples pour la future convention.

● La C.G.C. déplore que, - avant nème que la lot sur la suppression de la garantie de ressources licenciement ait été examinée par le Sénat, M. Ralite prépare un décret li-Rappelant que « la problème des licenciements entre cinquante-cinq et cinquante-neul ans n'est raujours pas réglé, en dépit des promesses faites -, elle exige que le gouvernement modifie son projet de décret.

CATTOLICA ADRIATICUE/ITALE HOTEL FLIPPO\*\*\*\*
TEL: 1939541/969414 (privi 980983) moderns construction our la plage — cham-bres av. douche — WC. — till et belc. true mor - lift - parting - 3 menus - Mei Lit 20 000 - Juin/Sept. Lit. 24 000 -Juliet / April demondrati-pour.

## Dans un antretien accordé au « Point »

## ML CHRAC DEMANDE UN RÉFÉRENDUM SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT.

Dans une interview publiée par le Point, M. Chirac explique : « Le res-pect de nos institutions implique que le pouvoir consulte le pays dans les situations graves et sur les points essentiels. Or nous nous trouvons bien dans une situation grave, avec une question essentielle : devons-nous continuer, voire accèlerer, le changement de société commencé en 1981? Si. l'on exclut les élections législatives anticipées, en revanche il reste le référendum. Le président du R.P.R. ajoute : « Le 20uvernement s'interroge sur le maintien de notre monnaie au sein du S.M.E. et sur l'opportunité de prendre des mesures protectionnistes. Dans cette hypothèse, il me mses. Dans cette nypornese, il me semble qu'un réfèrendum se justi-sierait. Il s'agirait en esset, d'un changement très prosond par rap-port à l'action menée par la France depuis un quart de siècle. (...) Par ce biais, c'est l'ensemble de la poli-tique demonsique et coclete qui se tique économique et sociale qui se-

rait jugé. «
L'ancien premier ministre, d'antre part, estime que « le moment est venu au niveau des chefs d'Etat et des ministres européens de la défense d'examiner ensemble des aspects spécifiquement européens de la défense commune ». « Sanctuari-ser l'Europe, c'est aujourd'hui le prachain but qu'il faut se fixer -, affirme t-il.

A propos du sommet de Williamsburg. M. Chirac observe que la déclaration commune sur la sécurité réaffirme sur les négociations sucléaires des principes [qu'il] ap-prouve . Fallati-il sortir du codre régional de l'alliance atlantique au motif que la stratégie soviétique est globale? « Cest une vraie question, dit-il, à laquelle je constate qu'il a été répondu très vite et sans examen préalable. • De ce sommet, il tire aussi • une confirma-tion : rien de sérieux ne sera tenté pour remédier aux déséquilibres de l'économie internationale « ct » une inquietude: la France ne pese plus me poias face à ses parte naires; sa position rend sa voix moins crédible, moins écoutée ».

## Après une entrevue avec le premier ministre

## « IL NE FAUT PAS QUE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE SOIT MINEE DE L'INTÉRIEUR » déclare M. Edmond Maire

Service of

3 to 1

· 🗢

 $r \sim r$ 

\*A\*: \*\*\*\*

Str. L. Str.

11.1

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a été reçu à l'hôtel Matignon, le vendredi 3 juin,

à la demande de M. Pierre Mauroy. A l'issue de l'entrevue, qui a duré plus de deux heures, M. Maire a dé-claré que la C.F.D.T. - souhaitait une politique gouvernementale et un gouvernement unis ». - Il ne faut pas, a-t-il ajouté, que cette politique soit minée de l'intérieur, au sein même de la majorité qui nous sou-

M. Maire a rappelé à M. Mauroy la nécessité, pour le goovernement, de montrer son ambition en définis sant des objectifs a moyeo terme qui assureraient la réussite du plan de rigueur. Parmi les objectifs, la C.F.D.T. place en premier lieu l'emploi, puis • une grande discussion publique • sur la Sécurité sociale, la fiscalité et, enfin, la politique sala-

 La grève des mineurs de fer C.G.T. de Lorraine a été o très largement suivie - par les ouvriers des mines d'Usinor et - un peu plus salblement - par le personnel d'encadrement, selon les syndicats.

• La fédération Force ouvriere de la métallurgie a signé, le 2 juin, l'accord introduisant la cinquième équipe sur le travail en continu, accord déjà signé par la C.G.T. et la C.F.D.T.

. Les P.M.E. reques par M. Delors. M. René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E., a demandé le 3 juin au ministre de l'économie. M. Jacques Delors, des solutions pour échelonner les échéances fiscales du mois de juin et pour améliorer la situation des P.M.L. soustraitantes à l'exportation. Il a notamment insisté sur les « très graves inconvénients de l'encadre-

Page 20 - Le Monde ● Dimanche 5 et lundi 6 juin 1983 • • •

